

Université de Montréal

**La fécondité des immigrantes  
établies au Canada entre 2000 et 2014 :  
Une analyse longitudinale par catégorie d'admission**

par Marcus Fraga

Département de démographie

Faculté des Arts et Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures et postdoctorales

En vue de l'obtention du grade de  
Maîtrise ès sciences (M. Sc.) en démographie

Avril 2019

© Marcus Fraga, 2019

Université de Montréal  
Département de démographie  
Faculté des arts et des sciences

---

*Ce mémoire intitulé*

**La fécondité des immigrantes établies au Canada entre 2000 et 2014 :  
*Une analyse longitudinale par catégorie d'admission***

*Présenté par*  
**Marcus Fraga**

*A été évalué par un jury composé des personnes suivantes*

**Thomas Legrand**  
Président-rapporteur

**Solène Lardoux**  
Directrice de recherche

**Charles Fleury**  
Codirecteur

**Victor Piché**  
Membre du jury

## Résumé

Cette étude analyse la relation entre la politique d'immigration du Canada et le parcours de fécondité des immigrantes. La Banque de données administratives longitudinales (DAL) permet d'observer le lien entre la catégorie d'immigration des femmes et la naissance d'enfants au pays. À partir d'une analyse qui porte exclusivement sur la fécondité des immigrantes admises comme résidentes permanentes entre les âges de 15 et 44 ans au Canada, des modèles non-paramétriques de Cox mettent en exergue la façon dont les caractéristiques individuelles pré-migratoires et le parcours d'intégration socioéconomique affectent, au fil du temps, les risques relatifs d'avoir un premier et un deuxième enfant sur le territoire canadien. Des courbes de Kaplan-Meier et des calculs de moyennes font état du rythme auquel les naissances surviennent après l'admission au Canada. De manière générale, nous avons évalué le lien entre la fécondité des immigrantes et le virage vers une immigration économique au Canada avec l'adoption de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés. Les résultats montrent que la catégorie d'admission est un très bon prédictif de la fécondité. Les immigrantes de la catégorie économique semblent être moins à risque de donner naissance au Canada que les immigrantes familiales ou les réfugiées (celles qui ne sont pas admises par le biais d'une évaluation de potentiel d'intégration économique). D'autres caractéristiques individuelles, comme l'âge à l'admission, la cohorte et la région de provenance, affectent également la probabilité qu'une immigrante donne naissance sur le territoire canadien.

**Mots-clés :** politique d'immigration, catégorie d'admission, fécondité, analyse longitudinale, données administratives, Canada.

## **Abstract**

The Longitudinal Administrative Databank (LAD) allows us to analyze the link between the immigration category and the fertility trajectory after admission. This analysis focuses exclusively on the fertility of immigrant women admitted as permanent residents between the ages of 15 and 44 in Canada. Cox's non-parametric models enable us to observe how women's pre-migration characteristics and the socioeconomic integration affect the relative risks related to having a first and a second child after the attainment of permanent resident status in Canada. We use Kaplan-Meier curves and mean calculations to show the pace of post-migratory fertility. In general, we assessed the link between the fertility of immigrant women and the shift to economic immigration in Canada with the adoption of the Immigration and Refugee Protection Act. The results show that the admission category is a very good predictor of fertility. Immigrant women in the economic class are less likely to give birth in Canada than family immigrants or refugees (those who are not admitted through an economic integration potential assessment). Other individual characteristics, such as age, cohort of admission and region of origin, also affect the probability of an immigrant giving birth in Canada.

**Keywords:** immigration policy, admission category, fertility, longitudinal analysis, administrative data, Canada.



## Table des matières

Introduction.....	1
Chapitre I : Politique d'immigration, fécondité et croissance démographique, la fécondité des immigrantes.....	5
1.1. Mise en contexte.....	5
1.2. L'effet de sélection.....	9
1.3. Le système de sélection : la politique d'immigration du Canada.....	11
1.4. Variation de la composition ethnique des immigrants.....	18
1.5. Fécondité et croissance démographique.....	21
1.6. La fécondité des immigrantes.....	27
Chapitre II : Question de recherche, hypothèses, données, méthodologie et limites.....	35
2.1. Question de recherche principale et objectif global.....	35
2.2. Hypothèses.....	37
2.3. Données de la DAL.....	39
2.4. Description de la population à l'étude.....	41
2.5. Description des variables.....	47
2.5.1. Variables dépendantes.....	48
2.5.2. Variables indépendantes et de contrôle.....	48
2.6. Méthodologie.....	53
2.7. Limites.....	55
Chapitre III : Analyse des résultats.....	58
3.1. Distribution des variables indépendantes.....	58
3.2. Temps passé au Canada avant la naissance des enfants.....	71
3.3. Résultats des régressions de Cox.....	80
3.3.1. Résultats pour la naissance du premier enfant en sol canadien.....	87
3.3.2. Résultats pour la naissance du deuxième enfant en sol canadien.....	96
Discussion et conclusion.....	103
Bibliographie.....	111
Annexe I.....	128

## Liste des tableaux

Tableau 1. Cadre des parcours possibles de catégories d'immigration pour qu'un individu soit admis comme résident permanent au Canada.....	17
Tableau 2. Distribution (en effectif et pourcentage) des femmes selon le nombre d'années passées au Canada depuis leur arrivée (années de séjour).....	45
Tableau 3. Âge moyen et effectifs des immigrantes admises entre 15 et 44 ans par cohorte (année d'admission).....	46
Tableau 4. Âge moyen (en années) des immigrantes de 15 à 44 ans, admises entre 2000 et 2014, selon différentes caractéristiques, Canada.....	47
Tableau 5. Nombre moyen d'enfants déclarés sur les fichiers d'impôt, selon le nombre d'années depuis l'admission au Canada.....	59
Tableau 6. Nombre moyen d'enfants déclarés par femme immigrante, selon l'année de l'admission au Canada.....	60
Tableau 7. Risques relatifs des immigrantes admises entre 15 et 44 ans d'avoir un premier enfant au Canada.....	84
Tableau 8. Risques relatifs des immigrantes admises entre 15 et 44 ans d'avoir un deuxième enfant au Canada.....	86
Tableau 9. Risques relatifs des immigrantes admises entre 15 et 44 ans d'avoir un premier enfant au Canada, test évaluant toutes les cohortes dont la durée de séjour est au maximum de 5 ans.....	95
Tableau 10. Risques relatifs des immigrantes admises entre 15 et 44 ans d'avoir un deuxième enfant au Canada, test évaluant toutes les cohortes dont la durée de séjour est au maximum de 5 ans.....	102

## Liste des figures

Graphique 1. Distribution (en pourcentage) des immigrants admis au Canada selon la catégorie économique, humanitaire et du regroupement familial, entre 1980 et 2012.....	8
Graphique 2. Effectif et taux d'immigrants reçus annuellement au Canada, 1852 à 2012.....	19
Graphique 3. Répartition (en %) de la population immigrante selon la période d'immigration et la région de provenance des immigrants au Canada.....	21
Graphique 4. Taux d'accroissement annuel moyen, accroissement naturel et accroissement migratoire par période intercensitaire, Canada 1851 à 2016.....	23
Graphique 5. Indice synthétique de fécondité, Canada, 1926 à 2016.....	25
Graphique 6. Âge de la mère à la première naissance et pour l'ensemble des naissances, Canada 1926 à 2011.....	25
Graphique 7. Distribution de l'âge à l'admission des immigrantes reçues entre 2000 et 2014, Canada.....	46
Graphique 8. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon la catégorie d'immigration et l'année d'admission, Canada.....	59
Graphique 9. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon le groupe d'âge à l'établissement et l'année d'admission, Canada.....	61
Graphique 10. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon le statut matrimonial à l'admission et l'année d'admission, Canada.....	62
Graphique 11. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon le niveau d'éducation à l'établissement et l'année d'admission, Canada.....	63
Graphique 12. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon la région de provenance et l'année d'admission, Canada.....	64
Graphique 13. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon la connaissance des langues officielles et l'année d'admission, Canada.....	64
Graphique 14. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon la langue maternelle et l'année d'admission, Canada.....	65
Graphique 15. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon la déclaration d'avoir au moins un enfant avant l'établissement et l'année d'admission, Canada.....	66
Graphique 16. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon la province où les immigrantes se trouvent dans la première année de séjour et l'année d'admission, Canada...	68

Graphique 17. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon le statut professionnel de l'immigrante dans la même année qu'elle déclare ses revenus et l'année d'admission, Canada.....	69
Graphique 18. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon le statut professionnel du conjoint dans la même année de déclaration de revenus de l'immigrante et l'année d'admission, Canada.....	70
Graphique 19. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon le quartile de revenus familiaux avant taxes dans la même année de déclaration et l'année d'admission, Canada.....	71
Graphique 20. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission.....	72
Graphique 21. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada.....	72
Graphique 22. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon la catégorie d'immigration.....	73
Graphique 23. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon la catégorie d'immigration.....	73
Graphique 24. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon le statut professionnel de la femme.....	74
Graphique 25. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon le statut professionnel de la femme.....	74
Graphique 26. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon le statut professionnel du conjoint.....	75
Graphique 27. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon le statut professionnel du conjoint.....	75
Graphique 28. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon le quartile de revenu familial avant taxes.....	76

Graphique 29. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon le quartile de revenu familial avant taxes.....	76
Graphique 30. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, selon la région de provenance.....	77
Graphique 31. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon la région de provenance.....	77
Graphique 32. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, selon le niveau d’éducation à l’établissement.....	128
Graphique 33. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon le niveau d’éducation à l’établissement .....	128
Graphique 34. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, selon la connaissance des langue officielles du Canada.....	129
Graphique 35. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon la connaissance des langue officielles du Canada.....	129
Graphique 36. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, selon le fait d’avoir déclaré avoir au moins un enfant avant l’établissement.....	130
Graphique 37. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon le fait d’avoir déclaré avoir au moins un enfant avant l’établissement.....	130
Graphique 38. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, selon le statut matrimonial à l’admission.....	131
Graphique 39. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon le statut matrimonial à l’admission.....	131
Graphique 40. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, selon la cohorte.....	132

Graphique 41. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon la cohorte.....	132
Graphique 42. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, selon la langue maternelle.....	133
Graphique 43. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon la langue maternelle.....	133
Graphique 44. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, selon la province d’établissement.....	134
Graphique 45. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon la province d’établissement.....	134
Graphique 46. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, selon le groupe d’âge à l’établissement.....	135
Graphique 47. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon le groupe d’âge à l’établissement.....	135
Graphique 48. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, selon le statut matrimonial.....	136
Graphique 49. Proportion d’immigrantes n’ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l’admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon le statut matrimonial.....	136

## Liste des sigles

ACE : Allocation canadienne pour enfants

ARC : Agence du Revenu du Canada

ASFC : Agence des services frontaliers du Canada

BDIM : Base de données longitudinales sur l'immigration

CIQSS : Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales (CIQSS)

DAL : Banque de données administratives longitudinales

FIPA : Fichier d'inscription des personnes assurées

IRCC : Ministère de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada

ISF : Indice Synthétique de Fécondité

NAS : Numéro d'Assurance Sociale

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

RAMQ : Régie d'assurance maladie du Québec

RCCDR : Réseau canadien des centres de données de recherche

TFR : Total Fertility Rate

## **Remerciements**

Des sincères remerciements vont tout d’abord à ma directrice de recherche Solène Lardoux et à mon co-directeur de recherche Charles Fleury pour leur soutien et leurs conseils tout au long du processus, et ce, en dépit des courts délais de révision que je leur ai imposés. Je remercie aussi Hélène Roy et Sylvie Roy pour la révision linguistique.

Je ne peux passer sous silence les conseils de mes collègues de département et amis qui ont collaboré indirectement à ce que ce mémoire prenne forme. Je remercie aussi le Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales (CIQSS) pour le support financier et l’accès aux données confidentielles qui m’ont permis de jeter un regard sur la fécondité des immigrantes récentes du Canada.

Enfin, un merci particulier à Fay pour son support inconditionnel et ses encouragements dans chacune des étapes de ma formation.



# Introduction

La contribution de l'immigration à la société canadienne ne se limite pas à l'arrivée des nouveaux travailleurs qui vont contribuer au développement économique (Toulemon, 2004). Il faut aussi prendre en considération de nombreux immigrants qui ont des enfants après leur arrivée au pays d'accueil et contribuent ainsi à la dynamique de renouvellement de la population locale. Depuis les années 1970, le Canada détient un régime de fécondité qui n'assure pas le renouvellement de sa population. Dans un tel contexte, l'incorporation des immigrants internationaux joue un rôle de plus en plus important dans la dynamique démographique du pays. En effet, la politique d'immigration au Canada cherche à attirer des travailleurs qui remplaceront une population de plus en plus âgée (Statistique Canada, 2017b) et oriente le choix de la majorité des immigrants à travers un critère d'intégration économique (Gouvernement du Canada, 2013). Les immigrants (hommes et femmes) s'insèrent généralement assez bien sur le marché du travail comparativement à ceux d'autres pays de l'OCDE (Boubtane et Dumont, 2013; Boucher, 2008, 2013; Frenette et Morissette, 2003).

Par contre, depuis les années 1990, nous observons une détérioration économique qui se traduit par un écart de revenus et des taux de chômage plus élevés pour les immigrants que pour les natifs (Aydemir et Skuterud, 2004; Frenette et Morissette, 2003; Picot et Swetman, 2011). Cette détérioration économique peut avoir eu des effets sur la fécondité au Canada. Avec une intégration économique difficile, les immigrantes peuvent avoir finalement moins d'enfants qu'elles auraient souhaité à leur arrivée. En même temps, la politique d'immigration attire de plus en plus de travailleurs qualifiés en nombre absolu et relatif (Aydemir et Skuterud, 2004; Frenette et Morissette, 2003; Picot et Swetman, 2011). En revanche, les études comparant la fécondité des immigrantes avec celle des natives indiquent généralement une plus grande fécondité des premières au Canada (Alícia Adsera et Ferrer, 2010, 2013, 2016; Street, 2009). Cela peut sembler une contradiction vu que les théories économiques de la fécondité stipulent que l'intégration au marché d'emploi et le niveau d'éducation sont parmi les facteurs prédictifs les plus importants de la dynamique de la fécondité (Alícia Adsera et Ferrer, 2010, 2013, 2016; Becker, 1960; Street et Laplante, 2014; Woldemicael et Beaujot, 2012).

En tenant compte de ces éléments d'intégration socioéconomique, le but de cette recherche est de connaître les comportements en matière de fécondité des femmes attirées par la politique d'immigration du Canada, selon les différentes catégories d'admission. L'importance de ce genre d'étude est d'indiquer quelles sont les tendances à long terme de la politique d'immigration sur la population canadienne. Cette politique a deux objectifs principaux écrits dans sa loi et ses règlements qui sont de favoriser les développements économiques d'une part, et démographiques du pays d'autre part (Gouvernement du Canada, 2013). Nous posons la question suivante : est-ce que le fait de favoriser l'intégration des immigrants et des immigrantes au marché du travail et le souhait d'augmenter le niveau de fécondité de la population canadienne n'entreraient pas en contradiction ?

Notre objectif principal est de mesurer l'impact de quelques caractéristiques des immigrantes à l'admission et pendant leur parcours d'intégration sur la probabilité d'avoir un premier et un deuxième enfant au Canada. Soulignons qu'à partir des années 1990, la politique d'immigration au Canada a été favorable à l'accueil d'un plus grand nombre d'immigrants économiques, en majorité originaires de pays en développement dont la langue maternelle était autre que l'une des deux langues officielles du Canada (Boucher, 2008; Government of Canada, 2016; Phythian, Walters et Anisef, 2009; Picot et Swetman, 2011; Statistique Canada, 2014a). Ce virage vers une immigration économique s'est accentué à partir de la fin des années 2000. En effet, il y a eu tout d'abord la mise en place des politiques qui ont privilégié des immigrants acceptés après une analyse minutieuse du profil d'intégration économique selon les critères de grilles de sélection qui changent en fonction des choix gouvernementaux visant à combler les besoins de main-d'œuvre des employeurs canadiens (Immigration, Diversité et Inclusion Québec, 2019; Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2018b). Les immigrants économiques sont alors choisis par le biais du programme « d'entrée express » (Immigration, Diversité et Inclusion Québec, 2019; Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2018b) et du programme des « candidats des provinces » (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2018d; Seidle, 2013). Puis, il y a eu la création d'un mécanisme « d'immigration en deux étapes » inspiré par la politique australienne du « two-step migration » (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2008b). Dans ce cas, l'individu concerné doit arriver comme résident temporaire (en tant qu'étudiant international ou travailleur temporaire) pour ensuite être

admissible à la résidence permanente (Boucher, 2013; Gregory, 2014). Comme nous le montrerons tout au long de cette étude, les changements vers une immigration économique ont pour conséquences un vieillissement de l'âge à l'admission et une augmentation du niveau d'études des immigrants plus récents.

Par conséquent, cette recherche est menée afin de savoir dans quelle mesure la fécondité des immigrantes admises entre 2000 et 2014 varie selon la catégorie d'immigration (économique, réunification familiale et humanitaire). Nous étudions aussi le rôle des caractéristiques des immigrantes au moment de l'admission tels que la région de provenance, le niveau d'éducation à l'admission, l'âge à l'admission, le fait d'être une demandeuse principale ou non de la résidence permanente, etc. Cependant, nous devons être prudents lors de l'analyse de l'immigration par les demandeurs principaux parce que, souvent, le dépôt de la demande d'admission est effectué par l'immigrant le plus susceptible d'obtenir la résidence permanente et pas nécessairement celui qui aura une meilleure adaptation dans le pays d'accueil. Nous ne devons jamais tenir pour acquis que le fait d'être une demandeuse principale représente un plus grand potentiel d'intégration socioéconomique. Les catégories d'immigration au Canada suivent des critères administratifs établis par le gouvernement, comme nous l'expliquerons tout au long de ce mémoire.

Cette étude ne porte que sur la fécondité des immigrantes (aucune comparaison empirique n'est faite avec les natives canadiennes). À l'aide d'une revue de littérature et d'une analyse de survie, nous testons certaines hypothèses sur les tendances de la fécondité des immigrantes. Nous énonçons aussi les limites imposées à l'analyse par les caractéristiques de la base de données utilisées. Nous exploitons la Banque de données administratives longitudinales (DAL) pour calculer le risque que les femmes admises comme résidentes permanentes, aux âges féconds (entre 15 et 44 ans), ont de déclarer un premier et un deuxième enfant au Canada. Ces femmes ont migré au Canada entre les années 2000 et 2014. L'étude longitudinale nous permet de suivre différentes cohortes d'immigrantes dans leur processus d'intégration socioéconomique au Canada. Les résultats servent à repenser la politique d'immigration avec un regard de développement démographique.

Ce mémoire est structuré comme suit. Dans le premier chapitre, nous faisons une mise en contexte qui présente l'origine de l'idée de recherche et une revue de la littérature sur la politique

d'immigration du Canada. Nous introduisons le phénomène démographique de la fécondité et nous exposons des théories pour essayer de comprendre la fécondité des immigrantes. Dans le deuxième chapitre, nous spécifions la question de recherche, nos hypothèses et nous présentons en détail les données de la DAL, les choix méthodologiques pour effectuer l'analyse statistique et nos variables. Dans le troisième chapitre, nous analysons les données et présentons des statistiques descriptives et des modèles de risque et durée. Des tableaux de fréquences, des calculs de moyennes et des courbes de Kaplan-Meier permettent d'observer la fécondité des immigrantes après leur arrivée au Canada, et ce, selon différentes variables de stratification. Des modèles de régression de Cox à temps discret pour données non paramétriques permettent d'observer l'effet des différentes variables sur le risque d'avoir un premier et un deuxième enfant après l'admission comme résidente permanente du pays. Finalement, dans la conclusion, nous faisons une synthèse critique des résultats de l'analyse, nous discutons des contributions de notre recherche et présentons des pistes pour de futures recherches sur le sujet.

# **Chapitre I : Politique d'immigration, fécondité et croissance démographique, la fécondité des immigrantes**

## **1.1. Mise en contexte**

Dans ce chapitre, nous mettons en relation la politique d'immigration du Canada et la fécondité des immigrantes. La construction du cadre théorique nous aidera à soutenir nos hypothèses de recherche qui seront présentées au chapitre 2. Pour commencer, nous expliquons la naissance de l'idée de notre analyse : Picot et Swetman (2011) publient un article qui montre que les taux d'emploi sont plus faibles et les taux de chômage sont plus élevés pour les immigrants en Suède qu'au Canada. En utilisant des informations déjà publiées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) construites avec des données agrégées de différentes sources pour comparer les immigrants (sans distinction de durée de séjour après l'immigration) et les natifs âgés de 15 à 64 ans en 2007-2008, (Picot et Swetman, 2011) montrent que les immigrants semblent mieux s'intégrer économiquement au Canada qu'en Suède. Dans le pays scandinave, le taux d'emploi des hommes nés à l'étranger était inférieur de 8,6 % à celui des natifs et le taux de chômage était 2,5 fois plus élevé pour les immigrants. Au Canada, le taux d'emploi des hommes nés à l'étranger était supérieur de 1,1 % à celui des natifs et le taux de chômage était 0,9 fois plus élevé pour les immigrants. Pour les femmes en Suède, le taux d'emploi des personnes nées à l'étranger était inférieur de 16,4 % à celui des natives et le taux de chômage était 2,4 fois plus élevé pour les immigrantes. Au Canada, le taux d'emploi des femmes nées à l'étranger était inférieur de 5,8 % à celui des natives et le taux de chômage était 1,3 fois plus élevé pour les immigrantes.

Cet écart entre les immigrants et les natifs s'est produit malgré l'augmentation spectaculaire du niveau d'instruction des immigrants au Canada (Picot et Swetman, 2011). Au cours de leurs cinq premières années après l'arrivée au pays, le risque relatif d'être au chômage parmi la cohorte arrivée à la fin des années 1970 était de 0,84, mais il atteignait 1,60 pour la cohorte arrivant au début des années 2000. Par conséquent, le taux de chômage des immigrants «récents» était 1,6 fois plus grand que celui des personnes nées au Canada (Picot et Swetman,

2011). Chez les femmes, la détérioration était encore plus significative. La différence relative du taux de chômage entre immigrantes et natives a augmenté de façon continue entre la fin de la décennie 1970 et le début des années 2000. Au cours des cinq premières années après l'arrivée au Canada, le taux de chômage des femmes admises à la fin des années 1970 était 1,15 fois supérieur à celui des femmes nées au Canada. Pour la cohorte du début des années 2000, le risque relatif était de 2,62 plus grand (Picot et Swetman, 2011).

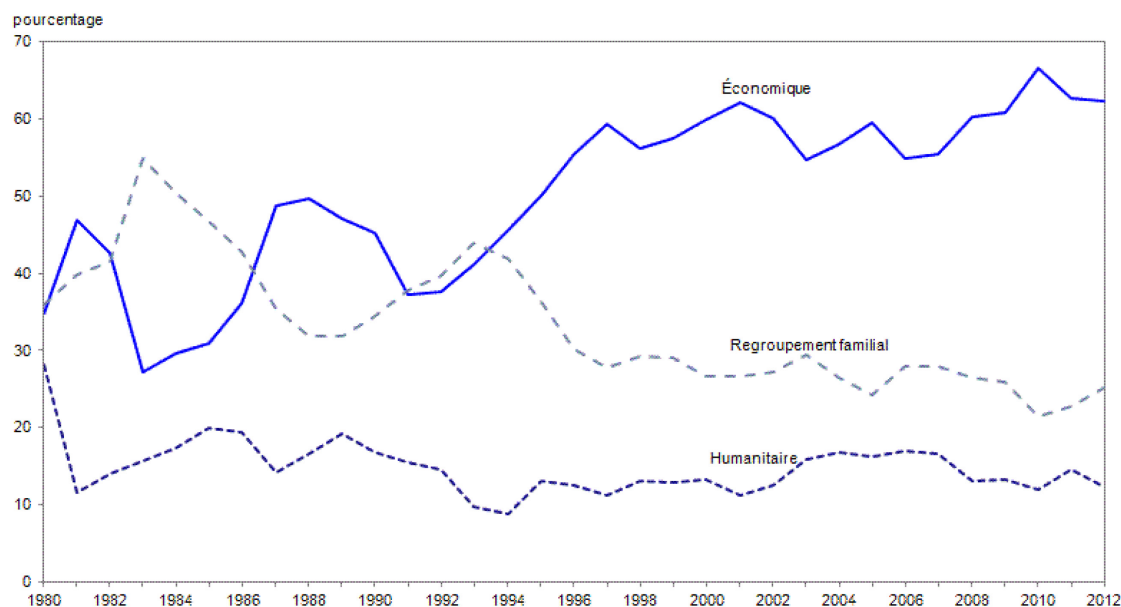
Cependant, afin de justifier la meilleure intégration économique des immigrants au Canada qu'en Suède, (Picot et Swetman, 2011) proposent que les différences dans les programmes et politiques d'immigration dans les deux pays soit la plus importante hypothèse explicative : le fait que le Canada ait une politique d'immigration qui attire principalement des immigrants économiques et la Suède une qui attire généralement des immigrants de réunification familiale et des réfugiés, serait un des facteurs explicatifs de cet écart entre les deux pays. La nature de l'immigration et les différences structurelles impliquant les marchés nationaux du travail sont censées expliquer au moins une partie de l'écart plus grand entre immigrants et natifs observé en Suède. La politique du Canada visant à attirer des travailleurs qualifiés serait le facteur prépondérant pour expliquer une meilleure intégration économique des immigrants au Canada comparativement à la Suède. Cependant, à défaut de données fournissant les différentes catégories d'immigration pour les deux pays, les auteurs n'ont pas pu tester cette hypothèse.

Au Canada, la politique d'immigration met l'accent sur le capital humain. Aujourd'hui, l'objectif du système d'immigration est d'encourager l'arrivée de jeunes, bilingues et hautement qualifiés afin de renforcer le capital humain au sein de la population active vieillissante du Canada (Challinor, 2011). Cependant, des questions d'équité sont soulevées étant donné qu'il semble exister des obstacles sur le marché du travail qui entraveraient l'accès à certains emplois et à la mobilité sociale de certains nouveaux arrivants. La non-reconnaissance ou la dévaluation des compétences et diplômes acquis à l'extérieur du pays semble être encore un problème pour l'intégration des immigrants récents (Osaze, 2017; Reitz, 2011). De plus, la demande des employeurs concernant le niveau de compétences linguistiques dans les langues officielles du pays est une contrainte supplémentaire pour certains immigrants.

Pour comprendre le changement de politique migratoire, il est nécessaire de décrire une partie de l'histoire de la politique d'immigration récente du Canada. La Loi sur l'immigration de 1976 (Bibliothèque et Archives Canada, 1976) a officiellement fait du pays une destination de choix pour les migrants de n'importe quelle nationalité (Challinor, 2011). Cette loi établit comme objectifs la réunification familiale, le choix des immigrants, non fondé sur un critère de race ou d'origine nationale, la préoccupation pour les questions humanitaires à travers l'accueil des réfugiés et la promotion des objectifs économiques, sociaux et culturels du gouvernement du pays. Donc, la loi de 1976 répartit l'immigration en trois grandes catégories d'immigration : économique (les immigrants sélectionnés sur la base d'un système de points), regroupement familial (les immigrants parrainés par un membre de leur famille) et humanitaire (les réfugiés). Cette loi, qui mettait l'accent sur la réunification familiale et les préoccupations humanitaires au détriment des intérêts économiques, a été remplacée en 2001 par la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (Ministère de la Justice, 2001). Cette Loi de 2001 met l'accent sur le niveau d'éducation atteint par les immigrants, sur la connaissance des langues officielles du Canada et sur leur potentiel d'adaptabilité à la société (Challinor, 2011). Cependant, précisons que dans les faits, depuis les années 1990, un programme d'immigration était en application, plus centré sur la sélection de travailleurs qualifiés, qui étaient admis à travers la catégorie économique pour combler le besoin de main-d'œuvre du marché d'emploi.

Depuis les années 1990, plus de 200,000 personnes arrivent chaque année au pays. La plupart d'entre elles sont des immigrants de la catégorie d'admission économiques choisis par un système de points. Comme le montre le graphique 1, le pourcentage des admissions dans cette catégorie, composée de candidats principaux et de conjoints ou personnes à charge, a augmenté considérablement. Les immigrants économiques représentent 66,6% de tous les immigrants en 2010 contre 27,1% en 1983 (Statistique Canada, 2014a). Nous remarquons également un déclin important des immigrants du regroupement familial, alors que la part admise par le biais de visas humanitaires (les réfugiés) est restée relativement constante, un peu plus que 10% depuis les années 1990.

**Graphique 1. Distribution (en pourcentage) des immigrants admis au Canada selon la catégorie économique, humanitaire et du regroupement familial, entre 1980 et 2012**



**Note :** La catégorie « Autres », dont la définition a changé au cours du temps n'est pas représentée.

Source : Citoyenneté et Immigration Canada. Graphique originalement publié par Statistique Canada (2014a).

Ainsi, à partir des années 1990, le système de sélection des immigrants du Canada a mis l'accent sur la sélection de travailleurs hautement qualifiés. Le système de points canadien accepte chaque année un grand nombre d'immigrants dont les qualifications minimales permettent de survivre dans une économie moderne (Reitz, 2012). Depuis 1971, le Québec a signé un accord de collaboration avec le gouvernement fédéral et la province administre son propre système de points, en donnant la priorité à la langue française. Sinon, les deux systèmes de points (fédéral et québécois) sont similaires. Du point de vue de l'opinion publique, ce système de sélection est directement lié à l'une des raisons fondamentales de l'appui des Canadiens à l'immigration, à savoir la conviction que l'immigration contribue à l'économie du pays (Reitz, 2012).

In seeking these large numbers, Canada's immigrant selection system has emphasized the selection of highly-skilled workers. The most distinctive feature has



been the so-called ‘points system’. Introduced in 1967, this system selects immigrants based on points awarded for possessing characteristics predictive of employment success such as education, knowledge of one of Canada’s two official languages and work experience. The system was essentially copied by Australia and there have been influential advocates for its adoption in other countries (Reitz, 2012, p. 523-524).

Ainsi, les changements apportés à la politique d’immigration du Canada au fil des années ont créé un système complexe de sélection d’immigrants. Ce système a mis un accent particulier sur l’immigration économique (graphique 1).

## **1.2. L’effet de sélection<sup>1</sup>**

Les modifications apportées aux programmes de sélection d’immigrants au Canada au fil des années sont fondées sur des objectifs sociaux, humanitaires et économiques. Cela a eu comme impact le changement du profil des immigrants admis au pays et cause aussi des modifications de comportement fécond. « Selection mechanisms highlight systematic differences between the fertility of individuals who eventually migrate and that of non-immigrants in the source country, and this selectivity may explain the subsequent fertility patterns of migrants at their destination » (Alícia Adsera et Ferrer, 2016, p 476). Cependant, dans la littérature, ce mécanisme de sélection est mieux décrit dans les études du domaine de la santé. L’« effet de l’immigration en bonne santé » est un phénomène bien accepté dans la littérature des études migratoires comme une raison pour expliquer une plus faible mortalité et morbidité chez les immigrants que chez les natifs (Kennedy, McDonald et Biddle, 2006; Vang,

---

<sup>1</sup> Il faut reconnaître que la sélectivité comporte plusieurs dimensions. Dans ce mémoire, nous tenons compte seulement des règles de sélectivité (éligibilité) pour être admis comme immigrant reçu au Canada. Cependant, d’autres dimensions qui peuvent intéresser les économistes concernent le fait que les immigrants ne sont pas représentatifs des populations des pays d’origine. Il est possible que, relativement à leurs compatriotes dans les pays d’origine, les immigrantes soient plus axées sur leur carrière professionnelle et moins sur la vie de famille, plus ouvertes aux autres cultures et langues, entre autres. Ces caractéristiques non observées ne sont pas examinées dans cette étude et elles peuvent aussi influencer les comportements féconds des immigrantes.

Sigouin, Flenon et Gagnon, 2016). Il y a plusieurs hypothèses pour l'observation de ce phénomène : le dépistage médical des dossiers des candidats à l'immigration fait par les pays d'accueil, les immigrants auraient une tendance non expliquée à avoir des comportements sains avant l'arrivée et l'auto-sélection des immigrants puisque ce sont les personnes plus riches et en meilleure santé qui ont tendance à se déplacer (Kennedy et al., 2006; Vang et al., 2016).

L'effet de migration en bonne santé dans les pays développés attire l'attention parce que les immigrants récents dans ces pays (comme le Canada) présentent à leur arrivée une meilleure condition générale de santé que les natifs, même s'ils proviennent de pays en développement où les indicateurs de mortalité et de morbidité sont moins bons que ceux des pays développés (Vang et al., 2016). En utilisant un jumelage des données d'enquêtes nationales de l'Australie, du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni, (Kennedy et al., 2006) trouvent que l'effet de sélection joue un rôle majeur pour les immigrants de n'importe quelle région de provenance. Les immigrants plus éduqués étant sélectionnés, ce sont aussi souvent ceux qui sont en meilleure santé. « Clearly, immigrants are self-selecting to migrate (and are also being selected by immigration authorities) on the basis of educational attainment, higher education levels may explain the observed differences in health outcomes and health behaviours of those immigrants » (Kennedy et al., 2006, p. 20).

Bourbeau (2002) a étudié la sous-mortalité des immigrants par rapport aux natifs et remarque cet effet de sélection. Il utilise des données de la Base canadienne de données sur la mortalité de la Division des statistiques sur la santé de Statistique Canada. L'auteur trouve que la mortalité globale des immigrants est généralement plus faible que celle des natifs. Il découvre qu'à âge égal, la mortalité des immigrants non européens est nettement inférieure à celle des natifs et même des immigrants provenant de l'Europe, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis. « Il y a de toute évidence un phénomène de sous-mortalité des immigrants, lié en bonne partie au processus de sélection » (Bourbeau, 2002, p. 268).

Nous nous sommes donc demandé si cet effet de sélection pouvait également être observé sur la fécondité des immigrantes au Canada. Passons maintenant à la présentation de la politique d'immigration du Canada et de son système de sélection des immigrants.

### **1.3. Le système de sélection : la politique d'immigration du Canada**

Le Canada est le premier pays au monde à adopter le multiculturalisme comme politique d'État en 1971 (Cameron, 2004). À travers ses différents programmes d'admission (économique, familiale et humanitaire), il accueille des personnes avec des origines diverses et ayant des parcours de vie variés. Cette diversité est le produit de décisions rationnelles prises par ses habitants qui, habituellement, considèrent l'immigration et la diversité ethnique comme une fierté nationale. Dans l'histoire du Canada, l'immigration est associée à la construction d'une nation, en particulier au développement d'une économie robuste dans un vaste territoire. Cet élan pour développer le pays a apporté un modèle d'immigration à grande échelle tout au long du XXe siècle. L'intention d'attirer un important contingent de population était fondée sur la nécessité de bâtir un marché intérieur solide qui pourrait absorber la production industrielle canadienne (Cameron, 2004). Actuellement, l'accélération des échanges et l'expansion du commerce extérieur mettent fin au besoin de construction d'un grand marché intérieur. Ce que le Canada semble vouloir faire c'est d'avoir un flux continu et durable de personnes hautement qualifiées et bien adaptables pour s'intégrer socialement et économiquement (Biles, Burstein et Frideres, 2008a, 2008b).

Dans sa Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (Ministère de la Justice, 2001), le Canada définit officiellement ces trois catégories de résidents permanents : économique, familial, et réfugié (ou humanitaire). Pour avoir le statut d'immigrant<sup>2</sup> reçu par le Canada, une personne intéressée doit d'abord recevoir un visa de résident permanent. Pour être un résident permanent du Canada, un immigrant doit être reconnu comme immigrant économique (comme

---

<sup>2</sup> Dans ce mémoire, l'utilisation du genre masculin est adoptée afin de faciliter la lecture et n'a aucune intention discriminatoire. Lors de la présentation de la revue de littérature, qui englobe la sélection des immigrants hommes et femmes, nous préférons adopter le masculin pour suivre la norme du genre générique de la langue française, car ce même cadre théorique sert aux deux sexes.

requérant principal ou comme époux(se)<sup>3</sup> et comme personne à charge de celui-ci), accepté par le biais du regroupement familial, ou comme réfugié. Le tableau 1 ci-dessous expose les possibles parcours pour la résidence permanente<sup>4</sup>.

D'abord, pour avoir la résidence permanente, l'immigrant doit trouver un programme d'immigration qu'il trouve approprié pour son dossier. Il sera évalué en fonction de différents critères de sélection accordés à chacune des catégories. Pour les immigrants dans la catégorie économique, par exemple, nous avons comme sous-catégories (tableau 1) : travailleurs qualifiés, travailleurs autonomes, investisseurs, candidats provinciaux, candidats du programme de l'expérience canadienne ou québécoise, candidats du programme des aides familiaux résidents (« live-in caregivers »), ainsi que les membres proches de leur famille (l'époux ou le conjoint de fait et les enfants à charge). La catégorie économique vise à attirer des personnes qui vont répondre aux besoins du marché du travail canadien ou qui peuvent contribuer par l'investissement de capitaux et le démarrage de nouvelles entreprises (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2017).

Le cas de travailleurs qualifiés demande une plus large explication. Ces immigrants sont choisis par un système de points qui prend en considération l'âge, le niveau d'éducation, les expériences professionnelles, le statut matrimonial, la connaissance des langues officielles du Canada par le demandeur principal et, le cas échéant, du conjoint (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2007a). Le nombre minimal de points requis pour avoir la résidence permanente peut changer. La sélection est en conformité aux priorités fixées par le gouvernement et les poids accordés à chaque critère peuvent changer ou être remplacés en fonction de choix gouvernementaux. Des critères secondaires, pour évaluer le potentiel d'un établissement familial, comme avoir des enfants (personne à charge) et immigrer avec un partenaire (époux ou conjoint de fait), sont également utilisés dans l'analyse de dossiers. Au moment du dépôt de ce mémoire, pour être admis par le biais du programme des travailleurs

---

<sup>3</sup> Nous devons souligner que notre analyse intègre les couples homosexuels. Nous considérons que, quels que soient l'option sexuelle et le mode de conception, ces femmes sont aussi à risque de contribuer à la fécondité.

<sup>4</sup> Pour voir un glossaire complet des termes utilisés par le gouvernement canadien dans sa politique d'immigration, consulter : <<http://www.cic.gc.ca/francais/centre-aide/glossaire.asp>>.

qualifiés fédéral, un candidat doit obtenir au moins 67 points sur 100 (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2018c) ; pour les candidats par le biais du programme des travailleurs qualifiés du Québec, la note de passage minimum est de 50 points sur 120 possibles (59 si le candidat est accompagné par son époux(se) ou conjoint/e de fait) (Immigration, Diversité et Inclusion Québec, 2019). Ainsi, la grille de sélection est censée évaluer le potentiel d'intégration des immigrants sur le marché du travail (Lacroix, 2014). Différemment du programme fédéral, pour les postulants à la résidence permanente par le biais du programme de travailleurs qualifiés du Québec, le nombre d'enfants qui seront également amenés au pays fait aussi partie de la grille de sélection. Le demandeur peut apporter jusqu'à 8 points s'il amène ses enfants de moins de 22 ans au Québec : au moment de la soumission du dossier, chaque enfant de 12 ans ou moins donne 4 points et chaque enfant de 13 ans à 21 ans donne 2 points. Le candidat principal doit maîtriser au moins une des deux langues officielles du Canada (anglais ou français). Les candidats sont évalués en fonction de leur capacité à écrire, lire, comprendre l'oral et s'exprimer oralement. Les candidats doivent passer un test de langue approuvé pour démontrer leur niveau de compétences linguistiques : pour les candidats du programme de travailleurs qualifiés fédéral, un maximum de 28 points peut être obtenu ; pour les candidats du programme de travailleurs qualifiés du Québec, c'est un maximum de 22 points. Ces demandeurs des programmes de travailleurs qualifiés doivent aussi démontrer avoir eu des expériences professionnelles dans leur domaine d'études. Pour les candidats du programme fédéral, un maximum de 15 points peut être accordé pour les candidats ayant des expériences professionnelles avant l'admission. Les demandeurs doivent démontrer qu'ils ont fait un travail rémunéré à temps plein (au moins 30 heures par semaine ou le même nombre d'heures à temps partiel – 15 heures par semaine pendant 24 mois). Ainsi, 1 an d'expérience donne 9 points, 2 ou 3 ans donnent 11 points, 4 ou 5 ans donnent 13 points et 6 ou plus ans donnent 15 points. Pour les candidats du Québec, un maximum de 8 points peut être accordé à l'expérience professionnelle : moins de 6 mois donnent 0 point, 6 mois à 11 mois donnent 4 points, 12 mois à 23 mois donnent 4 points, 24 mois à 35 mois donnent 6 points, 36 mois à 47 mois donnent 6 points, 48 mois ou plus donnent 8 points.

Le tableau 1 montre un lien entre les possibles parcours pour l'époux ou conjoint de fait et les personnes à charge. Ces individus peuvent postuler autant par le biais de la catégorie

économique que par le regroupement familial. La différence est qu'un immigrant économique doit soumettre un dossier unique avec le candidat principal. Un immigrant familial doit être parrainé par un citoyen canadien ou un immigrant déjà résident permanent (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2007b). Aussi, il y a une limite d'âge pour être considéré comme un enfant à charge. Après avoir été abaissé à 19 ans entre 2014 et 2017, l'âge limite est actuellement de 22 ans au moment du dépôt du dossier d'immigration, soit le même âge qu'avant 2014 (Conseil Canadien pour les Réfugiés, 2017). Les immigrants de la catégorie familiale peuvent aussi être des parents et des grands-parents d'un résident permanent ou citoyen canadien (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2019b). Seulement quelques conditions du gouvernement fédéral doivent être respectées pour qu'un processus de parrainage soit accordé. Par exemple, le revenu minimum nécessaire du parrain varie en fonction du nombre de membres de la famille déjà au Canada, du nombre de parrainés et de l'emplacement d'établissement au Canada. Le demandeur ne peut pas avoir de statut d'« interdit de territoire » pour des motifs de sécurité, des raisons judiciaires et des raisons médicales (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2012). Cependant, il faut noter qu'il est plus difficile de parrainer un parent ou grands-parents qu'un conjoint ou un enfant parce que le nombre de dossiers acceptés par le Canada chaque année est limité et inférieur au nombre de personnes désirant présenter une demande (Wright, 2018).

Les réfugiés (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2008a) sont ceux sélectionnés et financés par le gouvernement canadien, ou parrainés par des particuliers. Les demandeurs d'asile se trouvent déjà sur le territoire canadien avec un permis de séjour temporaire en attente d'une réponse officielle sur leur demande. Le choix de ces immigrants suit des critères de l'aide humanitaire. À la différence d'un immigrant économique ou familial qui peut choisir de s'établir de façon permanente au Canada, le réfugié est forcé de fuir parce qu'il craint pour sa vie, pour des raisons politiques principalement, et ne peut pas retourner dans son pays d'origine.

Ainsi, l'expérience canadienne dans la gestion de sa politique d'immigration attire l'attention en raison de ses résultats relativement positifs, et aussi en raison de la diversité ethnique croissante dans le pays au cours des dernières décennies (Bloemraad, 2012). En plus, l'opinion publique du pays accepte généralement bien l'immigration comme outil de

développement économique et social (Jedwab, 2008). Malgré des sondages récents montrant une augmentation des craintes des Canadiens face à l'immigration<sup>5</sup> (Hinkson et Laframboise, 2017; Pouliot et Julien, 2017), le Canada demeure l'un des pays du monde qui accepte le mieux les immigrants (Pouliot et Julien, 2017).

Le Canada est plus qu'un pays d'immigration, c'est un exemple de la diversification ethnique par l'immigration à cause de son modèle de multiculturalisme (Bloemraad, 2011). Plusieurs pays à travers le monde observent ce que le Canada fait de sa politique d'immigration parce qu'il est internationalement reconnu comme un exemple de réussite (Boucher, 2008; Macklin, 2013).

Cependant, il faut souligner que le pays se trouve dans une position géographique favorable pour contrôler les flux sur son territoire. En avion, les politiques de visas sont restrictives, ce qui limite les entrées illégales au Canada. Le pays n'a qu'une frontière terrestre avec les États-Unis, une nation encore plus concernée par les questions de sécurité internationale. Dans le nord, l'est et l'ouest, les océans gelés bloquent les tentatives d'arrivée en bateau sur le territoire canadien pour demander l'asile et le refuge. Malgré la récente vague de demandeurs d'asile qui entrent irrégulièrement dans le pays par la frontière avec les États-Unis (Beaudoin, 2017), il semble s'agir d'un phénomène causé par des changements politiques aux États-Unis après l'élection de Donald Trump. Les données disponibles du gouvernement canadien montrent que la moyenne par année du nombre total de demandes d'asile traitées par l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et par le ministère de l'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), entre 2011 et 2016, était d'environ 18,000 et ce chiffre monte à près de 50,000 en 2017 et à environ 55,000 en 2018 (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2019a). Cependant, la moyenne annuelle de demandes rejetées par rapport aux demandes accueillies se maintient dans les environs de 50 % (Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 2018). De cette façon, il faudra attendre plus longtemps pour avoir une réelle dimension de l'importance de ces demandeurs d'asile par rapport au nombre total d'immigrants acceptés

---

<sup>5</sup> Ce changement de perception est observé depuis les années 2010 et pourrait être une conséquence des élections de la droite populiste en France et aux États-Unis combinés avec une augmentation de l'utilisation des médias sociaux.

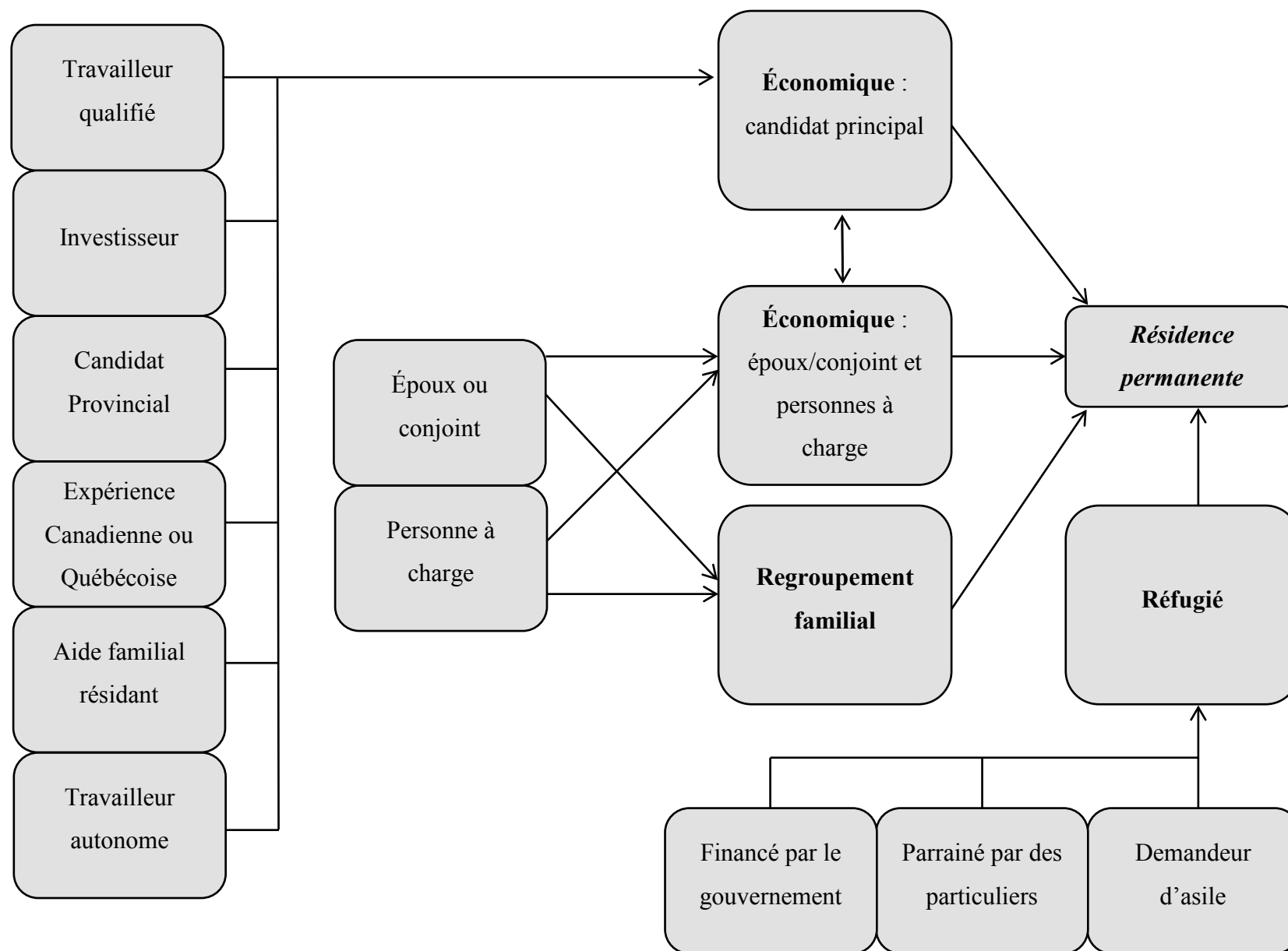
chaque année par le Canada. Malgré les craintes de « faux » demandeurs d'asile, il reste relativement difficile pour les migrants non autorisés d'atteindre et d'entrer au Canada (Bloemraad, 2012). Selon (Freeman, 1995), le Canada fait partie des démocraties libérales comme l'Australie, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande, dont les politiques d'immigration se ressemblent. Leurs politiques sont institutionnellement consolidées et relativement à l'abri de forts changements de direction politique.

Liberal democratic states nevertheless display significantly divergent immigration politics as a result of their peculiar immigration histories. There are three subsets of receiving states, each with distinct modes of immigration politics. The English-speaking settler societies – Australia, Canada, New Zealand, and the United States – are the most important traditional immigration countries. Migration was critical to their founding and national development. A second group is made up of those Western European states – most importantly, Germany, France, Britain, Switzerland, the Netherlands, Sweden, and Belgium – that mounted temporary labor programs after World War II and accepted inflows from southern Europe, nearby labor surplus states, and colonial or excolonial territories. Finally, there are a number of European states – Portugal, Spain, Italy, and Greece – that have only recently gone from being countries of emigration to experiencing pressures from migrants, legal and illegal, and asylum seekers (Freeman, 1995, p. 882).

Peut-être la plus évidente différence entre le modèle canadien et celui de pays anglophones se trouve dans le fait que le Canada est situé dans un emplacement géographique qui favorise plus sa sélection d'immigrants que les autres. Cela rend la politique d'immigration plus facile à être dirigée et contrôlée vers l'attraction de personnes qui remplissent des critères préétablis par le gouvernement canadien. Cette possibilité de contrôle strict des flux sur son territoire a permis au pays de transformer sa politique d'immigration dans une politique de population (Ley et Heibert, 2001). De plus, les choix politiques au cours des 40 dernières années ont favorisé une variation significative de la composition ethnique de sa population.



**Tableau 1. Cadre des parcours possibles de catégories d'immigration pour qu'un individu soit admis comme résident permanent au Canada**

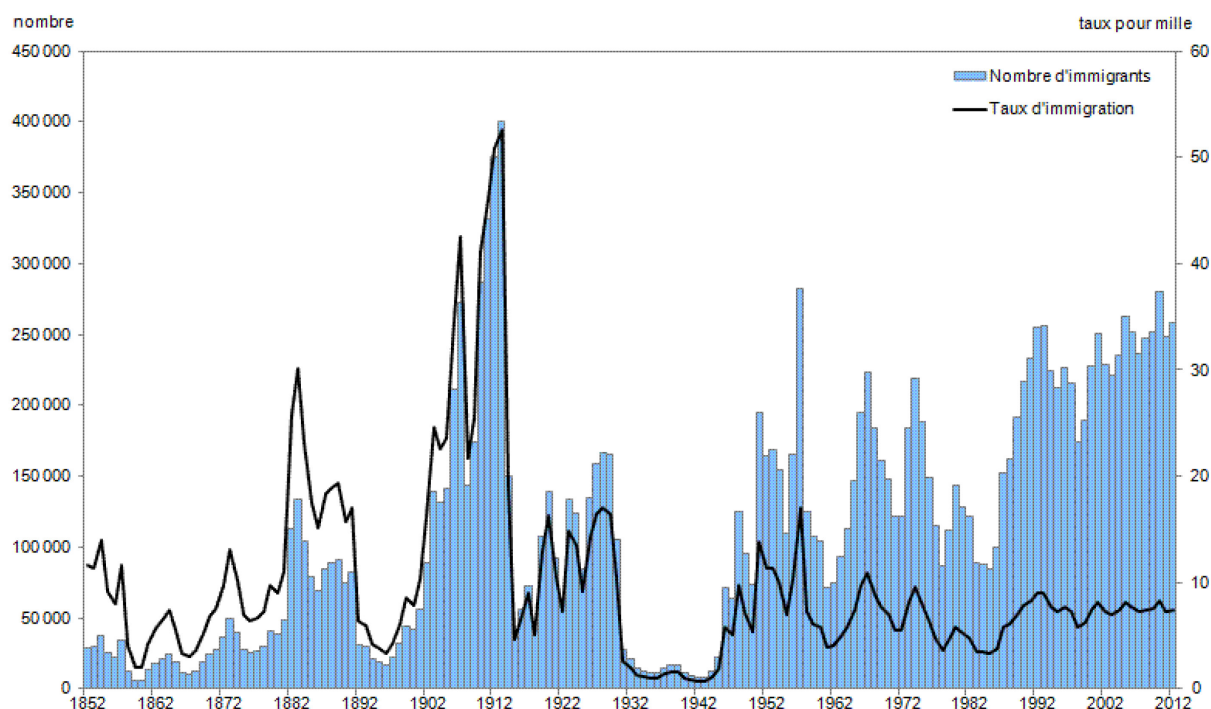


## **1.4. Variation de la composition ethnique des immigrants**

À la suite de la mise en place d'une politique d'immigration comme politique de population, le Canada observe des changements majeurs dans la composition des immigrants selon leur origine nationale définie par le pays de naissance, à partir des années 1970. Le graphique 2 nous ramène à l'histoire de l'immigration canadienne en chiffres depuis plus de 150 ans. Entre 1852 et les années 1970, le pays a un régime de vagues d'immigration et il a reçu plus de 400,000 individus en 1913. Cependant, il faut mentionner que les frontières géographiques du Canada ont changé au cours du temps. Les données présentées dans le graphique 2 représentent la composition territoriale du pays appelé « Canada » au moment des recensements utilisés pour construire la figure. Ainsi, les taux d'immigration les plus élevés observés dans les années 1900 et 1910 peuvent être dus à l'exclusion de territoires à différents moments de l'histoire des recensements du pays. Par exemple, la Colombie-Britannique, l'Île-du-Prince-Édouard, le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta ont été incluses à partir du recensement du Canada de 1881 et Terre-Neuve seulement à partir du recensement de 1951 (Bibliothèque et Archives Canada, 2019; Statistique Canada, 2017a). De 1851 à 1901, un recensement avait lieu tous les dix ans au Canada, ce qui a été confirmé par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, également connu sous le nom de Loi Constitutionnelle de 1867. Le but initial du recensement était d'aider à déterminer la représentation parlementaire en fonction de la population. Ainsi, le premier recensement du Dominion du Canada a eu lieu en 1871. Auparavant, les diverses régions étaient énumérées à des moments différents. À mesure que les provinces se sont jointes à la fédération canadienne, elles ont été incluses dans les recensements fédéraux ultérieurs, comme l'Île-du-Prince-Édouard en 1881.

Selon les dispositions de la Loi du recensement et des statistiques de 1905, un recensement général du Canada devait avoir lieu en 1911, puis tous les dix ans, et un recensement de la population et de l'agriculture devait être effectué au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta en 1906, et tous les dix ans par la suite (Bibliothèque et Archives Canada, 2019, paragr. 3-5).

**Graphique 2. Effectif et taux d'immigrants reçus annuellement au Canada, 1852 à 2012**



Sources : De 1852 à 1979 – Emploi et Immigration Canada, 1982. Pour 1980 – Statistiques de l’immigration, Service de la Statistique, catalogue no MP22-1/1980. De 1980 à 2014 – Immigration Réfugiés Citoyenneté Canada. Graphique originalement publié par Statistique Canada (2014a).

De plus, soulignons que le premier dénombrement de la population autochtone s’effectue seulement dans le recensement de 1871 (Statistique Canada, 2019). À partir de ce recensement, les autochtones sont inclus dans la population totale canadienne (le dénominateur du taux d’immigration). Mais c’est seulement à partir du recensement de 1991 qu’une question permet de les identifier comme groupe ethnique (Statistique Canada, 2016).

Ainsi, nous pouvons dire que le taux d’immigration, représenté par la ligne noire du graphique 2, atteint son plus haut niveau pour le pays, tel que nous le connaissons aujourd’hui, dans les années 1950. Le taux de migration internationale est le rapport entre le solde migratoire (différence entre les entrées et les sorties du pays) et la population totale du pays pour l’année calculée. Dans le graphique 2, il est présenté par chaque millier d’habitants.

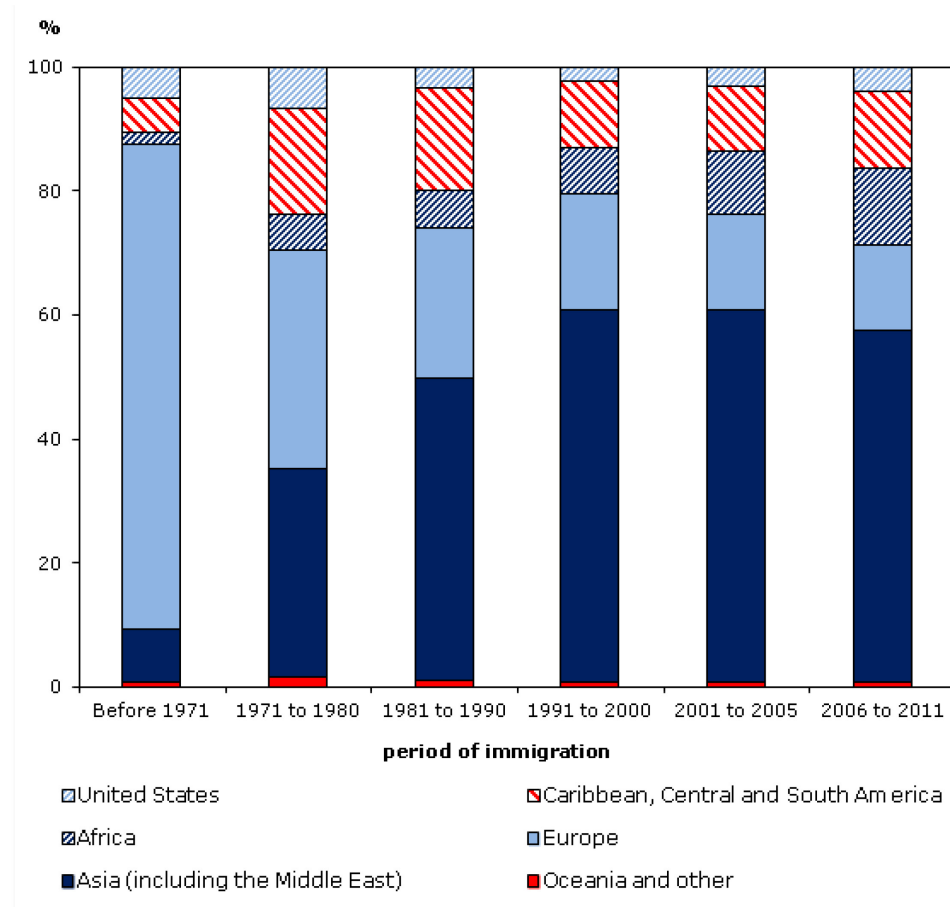
À partir des années 1990, la politique d’immigration qui priorise la catégorie économique, est mise en place. Depuis cette décennie, les effectifs d’immigrants présentent des flux plus stables avec l’arrivée contrôlée d’environ 250,000 immigrants par année. En 2016, les

immigrants représentent 21,9% de la population canadienne (Statistics Canada, 2017). Notons que ce pourcentage est presque égal à celui enregistré lors du recensement de 1921 où les immigrants représentaient une part de 22,3 % de la population, le niveau le plus élevé depuis le début de la Confédération canadienne en 1867. Rappelons toutefois que des agrandissements du territoire ont eu lieu avant 1950. Le recensement de 2016 a dénombré 7,540,830 personnes nées à l'étranger.

Précisons le changement dans la composition des pays de provenance des immigrants. Jusqu'aux années 1970, la plupart d'entre eux étaient d'origine européenne. Maintenant, comme indiqué dans le graphique 3, nous observons une diminution du pourcentage d'immigrants européens et une augmentation des Asiatiques, des Latino-Américains et des Africains (Biles et al., 2008a). Ainsi, la plupart des immigrants qui arrivent annuellement au pays n'ont pas soit l'anglais ou le français comme langue maternelle comparée aux vagues migratoires précédentes. Ce qui représente un défi supplémentaire pour les nouveaux arrivants et pour les sociétés d'accueil, lors de l'intégration sur le marché du travail (Boyd et Cao, 2009). Maîtriser au moins une des langues officielles du Canada est non seulement un critère de sélection, mais aussi un facteur d'intégration et d'augmentation de revenus. En utilisant le fichier de microdonnées du recensement 2001 au Canada, Boyd et Cao (2009) confirment l'association positive entre la maîtrise de la ou des langues officielles du Canada et les gains des immigrants. Les immigrants qui ont un niveau de compétence inférieur dans les langues du pays ont normalement des revenus moins élevés.

Qu'en est-il du nombre moyen d'enfants par femme immigrante vivant au Canada ? « L'apport de l'immigration à la croissance de la population canadienne ne se limite pas à ses seuls effets directs sur la comptabilité démographique de l'année. Les nouveaux arrivants sont souvent jeunes et une fois établis au Canada, bon nombre d'entre eux fondent une famille et ont des enfants nés au Canada » (Bélanger et Gilbert, 2003, p. 136). La prochaine section vise à exposer brièvement le contexte de la relation entre fécondité et croissance démographique.

**Graphique 3. Répartition (en %) de la population immigrante selon la période d'immigration et la région de provenance des immigrants au Canada**



Source : données de recensements, originalement publié par Statistique Canada (2011).

## 1.5. Fécondité et croissance démographique

L'importance d'étudier la fécondité réside dans le fait qu'elle participe à la croissance de la population, avec l'immigration. Par conséquent, les niveaux de fécondité déterminent le potentiel de remplacement de la population économiquement active qui sera un jour à la retraite. La croissance démographique représente l'évolution de la taille d'une population pour un territoire donné. Le taux d'accroissement démographique pour la période considérée s'exprime en pourcentage et peut être calculé en faisant le rapport entre la différence entre les populations en début et en fin de période d'observation divisé par l'effectif de la population en début de période, fois 100. Ou encore en faisant la somme des taux d'accroissement naturel (qui est la

différence entre les naissances et les décès) et d'accroissement migratoire (qui est le solde migratoire et correspond à la différence entre l'immigration et l'émigration). La croissance démographique est calculée par la formule suivante (Ined, 2019a) :

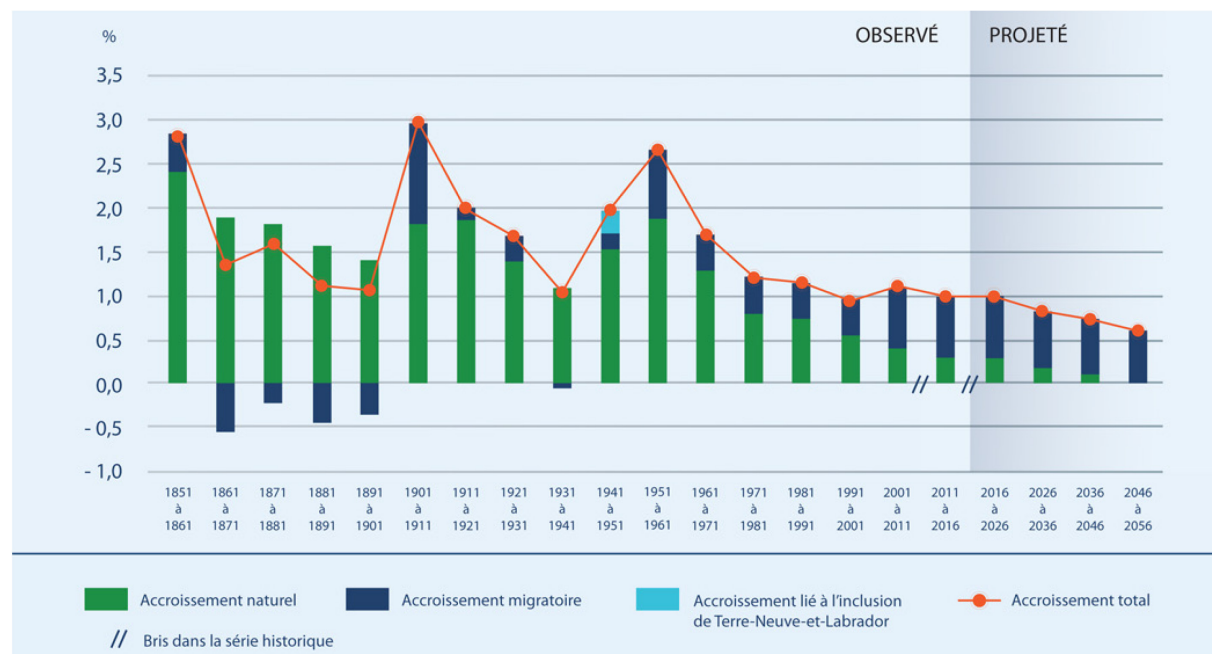
$$\text{Croissance démographique} = \text{accroissement naturel (le nombre de naissances - le nombre de décès)} + \text{accroissement migratoire (le nombre d'immigrants - le nombre d'émigrants)}$$

Si la somme des deux composantes, accroissement naturel et accroissement migratoire, est négative, nous observons une décroissance démographique (ou croissance négative). Cela dit, nous observons dans le graphique 4 que depuis les années 1960 le rythme de la croissance démographique au Canada diminue jusqu'aux années 1990, principalement en raison du vieillissement de la population et des faibles taux de fécondité. Aussi, le graphique 4 montre que depuis les années 1990, la croissance démographique se stabilise autour de 1% par année et, depuis les années 2000, l'immigration est ce qui explique la majeure partie de la croissance du nombre d'habitants du pays. En d'autres termes, le Canada compte de plus en plus sur l'immigration pour assurer sa croissance populationnelle. Cependant, il faut dire que, dans sa formation, le Canada a toujours été un pays d'immigration. Ainsi, dans son histoire, cela n'est pas la première fois que le pays profite de nouveaux arrivants pour augmenter la taille de sa population.

En partie en réponse à la baisse de la fécondité, le gouvernement canadien a, depuis la fin des années 1980, été favorable à une augmentation du nombre d'immigrants admis au pays. En 2001, le Canada recevait plus de 250 000 immigrants et près de 70 % de la croissance démographique canadienne résultait de l'excédent migratoire. Le taux d'immigration de 8,1 pour 1 000 qui en résulte se rapproche de l'objectif à long terme de 1 % que s'est fixé le gouvernement (Bélanger et Gilbert, 2003). Par conséquent, l'importance de l'immigration mérite d'être étudiée du point de vue de son impact sur l'accroissement naturel du pays à travers la naissance d'enfants d'immigrants. Par contre, comme démontre (Sobotka, 2008) en utilisant des statistiques d'état civil en Europe, même si les immigrantes ont normalement plus d'enfants que les natives, l'effet net de la fécondité des immigrantes sur l'accroissement populationnel

reste relativement faible et il représente, en termes absolus, une augmentation entre 0,05 et 0,10 de l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) d'un pays d'accueil.

**Graphique 4. Taux d'accroissement annuel moyen, accroissement naturel et accroissement migratoire par période intercensitaire, Canada 1851 à 2016**



Source : données de recensements, originalement publié par Statistique Canada (2017b).

Comme expliqué dans le graphique 5, l'ISF pour l'ensemble de la population canadienne (natives et immigrantes) se trouve en dessous du seuil de renouvellement (ou de remplacement) de la population, établie conventionnellement à 2,1 enfants par femme, depuis les années 1970. L'ISF représente le nombre moyen d'enfants qu'aurait une cohorte de femmes dans l'hypothèse où ces femmes seraient soumises tout au long de leur période de procréation aux taux de fécondité par âge observés durant une période donnée. Cet indicateur est calculé en faisant la somme, pour une période donnée et pour les différents groupes d'âge, du taux de fécondité multiplié par l'amplitude du groupe d'âge. L'ISF permet d'estimer le nombre moyen d'enfants que les femmes âgées de 15 à 49 ans auront au cours de leur vie. Cet indice révèle le nombre moyen d'enfants par femme nécessaire pour qu'une population donnée conserve un accroissement naturel stable (proche de zéro). De façon théorique, pour les pays développés en

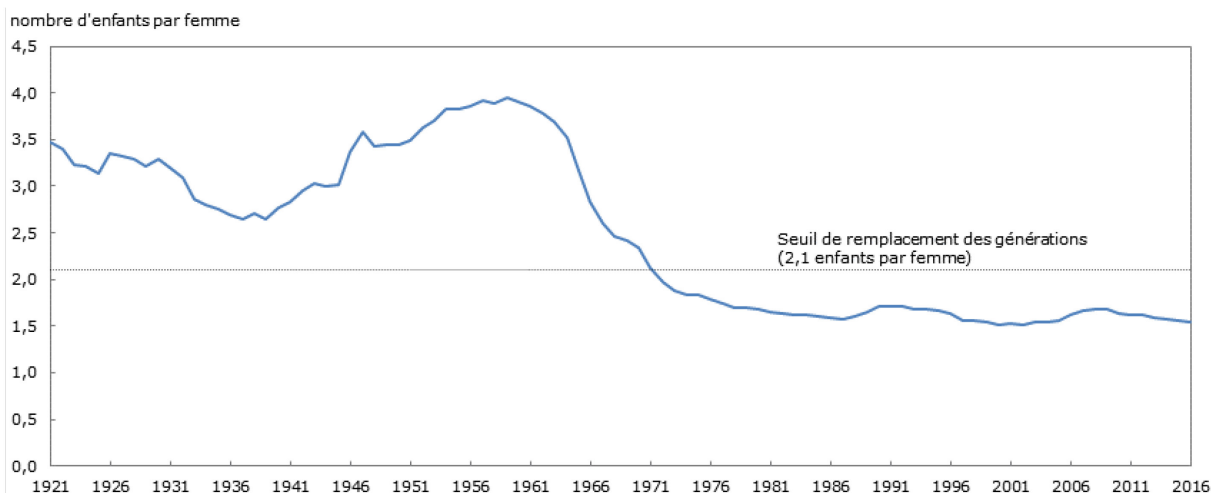
raison d'une très faible mortalité infantile et juvénile, le seuil de remplacement est de l'ordre de 2,1 enfants par femme, car pour chaque 110 garçons nés, 100 filles naîtront.

Le concept de « remplacement des générations », faisant intervenir la fécondité « nette » ou effective, prend en compte la mortalité subie par la génération des mères jusqu'à la fin de la période de procréation. Les conditions dans lesquelles s'effectue le remplacement sont mesurées par le taux de reproduction. Il exprime le nombre de filles, rapporté à une femme, mises au monde par l'ensemble des femmes nées une même année. Le remplacement est assuré si le taux est supérieur à l'unité (Sardon, 1990, p. 947-948).

Par le Graphique 5, nous constatons que l'ISF reste inférieur au seuil de renouvellement des générations depuis plus de 40 ans. Le Canada est passé d'une société à forte fécondité, où les femmes mettaient au monde de nombreux enfants au cours de leur vie, à une société à faible fécondité, où les femmes ont moins d'enfants. Le graphique 6 suggère que la montée de l'âge moyen à la maternité, qui passe d'environ 27 ans dans les années 1970 à environ 30 ans en 2011, est un facteur explicatif de cette diminution de la fécondité. L'âge moyen à la première naissance aussi passe d'environ 24 ans dans les années 1960 à environ 28 ans dans les années 2000.



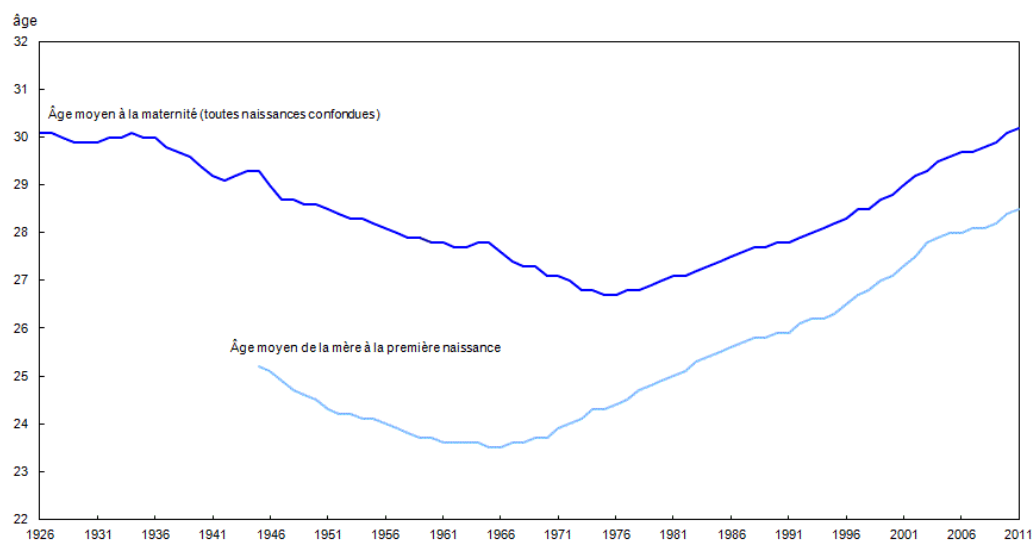
**Graphique 5. Indice synthétique de fécondité, Canada, 1926 à 2016**



Notes : Les naissances dont l'âge de la mère est inconnu ont été réparties selon les distributions observées. Les données sont les plus récents au moment de la diffusion.

Sources : Statistique Canada, Base de données sur les naissances de la Statistique d'état civil du Canada, 1921 à 2016, Enquête 3231 et Division de la démographie, Programme des estimations démographiques (PED).  
Graphique originalement publié par Statistique Canada (2018a).

**Graphique 6. Âge de la mère à la première naissance et pour l'ensemble des naissances, Canada 1926 à 2011**



Note : Les naissances pour lesquelles l'âge de la mère est inconnu ont été réparties proportionnellement.

Source : Statistique Canada, Programme des estimations démographiques, Statistique de l'état civil – Base de données sur les naissances, 1926 à 2011, enquête 3231. Graphique originalement publié par Statistique Canada (2014b).

Cette baisse de la fécondité (observée dans le graphique 5) jusqu'aux années 1960, suite à la baisse de la mortalité, caractérise la transition démographique. Cependant, la réduction du nombre d'enfants par femme se poursuit et une autre période de changements démographiques à partir de la fin des années 1960 est nommée « deuxième transition démographique » (Lesthaeghe, 2010). Cette période est associée à des changements majeurs d'habitudes de vie, de valeurs et de transformation du rôle des femmes dans les sociétés (Lesthaeghe, 2010). Nous observons une augmentation du niveau d'éducation des femmes, leur intégration sur le marché du travail et la formation plus tardive des familles (Lesthaeghe, 2010). Nous rappelons que la vie de couple est le facteur le plus important pour expliquer la fécondité. Même avec les avancées scientifiques qui permettent aux femmes d'avoir des enfants sans partenaire, ce type de fécondité est très rare. Donc, la plus grande partie de la fécondité s'observe à l'intérieur d'une vie de couple. Comme conséquence de ces trois facteurs – l'augmentation du niveau d'éducation des femmes, l'intégration des femmes sur le marché de l'emploi et la formation tardive des couples – l'âge moyen à la maternité (voir graphique 6) augmente et la naissance des enfants se fait à des âges moyens plus élevés (Lesthaeghe, 2010).

Pour résumer, l'augmentation du niveau d'éducation et de la participation des femmes au marché du travail conduisent à un changement de valeurs et sont associées au retard des relations de couple plus stables et durables aux âges plus vieux (D. W. Hango et Le Bourdais, 2007). Comme cette tendance à entrer plus tard dans la vie conjugale signifie une fenêtre d'opportunité plus petite, considérant que la fécondité féminine est relativement plus rare à 40-45 ans, l'âge à l'admission est probablement aussi un facteur explicatif de la fécondité des immigrantes au Canada. Comme le montrent D. W. Hango et Le Bourdais (2007), les femmes au Canada ont tendance à vouloir atteindre la fin de leurs études avant de se mettre en couple. Les femmes plus éduquées, c'est-à-dire celles qui complètent des études postsecondaires, présentent un risque plus élevé de faire une transition vers la première union, en particulier le mariage. Alors, on se demande quel serait le risque d'avoir des enfants pour les immigrantes par rapport à leur niveau d'éducation à l'admission. La politique d'immigration au Canada favorise de plus en plus l'admission d'immigrants hautement scolarisés. Est-ce que ce choix est compatible avec l'objectif d'accroître la fécondité ? Dans une autre étude, D. W. Hango et Le Bourdais (2009) analysent les données de l'*Enquête auprès des jeunes en transition* (EJET) et trouvent que la fin

des études à temps plein accroît le risque de devenir un jeune parent, et plus haut le niveau d'éducation de l'individu est, plus petit est le risque d'avoir des enfants (D. W. Hango et Le Bourdais, 2007). En raison du changement des valeurs sociales, les femmes ont tendance à attendre la fin de leurs études avant de se mettre dans une relation plus stable et commencer à vouloir avoir des enfants.

## **1.6. La fécondité des immigrantes**

Il existe différents modèles théoriques permettant d'expliquer les comportements féconds des immigrantes (Alicia Adsera et Ferrer, 2010, 2013, 2016; Bélanger et Gilbert, 2003; Street et Laplante, 2014). Le *modèle d'assimilation* suggère que les personnes qui migrent en quittant un pays où le taux de fécondité est élevé auront pendant une période après l'arrivée, plus d'enfants dans le pays d'accueil que les natifs de ce pays. Avec le passage du temps dans le pays d'accueil, les immigrants acquerront les habitudes culturelles et les comportements sociaux des natifs. Par exemple, ils peuvent changer le type de nourriture qu'ils étaient habitués de manger avant dans le pays de départ (Girard et Sercia, 2014) et ils sont susceptibles de consommer des vêtements et des produits culturels d'où ils se trouvent (Renzaho et Dhingra, 2016). La même chose peut être observée pour la fécondité et ce modèle d'assimilation explique la plupart des résultats trouvés par Street et Laplante (2014). Peu à peu, l'ISF des immigrantes s'ajuste à celui observé dans les pays d'accueil (Street et Laplante, 2014). « The adaptation hypothesis (or assimilation hypothesis, as referred by many economists) posits that as migrants settle in their new environment their fertility norms and expectations begin to resemble those of the native population » (Alicia Adsera et Ferrer, 2014, p. 34). Ceci pourrait toutefois prendre plus d'une génération pour être observé (Hill et Johnson, 2002; Pailhé, 2017).

Tout d'abord, il faut dire que l'instabilité socioéconomique engendrée par le processus migratoire et d'adaptation à la société canadienne peut ralentir la fécondité. L'incertitude économique générée par les faibles revenus augmenterait la réticence des parents à avoir des enfants. Ainsi, si la femme ou sa famille rencontre des difficultés économiques, elle retardera la décision de procréer jusqu'à un moment où les conditions économiques de la famille deviendront

convenables avec ses attentes et besoins. Cette instabilité après l'immigration sert à expliquer un *modèle de perturbation*.

Le *modèle de perturbation* suppose aussi que le processus pré-migratoire a une grande influence sur la dynamique de la procréation. « The disruption model posits that the length and magnitude of the fertility disruption will be influenced by differences in economic opportunities between the host and the source country. By comparing immigrants who arrive to Canada at the same time, we can assess the differential impact of source country on fertility disruption » (Alicia Adsera et Ferrer, 2013, p. 11). La fécondité diminue pendant les premières années et augmente par la suite dans la société d'accueil. Par exemple, les immigrantes peuvent reporter leur fécondité pour passer le moment d'adaptation à la nouvelle société. La migration peut séparer les conjoints du moins temporairement, et les personnes qui envisagent de déménager peuvent reporter la maternité jusqu'à ce qu'elles soient installées dans leur nouveau domicile. Ce comportement anticipatif peut entraîner une baisse temporaire de la fécondité avant le déménagement de pays, suivie d'une reprise rapide par la suite (Alicia Adsera et Ferrer, 2014). En outre, il peut se passer une perturbation d'ordre économique lorsque les revenus du couple ont temporairement diminué à cause de la migration. « A lower husband's income has a clear depressing effect on fertility, whereas lower women's wages have both an income and a substitution effect (lower opportunity cost of childbearing) » (Alicia Adsera et Ferrer, 2014, p. 32). Les deux mécanismes, le démographique (l'acte de migrer en soit) et l'économique, peuvent impliquer un ralentissement de la fécondité au moment de la migration. Ce modèle semble expliquer les résultats trouvés par Street et Laplante (2014) pour la fécondité des immigrantes admises au Québec après l'âge de 30 ans. Les avantages d'avoir des naissances dans le pays de destination, comme la citoyenneté par le sol - *jus soli*, peuvent également être des raisons pour un ralentissement de la fécondité avant la migration. Les *deux modèles peuvent être combinés* et il est possible d'observer une baisse initiale de la fécondité au moment de l'immigration, suivie d'une augmentation de la fécondité qui diminue graduellement pour converger vers le niveau du pays d'accueil.

La seule façon directe d'étudier la fécondité est à travers l'utilisation des données de l'état civil (Statistique Canada, 2018b). Il s'agit d'une enquête administrative qui compile les naissances annuellement auprès de tous les bureaux provinciaux et territoriaux. Cependant, à

défaut de plusieurs variables socioéconomiques, l'analyse de la fécondité comme phénomène social s'avère limitée. Par exemple, les données d'état civil ne fournissent pas le niveau de scolarité, ni l'année d'admission, ni la catégorie d'immigration. La seule méthode qui nous permet de savoir exactement combien d'enfants les femmes d'une génération donnée ont eu pendant leur vie féconde est de calculer leur descendance finale lorsqu'elles parviennent en fin de vie féconde (normalement à 50 ans) (Ined, 2019b). La descendance finale est la seule mesure réelle de l'expérience de fécondité des femmes. Bien que cette mesure ait l'avantage de démontrer réellement les tendances, elle n'expose pas le comportement actuel des femmes encore en vie féconde et, ainsi, tarde trop à nous faire comprendre les changements possibles d'habitudes fécondes qui se produisent (Alicia Adsera et Ferrer, 2014).

De cette manière, la mesure privilégiée dans les études de fécondité est l'ISF. Il a pour avantage d'être facile à calculer et de ne pas être affecté par les variations dans la taille ou la structure par âge de la population, ce qui permet d'établir des comparaisons annuelles. Cependant, les estimations du niveau de la fécondité faites à l'aide d'indicateurs transversaux comme l'ISF tendent à surestimer la fécondité des immigrantes ainsi qu'entre les différents groupes d'immigrantes (Alicia Adsera et Ferrer, 2014; Street et Laplante, 2014). Une raison présentée par Street et Laplante (2014) pour faire cette affirmation se trouve dans la façon dont l'ISF est calculé. L'ISF est une mesure du moment. Cela veut dire que l'ISF estime une fécondité moyenne que les femmes plus jeunes (qui n'ont pas encore eu d'enfant) auraient si elles reproduisaient les comportements des femmes plus âgées. L'avantage d'une telle mesure est de nous donner une bonne estimation de la fécondité avant que les femmes plus jeunes finissent leur vie féconde. Par contre, les mesures du moment subissent toujours des effets de distorsion qui peuvent fausser les conclusions d'une analyse (Bongaarts, 1999, 2002; Vanasse-Duhamel, 1973).

En effet, l'estimation de la fécondité à partir de la méthode transversale suppose que les femmes se comporteront durant toute leur vie féconde selon les taux de fécondité par âge observés durant la période considérée. Toutefois, cette hypothèse n'est pas toujours réalisée. Par exemple, le report des naissances réduit l'indice, même si la descendance finale des générations n'est pas modifiée (Street et Laplante, 2014, p. 45).

Les modifications dans le calendrier affectent la précision de l'ISF pour mesurer la fécondité (Barbi, 2008; Bongaarts, 1999, 2002; Bongaarts et Feeney, 1998). Si l'âge moyen à la naissance des enfants est à la baisse, l'intensité de la fécondité va présenter un gonflement artificiel. Dans l'autre sens, si le calendrier de la fécondité est à la hausse (si les femmes ont leurs enfants plus tard), nous aurons comme résultat une estimation plus faible de la fécondité.

This is an important consideration as TFRs<sup>6</sup> are typically used to predict population growth and to calculate the demand for public services. When calculating the TFR for immigrant populations, further consideration have to be taken into account. For instance, the age and marital composition of immigrant groups and the disruption effects of migration on fertility all play a role in increasing the volatility of TFRs, leading to even higher distortions in predicted population growth for immigrant groups (Alicia Adsera et Ferrer, 2014, p. 9).

Par conséquent, la plupart des analyses faites sur la fécondité des immigrantes au Canada s'appuient sur d'autres données et se fondent sur la méthode indirecte du décompte d'enfants au foyer pour calculer l'ISF des immigrantes (De Santis, 2003; Scalone et Dribe, 2017). Cette méthode représente une façon transversale d'étudier le phénomène. « The own-children-method exploits the fact that the vast majority of young children live with their mother at the time of the census to reconstruct women fertility histories by linking children and mothers living in the same household » (Alicia Adsera et Ferrer, 2014, p. 8). L'avantage est d'utiliser des données de recensements qui ont un plus grand éventail d'information socioéconomique et nous permettent de construire un ISF. Avant 2016, le recensement ne fournissait toutefois pas d'information à propos de la catégorie d'admission des immigrants.

Les immigrantes vont généralement attendre leur arrivée dans le pays de destination pour avoir leurs enfants (Andersson, 2004; Street et Laplante, 2014; Toulemon, 2004). Ainsi, cela risque d'apporter un biais dans le calcul de la fécondité des immigrantes à l'aide de l'ISF. Par conséquent, toute conclusion sur les niveaux de fécondité des immigrantes qui se servent des

---

<sup>6</sup> « Total Fertility Rate » (TFR) est l'acronyme de l'ISF en anglais.

méthodes indirectes, doit être considérée avec prudence. Par exemple, Alicia Adsera et Ferrer (2010, 2013, 2016) et Street (2009) trouvent que les immigrantes ont normalement plus enfants que les natives au Canada, mais cela peut être tout simplement du au biais imposé par la différence entre le calendrier de la fécondité des immigrantes et des natives. Soutenant ce fait, Parrado (2011) démontre que l'ISF des femmes d'origine hispanique nées aux États-Unis et les immigrantes mexicaines est considérablement surestimé. En se servant des données d'état civil, de la « National Survey of Family Growth » et de la « Current Population Survey » aux États-Unis pour comparer l'ISF et la descendance finale, l'auteur montre que, à la place d'être d'environ 3 enfants par femme hispanique ou mexicaine comme estimé par l'ISF, ces deux groupes de femmes ont une descendance finale qui se place plutôt proche du seuil de renouvellement de la population et, ainsi, il est similaire à celui de la population native.

Précisons aussi que dans la littérature, il n'y pas de consensus à propos de la tranche d'âge au moment de l'enquête ni de l'âge à l'admission au pays d'accueil à utiliser. Par exemple, Andersson (2004) étudie la fécondité des femmes admises comme résidentes permanentes en Suède à un âge maximum de 35 ans. Toulemon (2004) analyse les immigrantes entrant en France entre 0 et 32 ans qui se trouvent dans la tranche d'âge entre 15 et 49 ans au moment de l'enquête. Bélanger et Gilbert (2003) observent la fécondité entre 15 et 49 ans au moment du recensement par période après l'admission. Alicia Adsera et Ferrer (2013) analysent les femmes entre 18 et 45 au moment du recensement par le temps après l'admission. Finalement, Street et Laplante, (2014) considèrent les immigrantes admises au Québec entre 15 et 40.

Finalement, une autre approche possible pour étudier la fécondité des immigrantes de façon indirecte est à travers une analyse longitudinale. La première étude qui présente cette méthode au Canada utilise le Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) tenu par la Régie d'assurance maladie du Québec (RAMQ) pour comparer la fécondité des immigrantes selon leur région de provenance avec celle des natives québécoises (Street et Laplante, 2014). Étant donné que l'admissibilité à la RAMQ est universelle, il est possible d'estimer ainsi la fraction de la population immigrante qui réside toujours au Québec. Street et Laplante (2014) montrent que la fécondité des immigrantes tend à se rapprocher de celle des natives au fur et à mesure que la durée de résidence s'allonge. L'hypothèse que Street et Laplante (2014) énoncent

pour expliquer ces résultats est la relation entre l'immigration et la dynamique de formation de la famille.

On s'attend à ce que les femmes qui migrent dans le cadre du regroupement familial ou du mariage soient plus susceptibles de donner naissance à un enfant, de même que celles pour qui la migration ouvre de nouvelles perspectives à la formation du couple. Il est aussi possible que les couples formés avant la migration, c'est-à-dire les conjoints qui migrent ensemble, récupèrent des naissances reportées (Street et Laplante, 2014, p. 54-55).

Un autre résultat commun aux études sur la fécondité des immigrantes au Canada est la forte variation des niveaux de fécondité selon le pays ou la région d'origine des individus (Alícia Adsera et Ferrer, 2013, 2016; Street, 2009; Street et Laplante, 2014). Par exemple, le ISF le plus élevé est observé chez les femmes venues notamment d'Afrique du Nord, d'Afrique subsaharienne, d'Asie centrale et du Moyen-Orient, d'Asie du Sud. Celles qui présentent une probabilité plus faible d'avoir des enfants que les natives proviennent généralement d'Asie de l'Est et d'Europe. Donc, c'est aussi devenu un incontournable d'analyser les phénomènes reliés à l'immigration au Canada par région ou pays de provenance. Comme le montre Alícia Adsera et Ferrer (2013, 2016) et Street et Laplante (2014), nous observons une forte variation des niveaux de fécondité par pays ou région d'origine.

Ainsi, la région d'origine de l'immigrante est un déterminant des niveaux de fécondité et nous espérons trouver une forte variation de nos résultats selon la région de provenance. L'influence de l'origine nationale des immigrants dans leur intégration est une dimension fondamentale de leur établissement (Renaud, Piché et Godin, 2003). Aussi la race est considérée comme un facteur important dans l'accueil et l'établissement des immigrants récents au Canada (Reitz, Banerjee, Phan et Thompson, 2009). « Politically, the issue of discrimination based on race, particularly in the realm of employment but also in housing and access to social services, emerged fairly quickly following the beginning of large scale non-European immigration » (Reitz et al., 2009, p. 698). Malgré que nous n'ayons pas une variable de race dans la DAL, la région d'origine peut constituer un bon indice. De plus, chaque culture a un ensemble de normes différent en ce qui concerne le nombre d'enfants, la composition par sexe et le moment des



naissances. Les différentes études que nous avons présentées ont montré que la région d'origine des immigrantes joue un rôle important dans l'explication des comportements féconds et la grande diversité des pays d'origine confère à l'échantillon canadien une valeur unique.

Il semble tout à fait raisonnable de croire que les femmes arrivées récemment de pays qui n'ont pas encore terminé la transition démographique ou qui l'ont fait plus tardivement, qui sont moins sécularisés que le Québec et où l'accès des femmes à l'éducation et à l'emploi qualifié est moins généralisé soient enclines à avoir une famille nombreuse et que le processus d'intégration ne modifie pas leurs comportements de façon significative (Street et Laplante, 2014, p. 63).

Comme l'analyse de (Street et Laplante, 2014) ne prend pas en considération la catégorie d'immigration parce que cette variable n'était pas disponible dans la base de données qu'ils ont utilisée, peut-être que la forte variation constatée pour la région de provenance aurait des effets réduits en ajoutant la catégorie d'admission dans les modèles d'analyse. Par exemple, les immigrantes économiques peuvent attendre plus longtemps avant d'avoir leurs enfants que les immigrantes familiales.

Alicia Adsera et Ferrer (2010) utilisent aussi la méthode du décompte des enfants au foyer sur les données confidentielles des recensements canadiens. Les résultats de cette recherche suggèrent que l'adaptation au marché du travail et aux dynamiques sociales influence également les préférences en matière de fécondité des immigrantes afin d'optimiser le succès de l'intégration socioéconomique et de se conformer aux pratiques dans la société d'accueil. Alicia Adsera et Ferrer (2010) s'appuient sur une interprétation économique pour intégrer les prix et les coûts d'opportunité comme facteurs qui influencent les stratégies des immigrantes. Par exemple, les femmes peuvent trouver de meilleures opportunités d'emploi dans les pays d'accueil ; cela pourrait affecter le calendrier et l'intensité de la fécondité (Alicia Adsera et Ferrer, 2010).

Par conséquent, la prise en compte de l'évolution des droits (comme l'aide parentale), des caractéristiques socioéconomiques des femmes, de leur rôle au sein du couple, de la famille et dans la société, depuis les années 1960, permet une meilleure compréhension de la situation actuelle de basse fécondité. «With smaller families and longer lives, caring for the young was

no longer a life-long, full-time career for women, as it had always been until well into the twentieth century » (Goldscheider, Bernhardt et Lappegård, 2015), p. 210). Lorsque les femmes poursuivent leur carrière, il semble que les coûts de la maternité augmentent parce que le temps consacré par les femmes à la maternité et à la garde des enfants est en concurrence avec le temps consacré au travail (Bongaarts, 2002).

Depuis les cinquante dernières années, nous observons une réduction du nombre de mariages et aussi une plus grande instabilité de la vie conjugale qui est exprimée par une augmentation du nombre de dissolutions des couples, une durée plus courte des unions et une diversification des types d'union conjugale. Ces changements de valeurs sont également associés à des transformations dans la dynamique des couples qui affectent aussi les immigrants. Lorsque qu'un chercheur analyse la formation ou la dissolution des couples, il doit garder à l'esprit que les immigrants constituent un échantillon aléatoire de la population d'origine et ne reproduisent pas nécessairement les mêmes comportements trouvés au pays source (Alicia Adsera et Ferrer, 2014). Par conséquent, l'échantillon trouvé dans le pays d'accueil peut présenter des comportements différents de ceux observés pour les natifs des pays d'origine et d'accueil, parfois plus proches de l'un ou de l'autre ou dans une position éventuellement intermédiaire.

En plus, il est important de noter que les dynamiques familiales qui favorisent l'arrivée d'un premier enfant peuvent changer pour permettre la naissance d'un deuxième. Par exemple, Andersson (2004) utilise une base de données administratives en Suède similaire à la DAL et trouve des risques relatifs distincts entre les natives et les immigrantes pour chaque progression paritaire : les dynamiques familiales et sociales qui influencent l'arrivée d'un premier ou d'un deuxième enfant peuvent être différentes. Les résultats de l'auteur montrent que les immigrantes semblent être plus à risque d'avoir le premier enfant que les natives, mais moins à risque d'avoir le deuxième.

## **Chapitre II : Question de recherche, hypothèses, données, méthodologie et limites**

### **2.1. Question de recherche principale et objectif global**

À la lumière de la revue de littérature présentée dans le chapitre 1, nous passons à la spécification de notre question de recherche, à la présentation de la base de données, la relation entre nos 3 hypothèses de recherche et la construction de nos variables d'analyse, le choix de la population à l'étude, la méthodologie d'analyse choisie et les limites pour l'interprétation des résultats. Le but de cette recherche est de connaître les comportements en matière de fécondité des femmes choisies par la politique d'immigration du Canada. De manière générale, nous cherchons à évaluer si le virage vers une immigration économique fait à partir des années 1990 est compatible avec la volonté du Canada d'attirer des immigrantes qui vont contribuer à la croissance populationnelle du pays par le biais de leur propre fécondité.

Plus particulièrement, nous voulons comprendre comment la sélection par catégorie d'admission peut avoir un effet sur la fécondité des immigrantes et peut-être aller à l'encontre de l'objectif de la politique d'utiliser l'immigration pour contribuer au maintien de la croissance de la population au Canada, par la fécondité.

Picot et Swetman (2011) avaient suggéré que la catégorie d'immigration pouvait être un déterminant important pour expliquer les différents résultats d'intégration au Canada, comparativement à la Suède. Mais ils ne possédaient pas les données pour tester cette hypothèse. Cependant tout récemment, la variable de catégorie d'admission a été rendue disponible par Statistique Canada, dans le Réseau canadien des centres de données de recherche (RCCDR). Pour la première fois, la catégorie d'immigration est présente dans le recensement de la population du Canada. Mais l'analyse transversale du recensement nécessiterait l'utilisation de la méthode indirecte du décompte des enfants au foyer (Alícia Adsera et Ferrer, 2010, 2013, 2016; Bélanger et Gilbert, 2003; Street, 2009).

Pour le présent mémoire, nous nous intéressons à la mesure de la fécondité à partir de données longitudinales. Nous souhaitons voir comment la catégorie d'immigration influencerait

le parcours de vie et, plus particulièrement, le moment de la constitution ou de l'agrandissement de la famille, avec la naissance d'enfants au Canada. De plus, nous nous intéressons à savoir si le fait que la sélection des immigrants au Canada suit différents critères pour les divers programmes d'immigration ne serait pas aussi un facteur générateur d'une fécondité différentielle par catégorie d'admission.

De plus, nous considérons que l'analyse économique peut être utile pour nous aider à comprendre la prise de décision d'avoir des enfants dans un contexte de société occidentale développée qu'est le Canada. Des facteurs psychologiques et culturels qui ne figurent pas dans la base de données que nous utilisons pour notre analyse statistique devraient également être pris en compte pour mieux cibler le phénomène de la fécondité. « The decision to have a child (or to avoid having a child) is not independent of the effects upon lives that ensue from that decision. That is, women have a birth or avoid a birth in an effort to shape their futures » (McDonald, 2006, p. 431). Ainsi, si une certaine rationalité économique est à la base de l'explication de la décision d'avoir des enfants ou non, et compte tenu du fait que les immigrants se trouvent au Canada, les valeurs de cette société occidentale développée, ainsi que les conditions économiques dans lesquelles les immigrants vivent, devraient influencer leurs intentions et réalisations de fécondité.

Nos objectifs principaux pour le présent mémoire sont de 1) mesurer l'impact de la catégorie d'admission, représentée par les programmes d'immigration du gouvernement, sur la fécondité en territoire canadien; 2) de tester le pouvoir explicatif des critères de la grille de sélection des travailleurs qualifiés; 3) de comprendre comment le parcours d'intégration socioéconomique peut influencer le risque d'une femme d'avoir un premier et un deuxième enfant au Canada.

Ainsi, compte tenu de l'influence croissante et prépondérante de l'immigration dans la composition totale de la population canadienne, nous voulons comprendre les facteurs explicatifs de l'occurrence d'une naissance chez les immigrantes. Ce mémoire vise donc à étudier la fécondité des immigrantes selon quelques caractéristiques au moment de l'admission comme résidentes permanentes et des trajectoires d'intégration socioéconomique après l'admission au Canada.

## 2.2. Hypothèses

Notre analyse repose sur 3 hypothèses. Elles répondent à nos objectifs principaux mentionnés dans la session antérieure. Ces hypothèses nous amènent à la construction de nos variables indépendantes qui seront exposées plus tard dans ce chapitre.

*Hypothèse 1* : fécondité différentielle par catégorie d'admission. Comme la sélection des immigrants au Canada suit différents critères pour les divers programmes d'immigration (tableau 1), nous pensons trouver une fécondité différentielle par catégorie d'admission qui confirmera l'effet de sélection.

Cette hypothèse se subdivise en trois sous-hypothèses :

*1.1)* les nombres d'enfants nés au Canada des immigrantes du regroupement familial et les immigrantes économiques épouses ou personnes à charge seront semblables et ces deux groupes seront plus à risque d'avoir des enfants.

Le tableau 1 nous expose un croisement de parcours possible pour les immigrantes économiques épouses ou personnes à charge et les immigrantes du regroupement familial. Cela nous apporte un intérêt particulier parce que ces femmes se trouvent déjà dans une vie de couple à l'admission. Pour cette raison, nous avons séparé les immigrantes économiques dans deux catégories différentes, comme on peut visualiser au tableau 1. En effet, nous supposons que les immigrantes du regroupement familial et les immigrantes économiques épouses ou personnes à charge sont normalement admises parce qu'elles se trouvent en couple avec un résident ou citoyen, cela est la raison pour laquelle elles formeront les catégories d'admission qui auront plus d'enfants et plus rapidement ;

*1.2)* les réfugiées auront moins d'enfants et plus lentement. Comme les réfugiées forment le groupe d'immigrantes qui ont généralement plus de difficultés à s'intégrer au marché du travail comparativement aux immigrantes économiques et sont souvent associées à un risque plus élevé de se trouver sous le seuil de faible revenu (Picot et Lu, 2017), nous pensons qu'elles seront, par rapport aux autres catégories, moins à risque d'avoir le premier et le deuxième enfant ;

1.3) les immigrantes économiques demandeuses principales auront moins d'enfants et plus tardivement que les immigrantes du regroupement familial et que les immigrantes économiques épouses ou personnes à charge, mais plus d'enfants que les réfugiées. Les immigrantes économiques demandeuses principales sont choisies en fonction de la grille de sélection censée évaluer le potentiel d'intégration des immigrants sur le marché du travail (Lacroix, 2014). Ainsi, nous supposons qu'après une période d'ajustement et d'intégration au marché du travail canadien ces immigrantes auront des enfants.

*Hypothèse 2* : le processus d'immigration a un effet de perturbation sur la fécondité des immigrantes. Comme exposé par différents auteurs dans la revue de littérature (Alicia Adsera et Ferrer, 2010, 2013, 2016; Bélanger et Gilbert, 2003; Street et Laplante, 2014), l'immigration peut avoir comme effet une rupture à plusieurs niveaux entre des caractéristiques avant et après l'immigration. Ainsi, nous pensons que ce mécanisme de perturbation sera caractérisé par une diminution de la fécondité avant l'admission et une augmentation rapide par la suite dans la société d'accueil une fois que les immigrantes se trouvent mieux intégrées socioéconomiquement. Nous anticipons que les immigrantes reportent la ou les naissances d'enfants pour passer le moment d'adaptation à la nouvelle société.

*Hypothèse 3* : fécondité différentielle selon la région d'origine. Le graphique 3 montre un changement significatif de la composition des pays d'origine des immigrants vivant au Canada. De cette façon, nous nous attendons à ce que nos résultats soient conformes à ceux que d'autres chercheurs ont déjà trouvé pour le Canada (Alicia Adsera et Ferrer, 2013; Street et Laplante, 2014).

Cette hypothèse se subdivise en deux sous hypothèses :

3.1) les Latino-Américaines, les Asiatiques du Sud et de l'Ouest et les Africaines présentent des niveaux de fécondité supérieurs à ceux des immigrantes de l'Europe, de l'Océanie et des États-Unis ;

3.2) les Asiatiques du Centre et de l'Est vont être moins à risque d'avoir des enfants que les immigrantes de l'Europe, de l'Océanie et des États-Unis.

## 2.3. Données de la DAL

Cette étude utilise la Banque de données administratives longitudinales (DAL) du Canada. Cette base de données est un fichier longitudinal conçu comme outil de recherche sur le revenu et sur la population canadienne. Ces données sont de nature longitudinale et prospective. Elle comprend un échantillon de 20% du Fichier T1 annuel de la déclaration des revenus des familles sur le territoire canadien et de la Banque de données longitudinales sur les immigrants (BDIM). Les caractéristiques-clés de l'échantillon de 20% des immigrants reçus (devenus résidents permanents) sont obtenues par couplage avec un extrait de la BDIM. Seulement certaines variables de la BDIM ont été fusionnées à la DAL : la connaissance des langues officielles, le pays de citoyenneté à l'admission, le dernier pays de résidence permanente de l'immigrant, le pays de naissance de l'immigrant, la scolarité de l'immigrant à l'admission, la catégorie d'immigration, l'état matrimonial à l'admission, l'année d'admission, la langue maternelle, la destination prévue au Canada (région métropolitaine de recensement), la profession prévue et nombre d'années de scolarité. Les données sont couplées sur les personnes d'année en année, à partir de 1982. De nouvelles données sont ajoutées au fichier chaque année.

La BDIM rassemble des fichiers couplés de données fiscales et de données sur l'immigration. La BDIM est une source exhaustive de données socioéconomiques sur les immigrants qui remplissent des déclarations de revenus au Canada. La BDIM comprend des données détaillées et fiables permettant d'analyser les comportements de diverses catégories d'immigrants pendant une période suffisamment longue pour évaluer les répercussions des caractéristiques à l'admission. Par exemple, leur niveau d'études et leur connaissance du français ou de l'anglais au moment de l'émission du statut de résident permanent par le ministère Immigration Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) (Statistique Canada, 2017c).

L'échantillon de ce couplage entre la DAL et la BDIM est constitué des personnes ayant présenté au moins une déclaration de revenus au gouvernement fédéral canadien. Toutes les personnes qui possèdent un Numéro d'Assurance Sociale (NAS) et qui ont rempli une déclaration de revenus T1 pour l'année en question sont incluses. La population comprend également un petit nombre de membres des familles des déclarants qui n'ont pas eux-mêmes présenté de T1, mais qui avaient un NAS et qui ont bénéficié de prestations fiscales canadiennes

pour enfants. Ceux-ci ont soit reçu un feuillet T4 (état de la rémunération payée), soit été inscrits à titre de personnes à charge sur la déclaration T1 de leur conjoint ou de leur conjointe.

Notre recherche a pu se réaliser grâce à la mise en disponibilité des données confidentielles de déclaration fiscale au Canada dans le Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales (CIQSS) qui intègre le Réseau canadien des centres de données de recherche (RCCDR). Notre choix de privilégier la DAL par rapport à la BDIM est expliqué par deux raisons. Premièrement, l'accès à la DAL a été mis à notre disposition à la fin de l'année 2017, environ six mois avant la BDIM. Deuxièmement, après avoir débuté le processus de codage et nettoyage des données, nous avons constaté que la DAL répondait à nos besoins de recherche. Ainsi, nous avons décidé que la DAL serait la base de données à être utilisée pour notre analyse.

Au moment de notre étude, les données étaient disponibles pour chaque année entre 1982 et 2014. À chaque nouvelle année de compilation des données fiscales et d'immigration, Statistique Canada rend disponible une nouvelle année pour analyse. La DAL est représentative des particuliers et de leurs époux ou conjoints qui ont commencé à produire des déclarations de revenus. Par ailleurs, l'un des biais inhérents à cette base de données est le problème de sélection qu'elle implique : seuls les individus qui ont présenté une déclaration de revenus font partie de l'échantillon. « Toutefois, ce groupe constitue environ 75% des estimations démographiques officielles » (Statistique Canada, 2017c, paragr. 11). Les déclarations de revenus sont principalement remplies au printemps suivant l'année de référence. Les fichiers T1 sont habituellement reçus de l'Agence du Revenu du Canada (ARC) un an et un mois après la fin de la période de référence.

Le fichier contient de nombreuses variables démographiques pour chaque année de déclaration de revenus et est codifié selon la logique « personne-année ». Pour les immigrants, le fichier contient aussi des caractéristiques au moment de l'établissement comme résident permanent. La nature longitudinale de la DAL permet d'effectuer différentes recherches. Cependant, compte tenu de l'absence de plusieurs variables clés tel que le niveau d'éducation pour les Canadiens de naissance, la comparabilité avec la population native reste limitée. Par conséquent, notre analyse ne fait pas de comparaison avec les natives.



Ce sont surtout les ministères gouvernementaux qui se servent de ces données pour évaluer les politiques publiques et suggérer des recommandations (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2018a). Par exemple, le IRCC présente souvent des rapports longitudinaux ou transversaux sur les différents programmes d'immigration (comme le Programme des candidats des provinces ou le Programme pilote de visa pour démarrage d'entreprise ou les services d'établissement offerts par le gouvernement à un immigrant avant son arrivée (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2018a). À travers ce mémoire, nous démontrons que des chercheurs peuvent aussi se servir des bases de données administratives, comme la DAL, pour analyser des phénomènes socioéconomiques et démographiques d'intérêt. Par exemple, notre étude montre que nous pouvons faire une analyse longitudinale de la fécondité en suivant différentes cohortes d'immigrantes dans leur processus d'intégration socioéconomique au Canada.

Par conséquent, notre recherche est originale, car nous sommes les premiers à présenter l'étude de la fécondité au Canada de manière longitudinale pour l'ensemble du pays (Street et Laplante (2014) le font pour le Québec seulement) et par catégorie d'immigration avec les données administratives de la DAL. Après avoir présenté notre base de données, nous passons à la description de la population à l'étude.

## **2.4. Description de la population à l'étude**

Normalement, les recherches montrent que les immigrantes ont tendance à avoir plus d'enfants que les natives (Alícia Adsera et Ferrer, 2010; Andersson, 2004; Bélanger et Gilbert, 2003; Street, 2009; Toulemon, 2004). Toutefois, en raison de l'absence de variables dans le DAL qui rendraient les immigrantes et les natives comparables, comme le niveau d'éducation et la connaissance des langues officielles du pays, nous limitons notre analyse aux premières.

Nous avons choisi d'analyser les femmes dont l'âge à l'admission se situe entre 15 et 44 ans parce que, dans la littérature, ce sont les âges les plus fréquemment associés à la période de vie reproductive des femmes. Aussi, notre base de données est déclaratoire. Cela veut dire qu'un individu déclare avoir un enfant pour avoir son retour de taxes et pour avoir accès aux allocations

pour enfants. « L'Allocation canadienne pour enfants (ACE) est un montant non imposable versé chaque mois aux familles admissibles pour les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants de moins de 18 ans » (Gouvernement du Canada, 2019, paragr. 1). Nous aurions donc un fort biais de non-déclarations d'enfants si on avait choisi d'étudier la fécondité par descendance finale (Ined, 2019b) avec la DAL ou la BDIM, c'est-à-dire chez les femmes qui ont déjà terminé leur vie féconde, parce qu'elles auraient 50 ans ou plus, beaucoup d'enfants auraient probablement 18 ans ou plus, n'habiteraient plus avec leur mères, et donc nous ne les observerions pas dans la déclaration fiscale de ses mères et par conséquent dans la base de données. Aussi, pendant le processus de codage des variables, nous avons constaté que le nombre de naissances pour les femmes admises entre 45 et 49 ans était très faible. Habituellement, pour les calculs de l'ISF, nous utilisons les femmes qui ont entre 15 et 49 ans. Cependant, nous avons choisi d'éliminer ces immigrantes plus âgées parce qu'elles sont presque à la fin de leur vie féconde malgré les exceptions et pour réduire le risque de biais de non-déclaration d'enfants plus âgés. De plus, cela nous permet d'interpréter des résultats pour trois groupes d'âge égaux de 10 ans à l'admission (entre 15 et 24 ans, entre 25 et 34 ans et plus de 35 ans).

La DAL rend disponibles des informations à partir de l'année 1982. Cependant, nous avons choisi d'analyser seulement les immigrantes admises à partir de l'année 2000. En effet, les immigrantes sont plus à risque de se retrouver avec un faible revenu dans les premières années après l'immigration (Picot et Lu, 2017). De plus, « les familles à faible revenu avaient une moins grande probabilité de déclaration fiscale puisque les crédits d'impôt remboursables n'ont pas été implantés avant le début des années 1990 » par le gouvernement canadien (LaRochelle-Côté, Picot et Myles, 2010, p. 6). Tout au long du processus de codage, nous avons également constaté un grand nombre de non-déclarations pour certaines variables d'intérêt et aussi une augmentation du nombre de déclarations d'enfants pendant les années 1990. Les changements de politiques gouvernementales de retour de taxes ou allocations pour enfants ne sont pas toujours immédiatement assimilés et compris par les individus visés, c'est-à-dire, qu'ils seraient avantagés s'ils présentaient une déclaration dans l'année même visée par l'altération de politique fiscale. Ainsi, nous avons pensé que centrer notre analyse uniquement à partir de l'an 2000 réduirait encore plus le risque de biais en normalisant la compréhension, par les déclarants,

des changements fiscaux des années 1990. La limite supérieure de 2014 est justifiée par le fait que c'était la dernière année disponible dans le DAL lorsque nous développons le codage.

Il convient également de souligner que certaines imputations et éliminations d'incohérences ont été nécessaires. En effet, l'analyse de la DAL montre que certains immigrants arrêtent de faire des déclarations de revenus et recommencent quelques années plus tard. Est-ce que ces interruptions correspondent au fait que les femmes n'ont aucun revenu à déclarer ? Est-ce parce que des immigrantes nouvellement arrivées pourraient ne pas connaître la politique de retour de taxes qui incite les déclarations pour les personnes à faible revenu ? Où est-ce dû à la migration circulaire (par exemple, quelques immigrantes peuvent faire des déplacements répétés entre le pays d'origine et le Canada) ? Concernant ces cas, nous imputons l'âge pour les années manquantes. L'âge lors de la première année de déclaration après la résidence permanente et l'âge à l'admission devraient être égaux. Rappelons que quelques immigrantes arrivent au Canada et ainsi déclarent des revenus avant de devenir résidentes permanentes du pays. Peu de déclarations présentaient des différences entre ces deux âges, même après le processus d'imputation, nous avons éliminé de l'analyse les cas où les âges différaient. Nous avons aussi exclu les femmes qui présentaient des observations manquantes pour la langue maternelle, le statut matrimonial à l'admission et la région de provenance.

Le but de cette recherche est d'analyser l'apport des immigrantes aux naissances en sol canadien. Nous visons à identifier les principales caractéristiques qui contribuent à l'arrivée ou non d'un premier et d'un deuxième enfant. Pour le faire, nous utilisons deux échantillons pour l'analyse. Le premier est composé de toutes les immigrantes admises comme résidentes permanentes au Canada entre 2000 et 2014, âgées entre 15 et 44 ans. Cet échantillon sert à examiner les effets des variables fixes dans le temps. Ce sont donc 1,031,080 femmes dont 31,91 % déclarent un premier enfant et 13,33 % déclarent un deuxième enfant, nés après l'admission.

Pour mesurer les effets des variables qui changent dans le temps, nous recourons à un sous-échantillon composé de 957,940 individus. Comme nous ne disposons que d'informations après l'admission des femmes comme résidentes permanentes, pour l'analyse de variables qui changent dans le temps nous éliminons toutes les femmes qui ont eu des enfants au cours de l'année où elles ont été admises en tant que résidentes permanentes. Nous n'observons que les

changements à partir de la deuxième année comme immigrante reçue au Canada. Par conséquent, nous avons supprimé 7,63 % des observations pour créer notre sous-échantillon.

Tout au long de l'analyse, nous avons trouvé une grande similarité dans les résultats des mesures de tendance centrale – médiane et moyenne. Bien que Allison (2010) dans son ouvrage sur les analyses de survie indique que nous devons privilégier l'utilisation de la médiane en raison du risque d'arriver à des conclusions faussées avec la moyenne, nous avons choisi de présenter seulement des moyennes. Ce choix se justifie en raison de la plus grande précision que les moyennes apportent et parce que nos calculs pour les deux mesures de tendance centrale donnent des résultats proches.

Dans l'échantillon principal, le séjour moyen depuis l'admission est de 4,66 ans. L'âge moyen est de 34,85 ans. Le tableau 2 présente le nombre d'observations selon le nombre d'années de séjour des immigrantes. Ainsi, cet échantillon est composé des femmes observées durant une période allant d'une seule année jusqu'à 15 ans. Le graphique 7 présente la distribution de l'âge à l'admission. On constate une distribution normale et une plus grande concentration d'effectifs entre 25 et 34 ans. L'âge moyen à l'admission est de 30,46 ans.

**Tableau 2. Distribution (en effectif et pourcentage) des femmes selon le nombre d'années passées au Canada depuis leur arrivée (années de séjour)**

Années de séjour	Fréquence	Pourcentage
1	72305	7.01
2	63950	6.2
3	62120	6.02
4	60760	5.89
5	69140	6.71
6	73575	7.14
7	73155	7.09
8	68670	6.66
9	71905	6.97
10	78530	7.62
11	69925	6.78
12	63340	6.14
13	63265	6.14
14	72120	6.99
15	68320	6.63
Total	1031080	100

Source : Banque de données administratives longitudinales

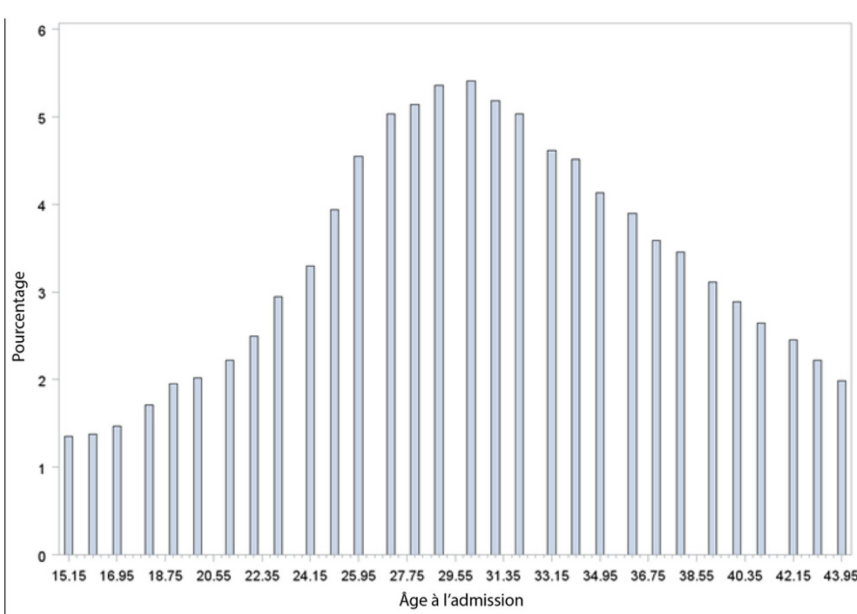
Dans le tableau 3, nous avons l'âge moyen par année d'admission et les effectifs de chaque cohorte. Nous constatons une légère augmentation de l'âge des immigrantes au moment de leur admission comme résidentes permanentes au Canada et le maintien d'un flux relativement stable d'environ 70,000 immigrantes par année, dans l'échantillon principal. L'âge moyen passe de 29,91 ans pour les immigrantes admises en 2000 à 31,52 ans pour celles de la cohorte 2014.

**Tableau 3. Âge moyen et effectifs des immigrantes admises entre 15 et 44 ans par cohorte (année d'admission)**

Année d'admission	Âge moyen	Fréquence
2000	29,91	68315
2001	30,13	72120
2002	30,14	63260
2003	30,02	63340
2004	30,03	69930
2005	30,14	78530
2006	29,81	71905
2007	29,82	68670
2008	30,13	73155
2009	30,15	73575
2010	31,47	69140
2011	31,25	60765
2012	31,29	62120
2013	31,30	63950
2014	31,52	72310

Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 7. Distribution de l'âge à l'admission des immigrantes reçues entre 2000 et 2014, Canada**



Source : Banque de données administratives longitudinales

Le tableau 4 décrit les âges moyens des femmes à l'admission en fonction de la catégorie d'immigration, du statut matrimonial à l'admission et de la présence d'au moins un enfant né avant l'admission. Les résultats montrent que les candidates principales à l'immigration économique ont un âge moyen, à l'admission, plus élevé que les épouses ou personnes à charge, que les réfugiées et que les immigrantes admises dans le cadre du regroupement familial. Il apparaît aussi que les femmes qui déclarent au moins un enfant né avant l'admission sont en moyenne plus âgées que les autres. Les femmes divorcées, séparées ou veuves au moment de l'admission sont plus âgées que les mariées ou celles vivant en union civile quand elles obtiennent la résidence permanente. Les femmes célibataires à l'établissement sont les plus jeunes.

**Tableau 4. Age moyen (en années) des immigrantes de 15 à 44 ans, admises entre 2000 et 2014, selon différentes caractéristiques, Canada**

<b>Catégorie d'immigration</b>	<b>Moyenne</b>
Demandeuse principale	33,02
Épouse ou personne à charge	31,11
Regroupement familial	27,84
Refugiée	29,57
<b>Au moins un enfant né avant</b>	
Non	28,62
Oui	34,27
<b>Statut matrimonial à l'admission</b>	
Marié ou en union civile	32,35
Célibataire	25,65
Divorcée, séparée ou veuve	36,21

Source : Banque de données administratives longitudinales

## 2.5. Description des variables

Dans cette section, nous présentons dans un premier temps les deux variables d'intérêt, puis les variables indépendantes et de contrôle, afin de cerner la façon dont elles ont été construites.

### **2.5.1. Variables dépendantes**

Pour mesurer la fécondité, nous utilisons les informations disponibles dans les déclarations de revenus. Les deux variables dépendantes de notre analyse sont « event1 » et « event2 » ; elles représentent respectivement la probabilité de déclarer un premier enfant (« event1 »), et un deuxième enfant (« event2 »), après l'admission de l'immigrante comme résidente permanente du Canada. Pour construire « event1 » et « event2 », nous utilisons l'année de naissance de l'enfant – qui se trouve dans la déclaration de revenus où cet enfant est déclaré pour la première fois – et la comparons avec l'année d'admission de la femme pour savoir si c'est une naissance qui a eu lieu en territoire canadien ou non.

Lorsque nous avons trouvé des répondantes qui déclaraient plus de deux enfants nés la même année, nous les avons éliminées car ce sont probablement des orphelinats ou des institutions privées financées par des particuliers, ou des cas rares de triplés. Par conséquent, « event1 » et « event2 » sont binaires et prendront les valeurs « 0 » tant que la femme immigrante n'aura pas vécu l'événement et « 1 » lorsqu'une naissance aura eu lieu. L'occurrence d'une naissance peut-être un événement rare si la femme a déjà eu un nombre d'enfants qu'elle juge convenable, elle n'en aura probablement pas d'autres après son arrivée ou n'en aura qu'un nombre limité. L'ISF au Canada se trouvait à 1,63 enfant par femme en 2010 (Morency et Malenfant, 2014) et à 1,54 enfant par femme en 2016 (Statistique Canada, 2018a). Nous avons donc opté pour analyser seulement les risques d'occurrence d'une première et d'une deuxième naissance. Les données de nature longitudinale permettent de s'intéresser à la durée avant la naissance parce que le temps est un facteur important pour l'intégration dans la société d'accueil.

### **2.5.2. Variables indépendantes et de contrôle**

Passons ensuite à la construction de nos variables indépendantes et de contrôle. Nous intégrons dans nos modèles d'analyse ces variables d'intérêt qui font référence aux changements dans la politique d'immigration que nous observons au Canada tout au long des années 2000 et 2010. Elles nous aideront à comprendre si les critères de sélection des travailleurs qualifiés sont



effectivement de bons prédicteurs de la fécondité sur le territoire canadien. Elles vont également permettre de savoir si le lieu d'établissement et la cohorte d'admission doivent être pris en compte dans l'étude du phénomène.

Ainsi, nous analysons des variables fixes dans le temps et d'autres qui varient dans le temps. Les premières ont les mêmes valeurs tout au long de l'analyse et portent sur les caractéristiques individuelles au moment de l'admission. Les variables fixes correspondent aux caractéristiques des individus, des attributs de capital humain et de la structure familiale des immigrantes, au moment du dépôt de la demande de résidence permanente. Elles sont : la catégorie d'admission, le groupe d'âge à l'admission, le niveau d'éducation à l'admission, la connaissance des langues officielles à l'admission, la déclaration d'au moins un enfant né avant l'admission, le statut matrimonial à l'admission, la région d'origine, la cohorte d'admission, la langue maternelle et la province d'admission. Les variables qui varient dans le temps peuvent changer de valeur à chaque année de déclaration de revenus. Elles sont : l'âge et l'âge au carré, le statut matrimonial l'année d'avant, le statut d'activité professionnelle de l'immigrante l'année d'avant, le statut d'activité professionnelle du conjoint, le cas échéant, l'année d'avant et le quartile de revenu familial avant taxes l'année d'avant.

Certaines variables présentées ci-dessus nécessitent une explication plus détaillée de la manière dont elles ont été créées. Comme le montre le graphique 7, la concentration plus élevée des effectifs dans notre échantillon se situe entre 25 et 34 ans. Cela signifie que la politique d'immigration attire généralement des personnes qui sont admises au Canada à ces âges. Il nous a donc semblé pertinent de créer trois niveaux d'analyse pour la variable de groupe d'âge à l'admission pour comprendre comment le moment à l'acquisition de la résidence permanente explique la fécondité.

Pour la déclaration d'au moins un enfant né avant l'admission, nous utilisons l'information sur l'année d'admission de l'immigrante et l'année de naissance de l'enfant. Si l'enfant est né avant l'admission, nous codons comme « oui ». S'il est né dans la même année d'admission ou après, s'il n'est pas né ou si c'est une information inconnue nous codons comme « non ».

Pour l'analyse de l'effet de cohorte, nous avons fait le choix de créer trois groupes de temps égaux visant à comprendre si l'accentuation du virage vers une sélection plutôt économique a eu des effets sur la fécondité des immigrantes. Le choix de créer trois niveaux égaux de cinq ans pour cette variable est justifié dans l'idée d'essayer de capturer différents comportements féconds en fonction de différentes périodes d'admission au pays et pour faciliter l'interprétation des résultats.

Comme nous n'avons pas l'information sur la province à l'arrivée, nous faisons l'hypothèse que la première province de déclaration de revenus est la même qu'à l'admission. Étant donné que l'information sur la véritable province d'admission n'est pas disponible dans la DAL, cette variable est un « proxy ». Donc, nous avons utilisé la variable « année d'admission » et après nous avons cherché dans quelle province l'immigrante déclare qu'elle vit dans la même année d'acquisition de la résidence permanente.

Le but d'utiliser des variables qui varient dans le temps est de mieux comprendre si un changement de statut d'une année à l'autre explique la fécondité des immigrantes. Par exemple, si nous observons une naissance en 2004, nous voudrions connaître le lien entre le changement de statut en 2003 et la probabilité d'avoir des enfants en 2004. Il faut souligner que nous n'inférons aucune causalité compte tenu de la nature discrète et large de notre temps d'analyse (par année). Une femme peut se marier en janvier de 2005 et avoir son enfant en novembre 2005 et nous ne serons pas en mesure de capter cet effet. Cependant, nous croyons être en mesure de trouver des associations pour la plupart des cas avec cette manière de coder.

Pour construire la variable de quartile de revenu familial avant taxes l'année d'avant, nous calculons les quartiles de revenus pour chaque année de déclaration de revenus. Après, nous cherchons dans l'année d'avant de la déclaration de l'immigrante dans quel quartile elle se trouvait. Cette façon de coder nous permet de déduire une certaine association entre le revenu et le risque d'avoir des enfants.

Compte tenu de la relation entre l'intégration économique des femmes et des hommes, nous avons créé des variables qui changent dans le temps pour essayer de décortiquer le lien entre intégration économique et fécondité. Dans la DAL, les individus peuvent déclarer avoir eu des revenus de travail salarié et de travail autonome. En suivant la même logique de

construction de la variable du quartile de revenu, nous tenons compte des revenus déclarés individuellement par la femme et le conjoint, les cas échéant, l'année d'avant. Nous utilisons les informations sur les revenus de travail salarié et de travail autonome comme base pour créer nos « proxies » du statut professionnel. Dans les cas où les personnes déclarent avoir à la fois des revenus de travail autonome et de travail salarié pour le même exercice, nous avons créé un niveau interprétatif supplémentaire pour ces personnes ayant un profil mixte. Ainsi, pour la construction de ces variables de statut professionnel l'année d'avant, nous utilisons la source de revenu déclaré. Si la femme déclare avoir seulement des revenus d'emploi, elle est codée comme salariée. Si elle déclare avoir seulement des revenus de travail autonome, elle est codée comme autonome. Si elle déclare des revenus d'emploi et de travail autonome, elle est codée comme mixte. Si elle ne déclare pas de revenu, elle est codée comme inconnu. Si le conjoint déclare avoir seulement des revenus d'emploi, il est codé comme salarié. S'il déclare avoir seulement des revenus de travail autonome, il est codé comme autonome. S'il déclare des revenus d'emploi et de travail autonome, il est codé comme mixte. S'il ne déclare pas de revenus ou si le conjoint est inconnu, il est codé comme inconnu.

Pour la variable d' « âge », les valeurs dans notre échantillon se trouvent entre 15 et 58 ans. La période de suivi maximale étant de 15 ans, l'immigrante la plus âgée de notre échantillon aura 44 ans révolus au moment de son admission et, 14 ans plus tard, elle aura 58 ans révolus. Nous avons également inclus la variable « âge au carré » afin de saisir l'effet non linéaire de la fécondité.

Ainsi, nos variables indépendantes (celles qui sont directement liées à nos hypothèses d'analyse) sont codées comme suit :

Catégorie d'admission, variable catégorielle :

- 0 = immigrante économique demandeuse principale (catégorie de référence).
- 1 = immigrante économique épouse ou personne à charge.
- 2 = immigrante du regroupement familial.
- 3 = réfugiée.

Quartile de revenus familiaux avant taxes l'année d'avant, variable catégorielle :

- 0 = premier quartile ou ne déclare aucune source de revenus (catégorie de référence).
- 1 = deuxième quartile.
- 2 = troisième quartile.
- 3 = quatrième quartile.

Statut d'activité professionnelle l'année d'avant, variable catégorielle « proxy » :

- 0 = statut professionnel inconnu.
- 1 = salariée (catégorie de référence).
- 2 = autonome.
- 3 = mixte (déclare des revenus d'emploi et de travailleuse autonome).

Statut d'activité professionnelle du conjoint l'année d'avant, variable catégorielle « proxy » :

- 0 = statut professionnel du conjoint inconnu ou conjoint inconnu.
- 1 = salarié (catégorie de référence).
- 2 = autonome.
- 3 = mixte (déclare des revenus d'emploi et de travailleur autonome).

Région de provenance, variable catégorielle :

- 0 = Europe, États-Unis et Océanie (catégorie de référence).
- 1 = Afrique du Nord.
- 2 = Afrique subsaharienne.
- 3 = Amérique latine et Caraïbes.
- 4 = Asie centrale et orientale.
- 5 = Asie du Sud-est, de l'Ouest et du Sud.

Nos variables de contrôle (celles qui ne sont pas directement liées à nos hypothèses d'analyse) sont codées comme suit :

« Âge », variable continue.

« Âge au carré », variable continue.

Groupe d'âge à l'admission, variable catégorielle :

- 0 = entre 15 et 24 ans (catégorie de référence).
- 1 = entre 25 et 34 ans.
- 2 = 35 ans ou plus.

Statut matrimonial à l'admission, variable catégorielle :

- 0 = célibataire.
- 1 = mariée ou en union civile (catégorie de référence).
- 2 = divorcée, séparée ou veuve.

Niveau d'éducation à l'admission, variable catégorielle :

- 0 = aucun diplôme postsecondaire.
- 1 = certificat ou diplôme non universitaire.
- 2 = baccalauréat (catégorie de référence).
- 3 = maîtrise ou doctorat.

Connaissance des langues officielles du Canada, variable catégorielle :

- 0 = anglais (catégorie de référence).

- 1 = français.
- 2 = les deux.
- 3 = aucune.

Langue maternelle, variable catégorielle :

- 0 = allophone (catégorie de référence).
- 1 = francophone.
- 2 = anglophone.

Déclare au moins un enfant né avant l'année d'admission, variable binaire :

- 0 = non ou inconnu.
- 1 = oui.

Cohorte d'admission, variable catégorielle :

- 0 = admise entre 2000 et 2004 (catégorie de référence).
- 1 = admise entre 2005 et 2009.
- 2 = admise entre 2010 et 2014.

Province à l'admission, variable catégorielle :

- 0 = Ontario (catégorie de référence).
- 1 = Québec.
- 2 = Colombie-Britannique.
- 3 = Autres provinces ou territoires.
- 99 = Inconnu (aucune déclaration de revenus présentée dans l'année d'admission).

Statut matrimonial l'année d'avant, variable catégorielle :

- 0 = célibataire.
- 1 = mariée ou en union civile (catégorie de référence).
- 2 = divorcée, séparée ou veuve.
- 99 = statut matrimonial inconnu.

## 2.6. Méthodologie

Cette recherche aide dans la compréhension du processus par lequel la fécondité des nouvelles immigrantes est affectée pendant l'intégration. Afin d'analyser les parcours féconds des immigrantes au Canada, nous appliquons la méthode de risque et durée pour comprendre comment différentes caractéristiques particulières affectent nos deux variables dépendantes. Une analyse par modèle de risque et de durée permet d'observer les chances d'avoir un premier enfant puis éventuellement un deuxième à travers le temps, depuis l'arrivée ou depuis la naissance précédente. Les caractéristiques des immigrantes au moment de l'admission sont aussi

prises en compte dans l'analyse de ces processus. Certains changements d'états sont aussi étudiés notamment en ce qui concerne plusieurs caractéristiques socioéconomiques.

Le modèle de risque et de durée permet d'étudier la transition d'un état à un autre et de mesurer l'effet de variables fixes et variant dans le temps sur cette transition. Dans notre étude, c'est le changement du nombre d'enfants et le temps écoulé qui constitueront notre principal intérêt. Nous définissons un groupe de femmes à risque d'avoir un premier ou un deuxième enfant après l'admission comme résidentes permanentes. La composition de ce groupe à risque se modifie au fur et à mesure que le temps passe, soit parce que les femmes ont des enfants, soit parce que les observations sont censurées au moment de la présentation de la déclaration de revenus. Mais, pour ce qui est de la censure à droite, si les femmes n'ont pas encore eu d'enfants, cela ne veut pas nécessairement dire qu'elles n'en auront jamais. Une observation est censurée si elle contient des informations incomplètes, c'est-à-dire que la personne n'a pas vécu l'événement pendant la période observée. Les raisons pour la censure à droite dans notre analyse sont les suivantes : la période d'analyse se termine et l'immigrante n'a pas encore eu d'enfants ou la personne quitte l'étude par décès ou émigration.

Dans une première étape descriptive, nous présentons des courbes de Kaplan-Meier qui nous permettent de saisir le calendrier de la fécondité des immigrantes après l'admission comme résidentes permanentes. Ces graphiques présentent la proportion de femmes n'ayant pas connu l'événement en fonction du temps. La période d'observation débute au moment où l'immigrante reçoit sa résidence permanente et se poursuit jusqu'à la sortie d'observation. Une sortie d'observation correspond au fait d'avoir un premier ou un deuxième enfant sur le territoire canadien; ou une dernière déclaration de revenus par la censure à droite.

Des modèles non paramétriques de Cox permettent de présenter l'influence des variables au fil du temps, sur l'arrivée d'une naissance. Ces modèles ont l'avantage de considérer le facteur temps sans toutefois spécifier la forme du risque dans le temps (Allison, 2010). L'effet des variables est exprimé en risque relatif et son interprétation dépend du type de variable. Pour une variable continue, le rapport de risque désigne l'augmentation ou la diminution du risque pour chaque unité additionnelle de cette variable. Pour les variables binaires ou catégorielles, il s'agit du risque par rapport à la catégorie de référence. Ainsi, un risque relatif supérieur à 1 indique une augmentation du risque par rapport à la catégorie de référence, alors qu'une diminution du

risque est exprimée par une valeur inférieure à 1. Une attention particulière sera portée à la catégorie d'admission et à la région de provenance afin de bien dissocier les dynamiques propres à ces deux composantes.

## **2.7. Limites**

La nature du temps par année (temps discret) limite la puissance de l'analyse. Outre les effets des changements d'état d'une année sur la fécondité de l'année suivante (nos variables qui changent dans le temps), nous n'avons pas pu tester les relations de causalités entre variables avec une grande précision. En effet, une année est une longue période au cours de laquelle plusieurs choses peuvent se passer en même temps dans la vie d'un individu. Par exemple, une femme peut se marier, trouver un emploi, changer d'emploi, retourner aux études et avoir un enfant sans que nous puissions distinguer ce qui se passe en premier. Ainsi, compte tenu de ces contraintes de données qui ne permettent pas de faire une analyse au niveau du jour ou du mois de l'occurrence d'un événement, nous faisons nos analyses en supposant qu'il y a peu de cas où les changements d'état sont multiples (c'est-à-dire, peu de femmes auront deux enfants dans la même année).

La nature de notre base de données ne nous permet pas de distinguer si les enfants déclarés représentent des naissances naturelles, des adoptions ou des enfants pris en charge par les répondantes (par exemple, les enfants du conjoint ou un frère ou sœur pris en charge par une sœur plus vieille). Quoi qu'il en soit, ce fait ne contredit pas notre objectif d'analyser la contribution des immigrantes à la croissance populationnelle du Canada. Mais, il faut reconnaître que, si l'immigrante et son conjoint ne présente jamais de déclarations de revenu, nous pouvons sous-estimer le nombre de naissances possibles.

Un autre problème que nous avons rencontré concerne les enfants nés la même année que l'admission en tant que résidente permanente. Nous ne savons pas s'ils sont nés avant ou après l'admission vu que la femme peut, par exemple, avoir eu son enfant dans son pays d'origine en janvier 2005, migrer et devenir résidente permanente en juillet 2005, et après, parrainer son enfant et le déclarer lors de la déclaration de revenus. Comme cela fait probablement partie

d'une stratégie migratoire, nous avons pris la décision d'intégrer les observations des femmes qui ont des enfants dans l'année même d'admission comme des enfants nés après l'admission.

Une autre limite est le fait que la fécondité est un événement rare et, si la femme a déjà eu un nombre d'enfants qu'elle juge convenable, elle n'en aura probablement pas d'autres après son arrivée ou n'aura qu'un nombre limité. En tenant compte de cette question, il faut dire que la DAL limite l'analyse aux enfants déclarés. Par exemple, si les immigrantes arrivent au Canada et les enfants restent au pays d'origine, nous n'avons aucune information sur cette dynamique.

Il faut aussi soulever que, pour avoir droit à l'ACE, le parent doit vivre avec son enfant. Si la mère n'a jamais eu la garde de son enfant et le père n'a jamais déclaré le NAS de la mère à l'ARC, c'est un enfant dont la mère est inconnue. Il s'agit d'un biais qui peut entraîner des résultats imprécis. Cependant, les jeunes enfants sont généralement pris en charge à un moment de leur vie par ces mères. « En 2016, 81,3 % des enfants âgés de 0 à 14 ans dans les familles monoparentales vivaient avec leur mère, tandis que 18,7 % vivaient avec leur père » (Statistique Canada, 2017c, paragr. 9). Ainsi, nous pensons que ce biais est extrêmement faible et ne cause pas de problèmes majeurs à nos résultats.

D'autres problèmes possibles seraient causés par l'émigration. Si la femme quitte le Canada sans déclarer son départ, nous n'avons aucune information non plus. Ou encore par la non-déclaration dans les cas où l'immigrante ne présente jamais de déclaration. Étant donné que le Canada a une politique de retour de taxes même pour les personnes sans ou à faible revenu, cela incite ces individus à présenter leur déclaration annuelle. Enfin, le décès d'une personne interrompt aussi l'observation, mais est relativement rare compte tenu de la tranche d'âge de 15-44 ans à l'admission retenue pour nos analyses.

Une autre limite concerne « l'effet du saumon » tel que décrit dans les études sur la santé des immigrants (Vang et al., 2016). Une partie importante de la migration vers le Canada est temporaire. Le taux d'émigration estimé 20 ans après l'arrivée est d'environ 35% chez les jeunes hommes immigrants en âge de travailler (Aydemir et Robinson, 2006; Statistics Canada, 2018). De plus, environ 6 personnes sur 10 qui partent le font dans la première année d'arrivée. Cela suggère que de nombreux immigrants prennent leur décision dans un délai relativement court après leur arrivée (Aydemir et Robinson, 2006; Statistics Canada, 2018) et ainsi ne vont jamais



présenter une déclaration de revenus. Par conséquent, nous n'analysons probablement que la fécondité des immigrantes les mieux adaptées à la société canadienne et, pour cette raison, qui sont restées au pays. Peut-être que les immigrantes (ou leur conjoint) qui ont eu beaucoup d'enfants ont eu de la difficulté à s'adapter à la société et ont décidé de partir. Ou le contraire, les immigrantes (ou leur conjoint) qui n'ont pas eu d'enfants ont quitté le pays. C'est donc un biais potentiel dans les deux sens.

Dernière remarque, sur la base de toutes ces limites, nous pensons que la DAL nous offre des informations nouvelles et précises pour analyser la fécondité des immigrantes au Canada. Cependant, nous devons garder du recul lors de l'interprétation des résultats parce que c'est la première fois que cette base de données est utilisée pour étudier la fécondité. Sa plus grande limite se trouve dans l'analyse des informations volontairement déclarées par les individus.

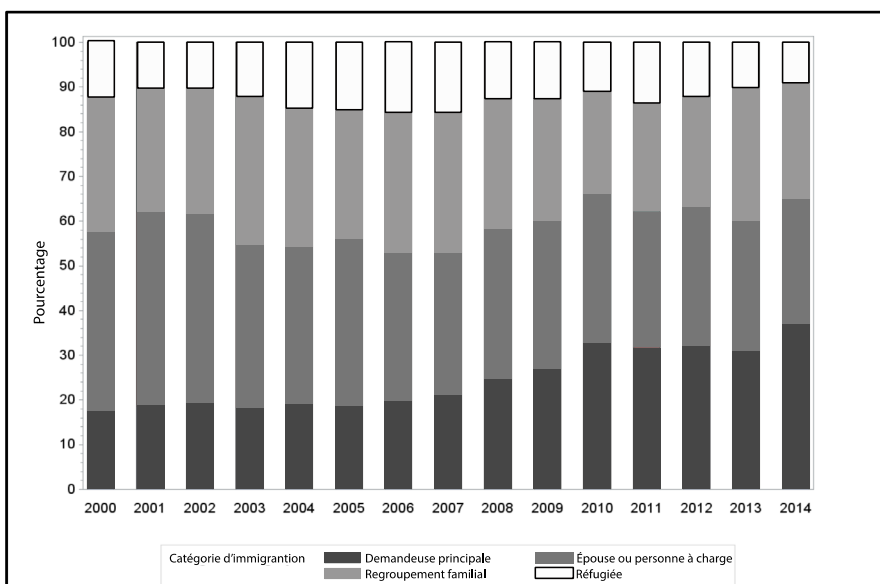
## **Chapitre III : Analyse des résultats**

### **3.1. Distribution des variables indépendantes**

Les caractéristiques à l'arrivée et en cours d'établissement diffèrent entre immigrantes. La composition des immigrantes admises au Canada entre 2000 et 2014 change. Le graphique 8 montre que les femmes admises comme candidates principales représentaient 17% du total des immigrantes en 2000 contre 37% en 2014. Les épouses ou personnes à charge représentaient 41% en 2000 contre 28% en 2014. Les immigrantes économiques, tous statuts confondus, passent ainsi de 57% de la composition totale des admissions en 2000 à 65% en 2014, ce qui démontre une augmentation du pourcentage d'admissions par le biais de la catégorie immigrante économique. Les réfugiées représentent de 12% de la population des immigrantes en 2000 à un maximum de 16% en 2006 puis de 9% en 2014. Les pourcentages des immigrantes issues du regroupement familial diminuent de 30% de la population des immigrantes admises en 2000 à 26% en 2014.

L'âge moyen à la naissance du premier enfant en territoire canadien est 30,97 ans. Celle-ci survient, en moyenne, 2,64 années après l'arrivée. L'âge moyen à la naissance du deuxième enfant est de 32,09 ; elle survient, en moyenne, 5,09 ans après l'arrivée. À l'instar d'autres études sur la fécondité des immigrantes (Alicia Adsera et Ferrer, 2013; Andersson, 2004; Street et Laplante, 2014; Toulemon, 2004), nous constatons donc que ces femmes ont leurs enfants peu de temps après leur admission.

**Graphique 8. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon la catégorie d'immigration et l'année d'admission, Canada**



Source : Banque de données administratives longitudinales

**Tableau 5 : Nombre moyen d'enfants déclarés sur les fichiers d'impôt, selon le nombre d'années depuis l'admission au Canada**

Nombre d'année	Moyenne
1	0,86
2	1,07
3	1,17
4	1,25
5	1,32
6	1,38
7	1,43
8	1,47
9	1,49
10	1,52
11	1,54
12	1,54
13	1,54
14	1,54
15	1,54

Source : Banque de données administratives longitudinales

**Tableau 6. Nombre moyen d'enfants déclarés par femme immigrante, selon l'année de l'admission au Canada**

Année d'admission	Moyenne
2000	1,38
2001	1,39
2002	1,36
2003	1,32
2004	1,31
2005	1,3
2006	1,27
2007	1,24
2008	1,21
2009	1,15
2010	1,16
2011	1,1
2012	1,05
2013	0,94
2014	0,79

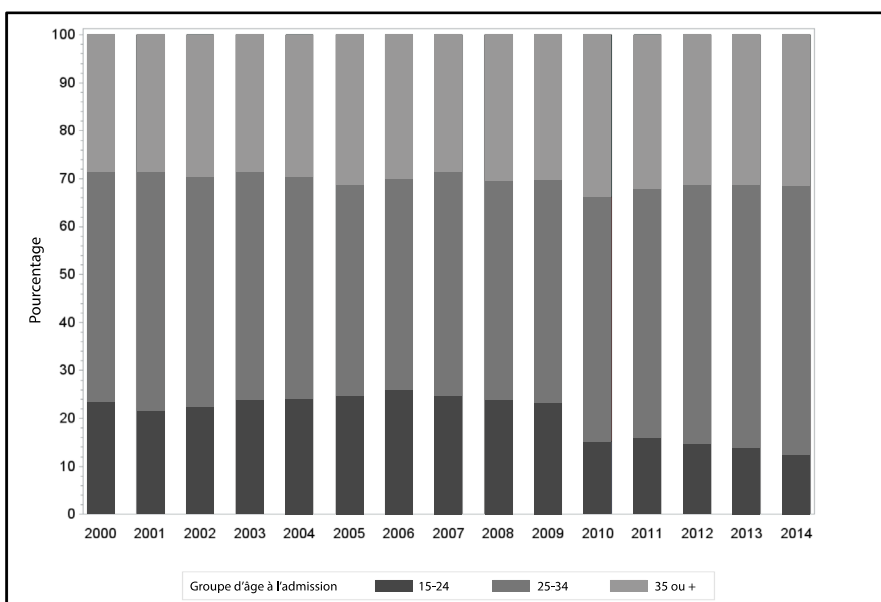
Source : Banque de données administratives longitudinales

Dans notre échantillon, le nombre moyen d'enfants (nés à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire canadien) par femme, pour toutes les années d'observation est de 1,28. Comme nous pouvons l'observer dans le tableau 5, avec le temps passé sur le territoire canadien, le nombre moyens d'enfants par femme augmente. Finalement, le tableau 6 nous expose les nombres moyens d'enfants par cohorte d'admission. Cela veut dire que le temps passé sur le territoire canadien est un facteur déterminant de la fécondité : plus le temps passé au Canada est élevé, plus la probabilité d'avoir des enfants est grande. Si nous analysons les résultats par cohorte d'admission, nous avons l'impression que les cohortes plus âgées ont plus d'enfants simplement parce qu'elles se trouvent au Canada depuis plus longtemps. Si nous observons seulement les immigrantes qui ont vécu plus de 5 ans au Canada (indépendamment de la cohorte d'admission), le nombre moyen d'enfants monte à 1,49 (nés à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire canadien). Pour les femmes qui ont vécu plus de 10 ans (peu importe la cohorte d'admission), le nombre moyen monte à 1,54 (nés à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire canadien). Par conséquent, le processus d'adaptation socioéconomique ne peut pas être négligé dans une étude sur la fécondité des immigrantes dans le pays d'accueil parce que, avec le temps passé sur le territoire, le nombre

d'enfants déclaré par une immigrante a tendance à augmenter. Comme d'autres études le montrent (Alicia Adsera et Ferrer, 2013, 2016; Andersson, 2004; Street et Laplante, 2014; Toulemon, 2004), le temps passé dans le pays d'accueil est un facteur important pour expliquer les comportements en matière de fécondité des femmes. Plus le séjour dans le pays d'accueil est long, plus les immigrantes vont présenter des comportements semblables à ceux des natives. Ces mêmes auteurs trouvent que : plus jeune une femme arrive au pays de destination, plus similaire sa fécondité sera à celle des natives.

Les changements dans la politique d'immigration en faveur des immigrants économiques de plus en plus scolarisés entraînent un vieillissement des personnes admises. Ceci est dû au fait que pour avoir les niveaux d'éducation requis par le Canada, il faut nécessairement consacrer plus de temps aux études. Nous nous rendons compte de ce vieillissement en observant le graphique 9. Les 25 et 34 ans représentent 48 % du total des immigrantes admises en 2000, et 56 % en 2014. Les 35 ans ou plus passent de 28 % en 2000 à 32 % en 2014. Les femmes âgées de 15 à 24 ans au moment de l'établissement sont proportionnellement moins nombreuses, leurs pourcentages varient de 23 % en 2000 à 13 % en 2014.

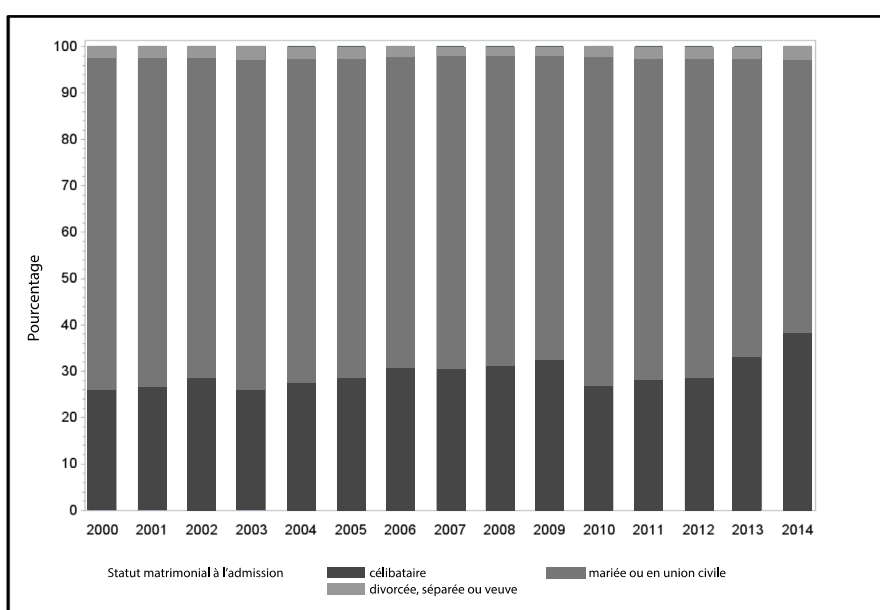
**Graphique 9. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon le groupe d'âge à l'établissement et l'année d'admission, Canada**



Source : Banque de données administratives longitudinales

Nous soulignons également le profil de plus en plus indépendant des femmes. Une autre indication de ce changement se trouve dans l'état matrimonial à l'admission exposé dans le graphique 10. En 2000, 26 % du total des immigrantes arrivent célibataires contre 38 % en 2014. Pour les mariées ou en union civile, les chiffres chutent de 72 % en 2000 à 59 % en 2014. Les pourcentages de femmes séparées, divorcées et veuves restent relativement stables, de 2 % en 2000 à 3 % en 2014.

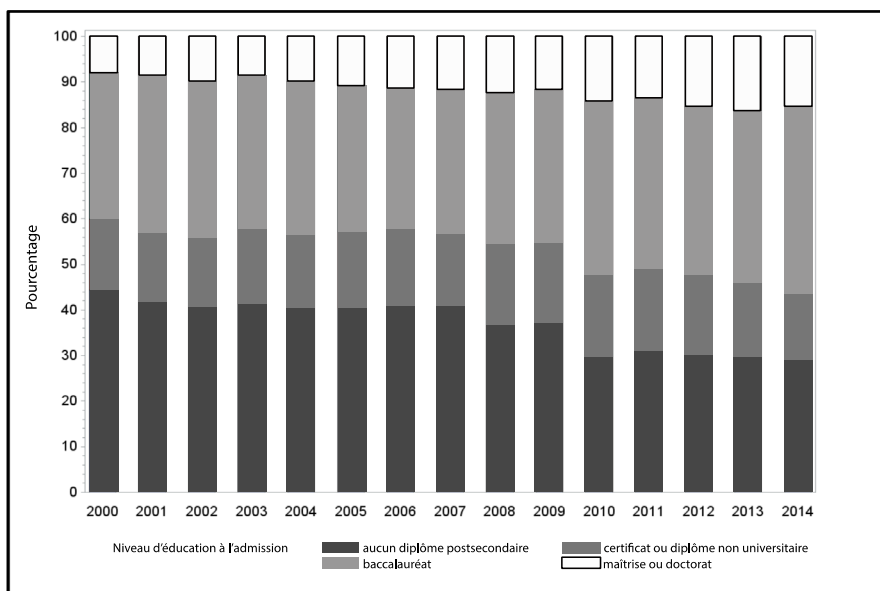
**Graphique 10. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon le statut matrimonial à l'admission et l'année d'admission, Canada**



Source : Banque de données administratives longitudinales

En tenant compte du graphique 11, nous observons encore une fois la tendance vers l'augmentation de la qualification des immigrantes à l'admission. Celles qui détenaient un baccalauréat grimpent de 32 % du total des immigrantes en 2000 à 41 % en 2014. Les plus éduquées, celles avec une maîtrise et un doctorat montent de 8 % en 2000 à 15 % en 2014. La proportion de celles ayant un certificat professionnel ou un diplôme non universitaire reste relativement constante dans la composition totale : de 16 % en 2000 elle passe à 15 % en 2014. La réduction la plus forte correspond au groupe des immigrantes qui n'avaient pas de diplôme d'études postsecondaires (de 44 % en 2000 à 29 % en 2014).

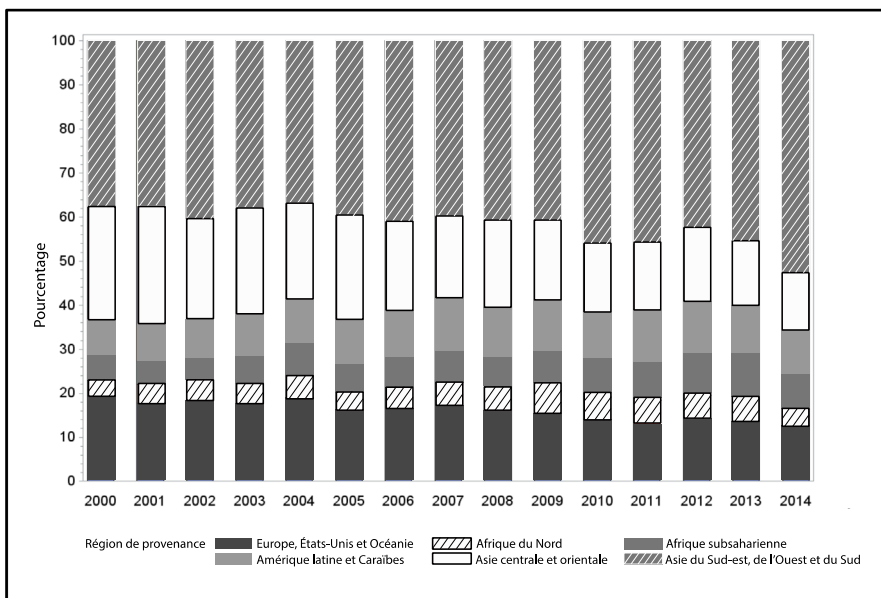
**Graphique 11. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon le niveau d'éducation à l'établissement et l'année d'admission, Canada**



Source : Banque de données administratives longitudinales

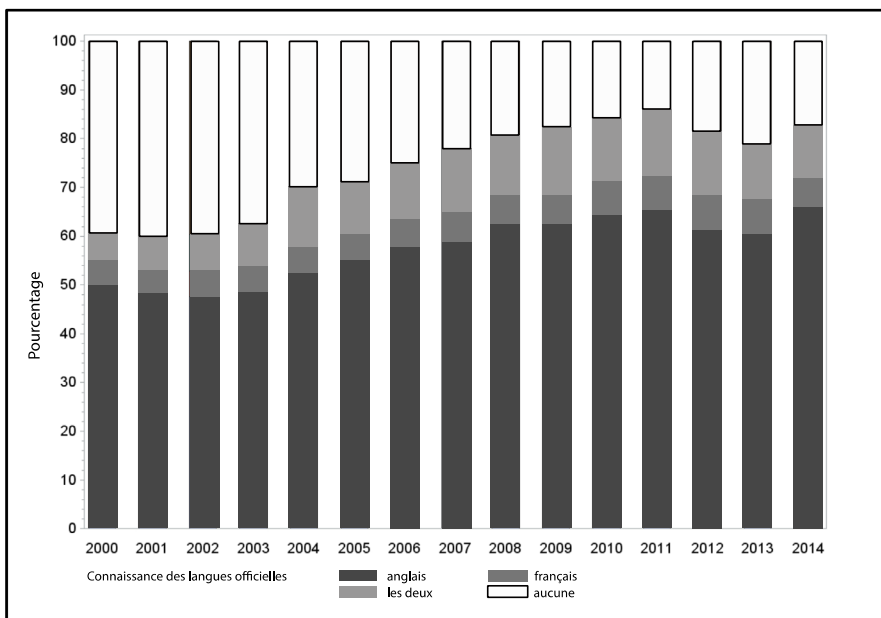
Les immigrantes du Sud-Est, de l'Ouest et du Sud de l'Asie continuent à prendre de l'importance. Comme nous observons dans les graphiques 12, elles représentaient 38 % du total des immigrantes reçues au Canada en 2000 et passent à 53 % en 2014. Par contre, les femmes de l'Asie centrale et orientale représentaient 26 % des immigrantes admises en 2000 et plus que 13 % en 2014. Les Latino-Américaines et Caribéennes passent de 8 % en 2000 et à 10 % en 2014, ce qui représente une certaine stabilité. Le pourcentage des immigrantes de l'Afrique Subsaharienne augmente de 6 % en 2000 à 8 % en 2014. Les Nord-Africaines restent stables à 4 % en 2000 et en 2014. Par contre, les immigrantes qui proviennent de l'Europe, des États-Unis et de l'Océanie perdent de l'importance et leur pourcentage baisse de 19 % en 2000 à 12 % en 2014.

**Graphique 12. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon la région de provenance et l'année d'admission, Canada**



Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 13. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon la connaissance des langues officielles et l'année d'admission, Canada**



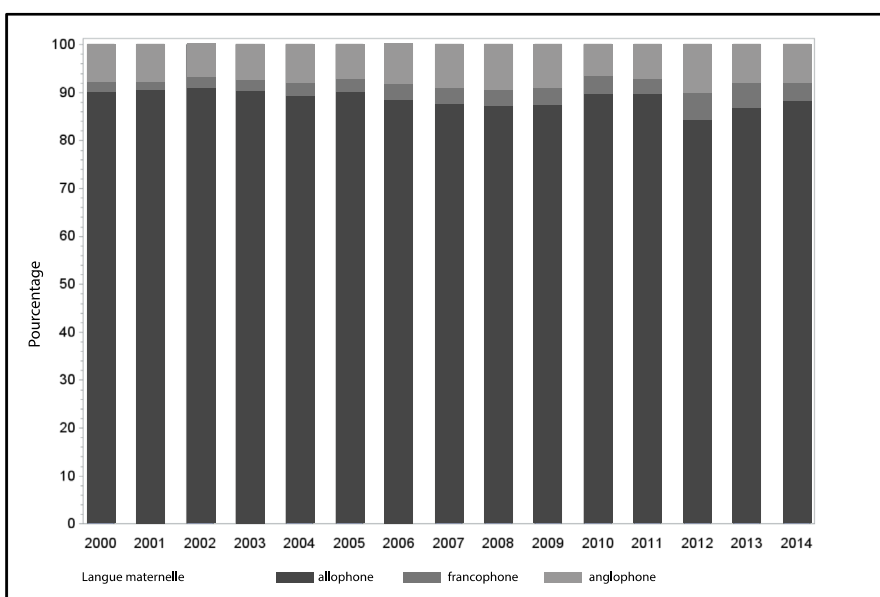
Source : Banque de données administratives longitudinales



Concernant la connaissance des langues officielles (graphique 13), l'anglais continue à être la langue officielle la plus parlée par les immigrantes au Canada. En 2000, 50 % du total de femmes déclarent parler seulement anglais contre 66 % en 2014. Celles qui parlent les deux langues passent de 5 % en 2000 à 11 % en 2014. La connaissance uniquement du français ne semble pas augmenter beaucoup; en 2000, 5 % des immigrantes parlent seulement français contre 6 % en 2014. Par contre, nous observons une nette réduction du pourcentage de femmes qui ne parlent aucune des langues officielles à l'admission : de 39 % en 2000 à 17 % en 2014.

De plus, le graphique 14 nous montre que la distribution des immigrantes selon la langue maternelle demeure stable pour tous les groupes : allophones, anglophones et francophones. Aucune surprise étant donné que les changements majeurs vers une perte d'importance de la contribution de l'Europe et des États-Unis s'observent plutôt entre les années 1970 et 1980, comme nous l'avons déjà vu dans le graphique 3. Cependant, il faut reconnaître que le regroupement des allophones comme un groupe unique nous a empêché d'observer les changements qui pourraient s'être produits au sein de ce groupe au Canada avec la diversification des pays sources.

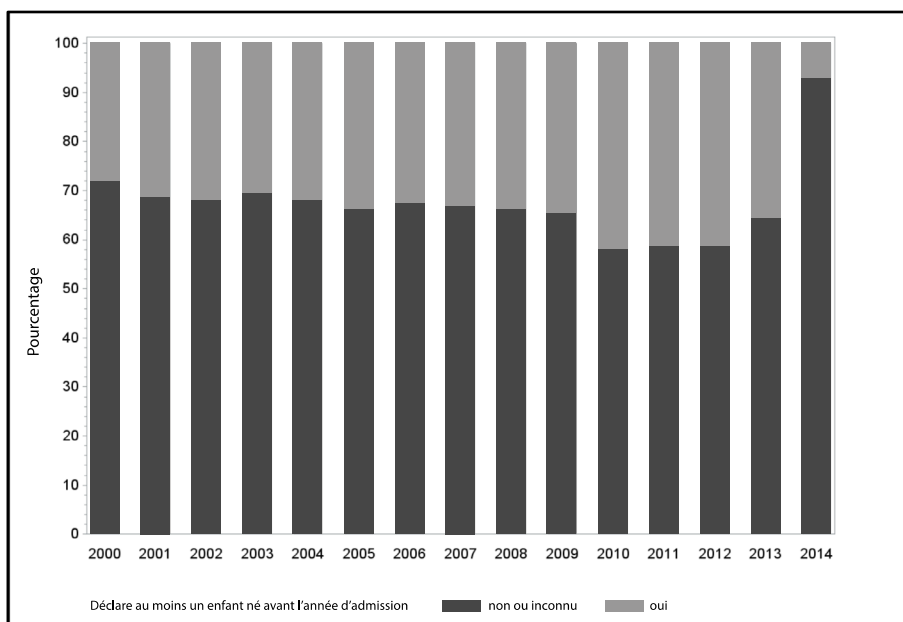
**Graphique 14. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon la langue maternelle et l'année d'admission, Canada**



Source : Banque de données administratives longitudinales

Environ un tiers des enfants sont nés avant l'admission et les deux tiers après que la mère ait la résidence permanente du Canada. Ceci est la première indication que notre *hypothèse 2* se confirme. La plupart des immigrantes attendent leur admission au Canada avant d'avoir des enfants. Dans le graphique 15, on constate qu'en 2014, le pourcentage de femmes qui déclarent avoir au moins un enfant avant l'admission présente une réduction par rapport aux autres années. Cela peut être dû à un effet d'échantillonnage ou tout simplement parce que ces femmes viennent d'arriver et elles ne savent pas encore qu'inclure leurs enfants dans la déclaration de revenus augmente les retours de taxes à cause des programmes d'aide parentale du gouvernement. De la façon dont elle est construite, la variable pour les immigrantes qui déclarent avoir au moins un enfant avant l'établissement prend en considération la première fois qu'un enfant est déclaré par sa mère, peu importe si elle fait cette première déclaration quelques années après son arrivée au Canada ou si l'enfant a déjà plus que zéro an. Nous utilisons l'année de déclaration de l'enfant et aussi son âge dans cette même déclaration pour calculer s'il est né avant ou après l'année d'admission de sa mère.

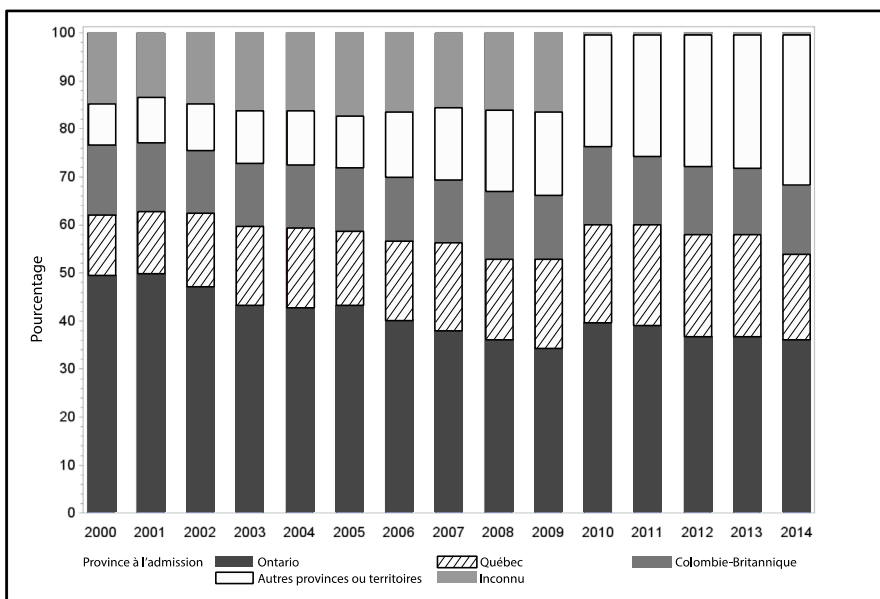
**Graphique 15. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon la déclaration d'avoir au moins un enfant avant l'établissement et l'année d'admission, Canada**



Source : Banque de données administratives longitudinales

La province où les immigrantes se trouvent dans la première année de séjour nous donne aussi des résultats intéressants. En suivant les changements de la politique d'immigration qui a mené une distribution des candidats vers plusieurs provinces, nous observons dans le graphique 16 une forte augmentation d'immigrantes vers les autres provinces et territoires (Alberta, Île-du-Prince-Édouard, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, Nunavut, Territoires du Nord-Ouest et Yukon). Elles étaient 10 % du total des immigrantes en 2000 et passent à 32 % en 2014. L'Ontario qui, historiquement, constitue la province qui reçoit le plus grand nombre d'immigrants au Canada, connaît une diminution de la proportion d'immigrantes, passant de 58 % en 2000 à 36 % en 2014. La Colombie-Britannique aussi montre une diminution d'importance et le pourcentage d'immigrantes qui s'établissent dans la première année dans cette province passe de 17 % en 2000 à 14 % en 2014. Le Québec accuse une légère augmentation de 15 % en 2000 à 18 % en 2014. Comme le graphique 16 nous expose que, à partir de l'année 2010, il y a une réduction importante du nombre d'immigrantes qui ne déclarent pas avoir de revenus dans la première année d'admission. Cependant, la distribution de ces effectifs de femmes qui déclarent ses revenus depuis la première année d'admission semble se répartir presque uniformément dans chaque province. Depuis 2010, nous ne constatons pas de changements majeurs de l'importance de chaque province au sein du Canada (autrement dit, ces immigrantes qui commencent à déclarer leurs revenus à partir de la première année de séjour sont réparties presque également parmi les provinces). Cela veut dire que, dans notre échantillon, il n'y a pas un effet de province à l'admission qui explique les femmes admises avant l'année 2010 et qui ne déclarent pas avoir des revenus.

**Graphique 16. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon la province où les immigrantes se trouvent dans la première année de séjour et l'année d'admission, Canada**



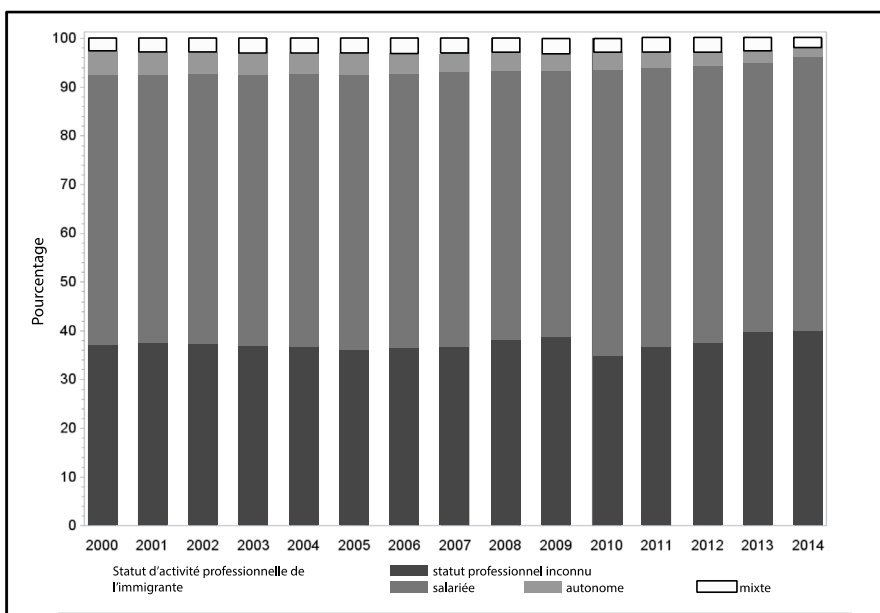
Source : Banque de données administratives longitudinales

Les graphiques 17, 18 et 19 présentent respectivement les distributions du statut professionnel de la femme, du conjoint de la femme, le cas échéant, et du quartile de revenus familiaux par année de déclaration de revenus. Ces graphiques montrent la distribution des différents niveaux de variables au cours des années. Ils sont construits avec notre fichier au format longitudinal (personne-période). Ces graphiques visent uniquement à illustrer la distribution des différents niveaux (les valeurs attribuées) des statuts d'activité professionnelle de la femme et son conjoint, le cas échéant, et aussi du quartile de revenus familiaux avant taxes dans l'année même de déclaration de revenus. Par exemple, dans les colonnes pour l'année 2000 des graphiques 17, 18 et 19, nous avons seulement les femmes de la cohorte admise au Canada en 2000 ; dans les colonnes pour l'année de déclaration suivante (année 2001), nous observons les immigrantes des cohortes admises au Canada en 2000 et 2001 ; en suivant cette même logique, nous avons dans la colonne pour l'année 2014 la distribution pour toutes les cohortes admises entre 2000 et 2014. Ces graphiques ne permettent nullement de saisir l'évolution de différents niveaux de ces variables au cours de la période étudiée ni selon la durée de séjour au Canada. Finalement, ils nous montrent qu'on a assez peu d'information manquante.

Le graphique 17 nous permet d’observer que la plupart des femmes déclarent des revenus de travail salarié seulement et un nombre non négligeable ne présentent pas continuellement de déclarations de revenus. Environ 56 % des femmes ont déclaré de revenus en 2000 et 2014. Une petite partie est composée d’immigrantes travailleuses autonomes et une minorité déclare des revenus de travail autonome et aussi salarié (catégorie « mixte »).

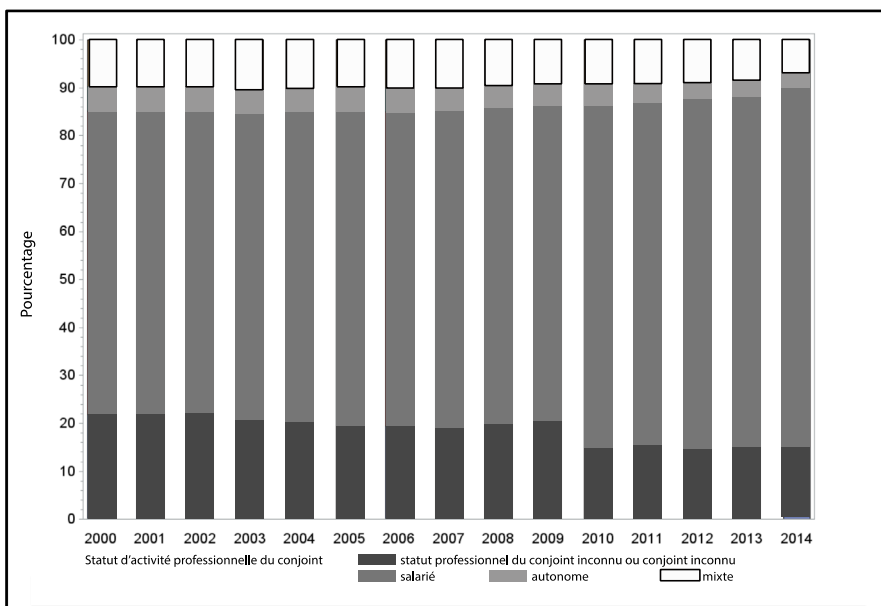
La plupart des conjoints des immigrantes sont aussi constitués des travailleurs salariés, mais l’importance de cette catégorie est encore plus prononcée que pour le statut professionnel des femmes. Ils représentent environ 63 % de déclaration de revenus pour l’année 2000 et 75 % pour l’année 2014. On observe aussi que la catégorie « mixte » est plus importante que la catégorie autonome pour le statut professionnel des conjoints par rapport au statut professionnel des femmes. Ensuite, le pourcentage de conjoints qui ne soumettent aucune déclaration de revenus ou que le conjoint est inconnu est d’environ 22% en 2000 et 15 % en 2014.

**Graphique 17. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon le statut professionnel de l’immigrante dans la même année qu’elle déclare ses revenus et l’année d’admission, Canada**



Source : Banque de données administratives longitudinales

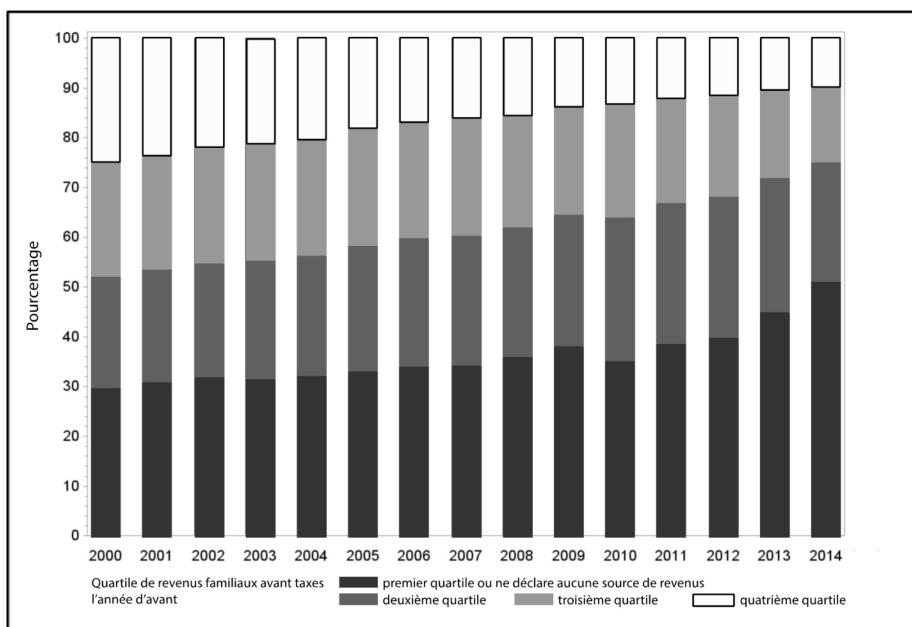
**Graphique 18. Distribution des immigrantes de 15-44 ans (en %), selon le statut professionnel du conjoint dans la même année de déclaration de revenus de l'immigrante et l'année d'admission, Canada**



Source : Banque de données administratives longitudinales

La même logique utilisée pour comprendre les graphiques 17 et 18 s'applique pour le graphique 19. Ceci nous montre que les quartiles de revenus familiaux avant taxes dans l'année même de déclaration de revenus. Les familles qui se trouvent dans le premier quartile ou le revenu est inconnu sont environ 30% pour l'année 2000 et 51 % de déclarations de revenus pour l'année 2014.

**Graphique 19. Distribution des immigrants de 15-44 ans (en %), selon le quartile de revenus familiaux avant taxes dans la même année de déclaration et l'année d'admission, Canada**

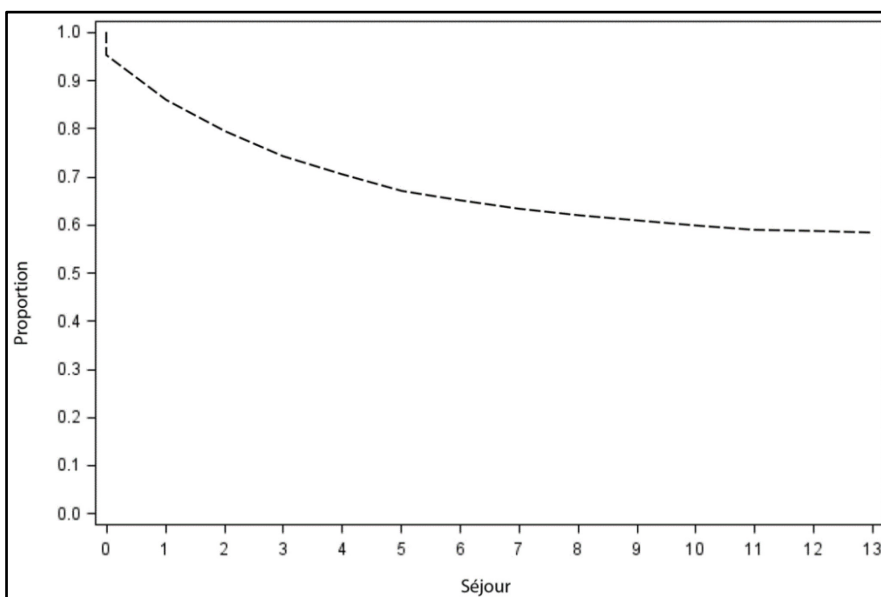


Source : Banque de données administratives longitudinales

### 3.2. Temps passé au Canada avant la naissance des enfants

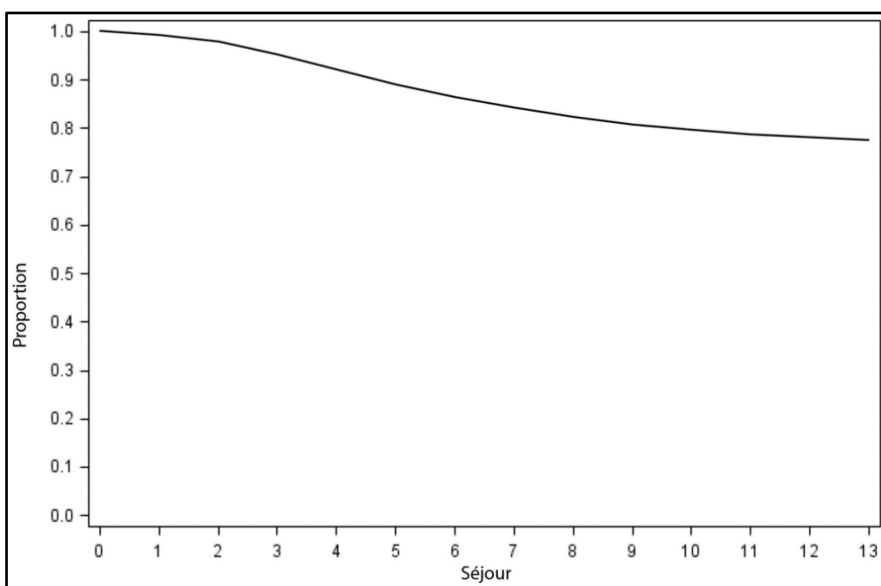
Les courbes de Kaplan-Meier exposées dans les graphiques 20 jusqu'à 49 montrent qu'il y a des particularités dans la survenue du premier enfant et du deuxième enfant. Les estimations de Kaplan-Meier illustrent la proportion d'individus n'ayant toujours pas connu les événements étudiés. Premièrement et sans surprise, nous remarquons que le temps est considérablement plus long pour l'apparition du deuxième enfant que pour le premier. La naissance du premier enfant se concentre plutôt entre les années 0 et 5 et pour le deuxième enfant entre les années 3 et 8.

**Graphique 20. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission**



Source : Banque de données administratives longitudinales

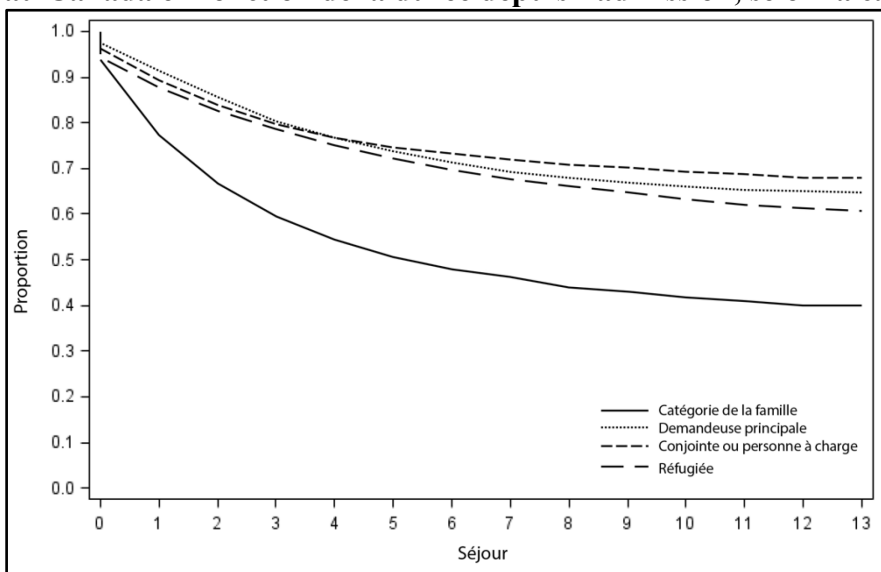
**Graphique 21. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada**



Source : Banque de données administratives longitudinales

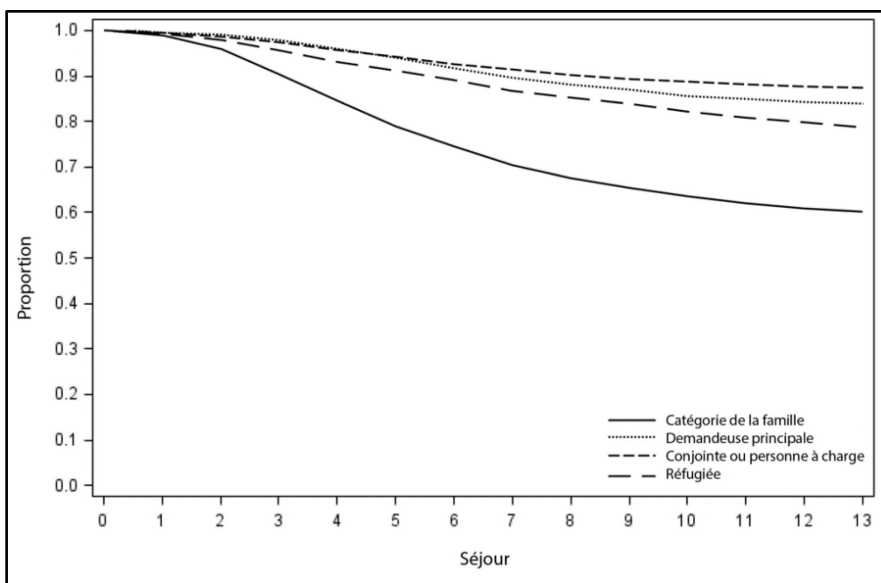


**Graphique 22. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon la catégorie d'immigration**



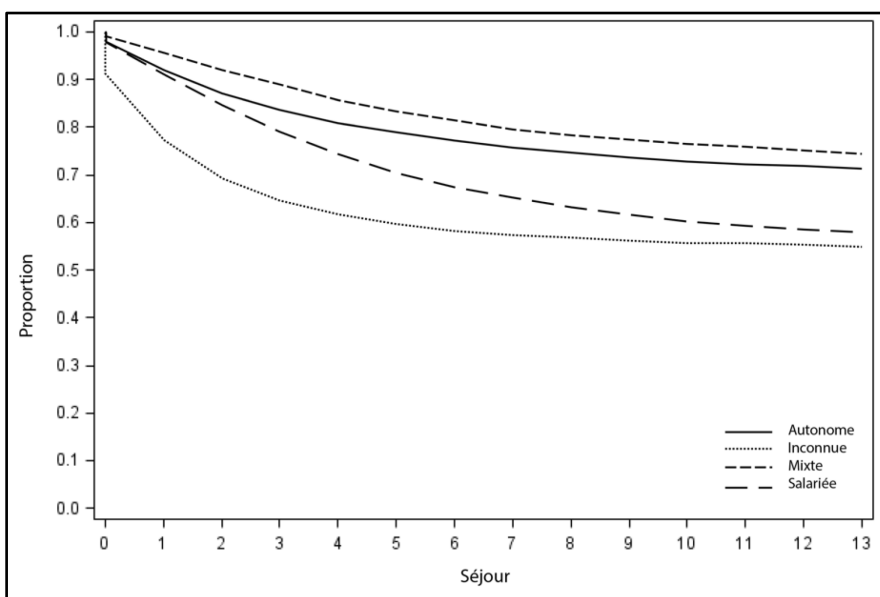
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 23. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon la catégorie d'immigration**



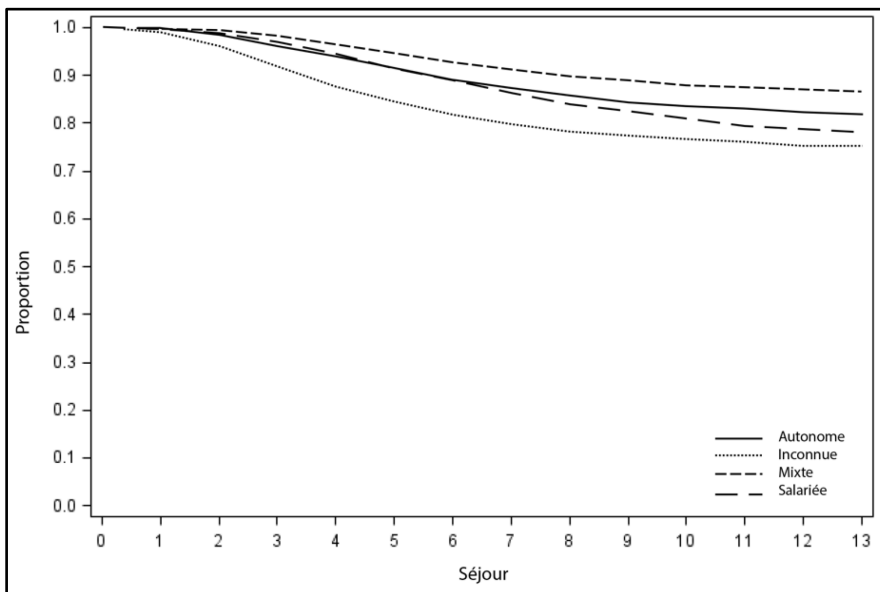
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 24. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon le statut professionnel de la femme**



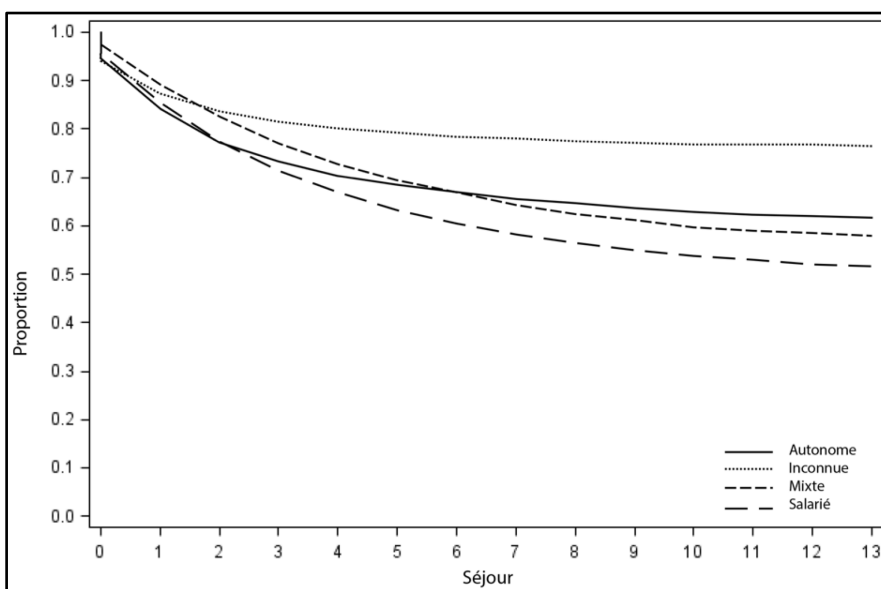
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 25. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon le statut professionnel de la femme**



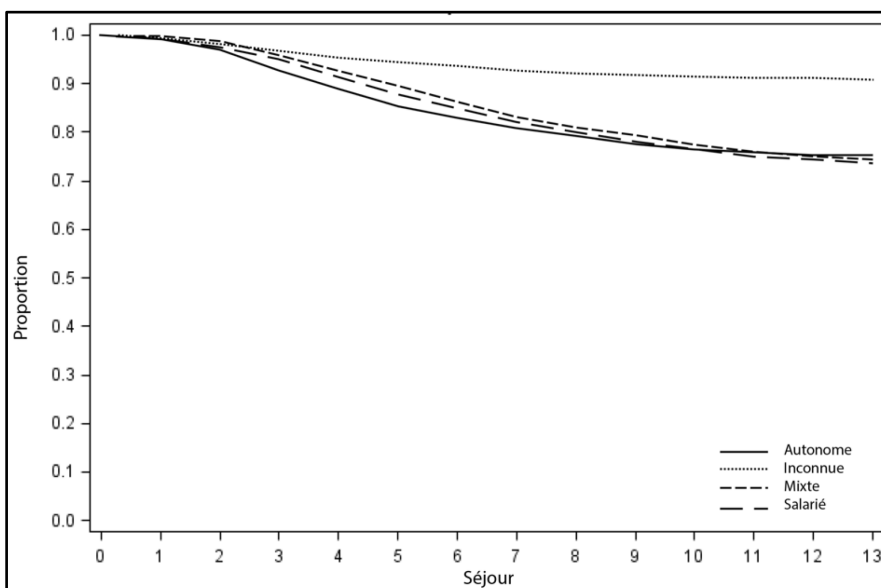
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 26. Proportion d'immigrants n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon le statut professionnel du conjoint**



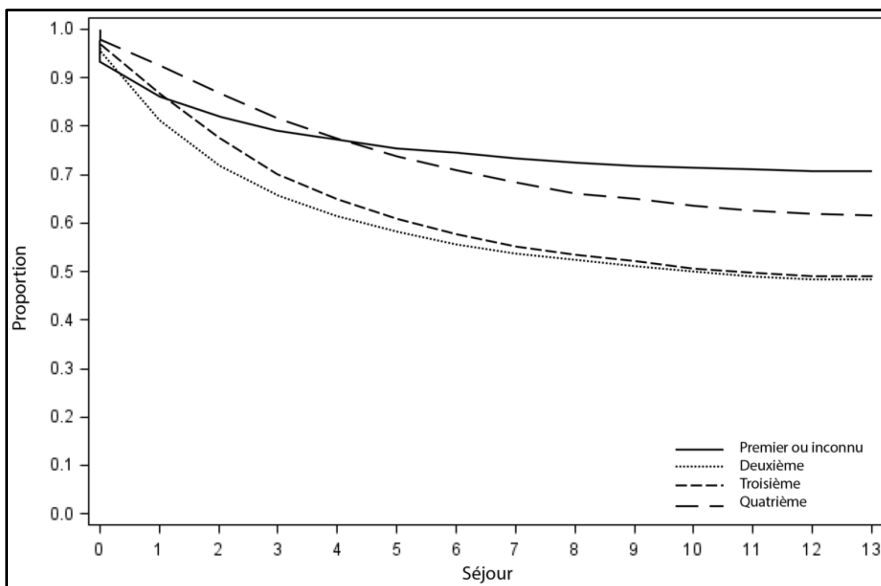
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 27. Proportion d'immigrants n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon le statut professionnel du conjoint**



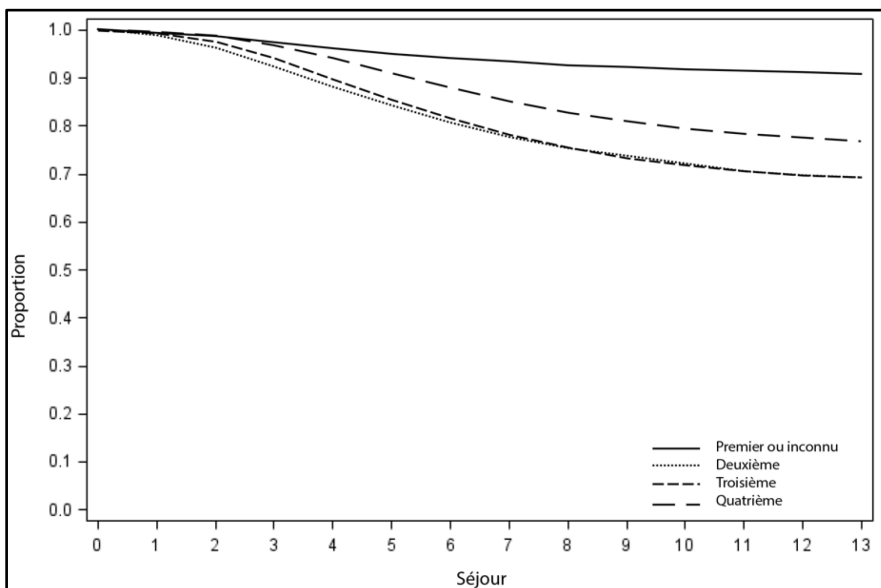
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 28. Proportion d'immigrants n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon le quartile de revenu familial avant taxes**



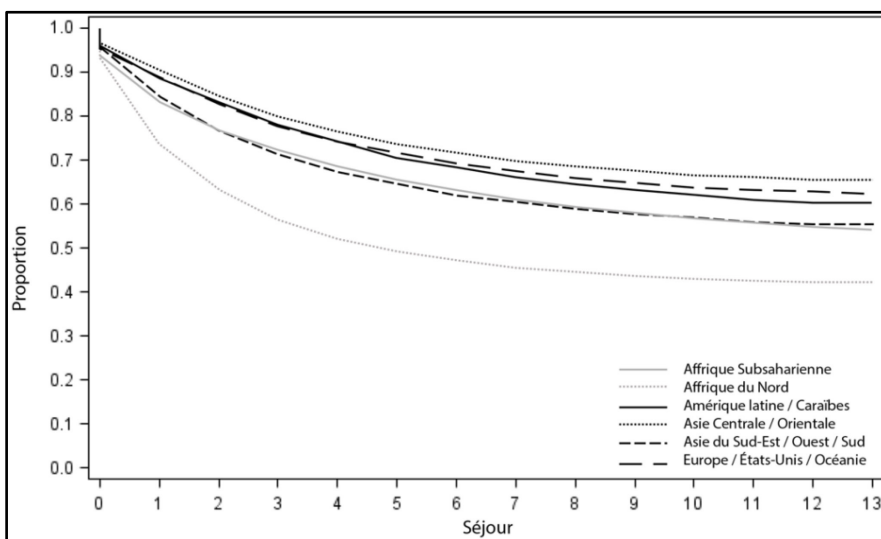
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 29. Proportion d'immigrants n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon le quartile de revenu familial avant taxes**



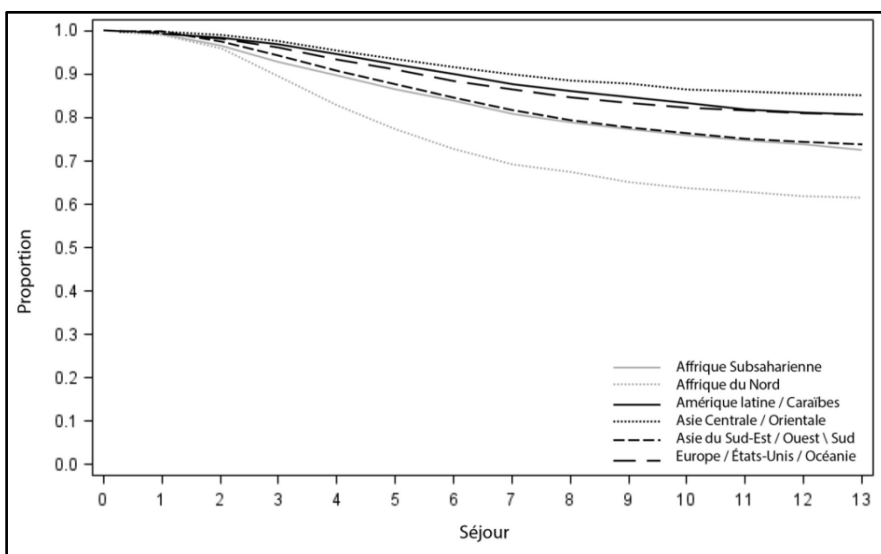
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 30. Proportion d'immigrants n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon la région de provenance**



Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 31. Proportion d'immigrants n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon la région de provenance**



Source : Banque de données administratives longitudinales

Le délai observé pour avoir un premier et un deuxième enfant semble suivre une même tendance quand nous prenons en considération la catégorie d'admission (graphiques 22 et 23).

Les immigrantes familiales sont celles qui donnent le plus rapidement naissance à un premier et un deuxième enfant. Aussi, les graphiques 22 et 23 montrent qu'il semble y avoir un écart important entre les immigrantes familiales et toutes les autres, qui ont moins d'enfants et de manière plus tardive.

Pour nos variables qui changent dans le temps (graphiques 24, 25, 26, 27, 28, 29, 40 et 41), les courbes de Kaplan-Meier montrent le risque d'avoir des enfants dans l'année même de déclaration de revenus. Par exemple, si dans la déclaration de revenus de 2005 la femme déclare être mariée, nous mesurons le risque pour cette même année. Si la somme de ses revenus et les revenus déclarés par son conjoint en 2010 se trouve dans le quatrième quartile de revenus en 2010, nous utilisons cette information qui se trouve dans l'année même de 2010 pour calculer le risque d'avoir des enfants. Si la durée avance d'une année, nous utilisons l'information de cette nouvelle année pour construire ces courbes.

Ainsi, le statut professionnel de la femme semble aussi expliquer la fécondité (graphiques 24 et 25). Les femmes salariées et celles dont nous ne connaissons pas le statut parce qu'elles n'ont pas déclaré de revenus semblent toujours avoir un risque plus élevé d'avoir un premier et un deuxième enfant que les autres, les salariés plus rapidement que celles qui ne déclarent pas de revenus. Celles qui présentent des sources de revenus mixtes et les autonomes sont moins à risque d'avoir des enfants.

D'autre part, les graphiques 26 et 27 nous révèlent que celles qui ont un conjoint qui ne déclare pas de revenus ou le conjoint est inconnu ont un risque nettement plus petit d'avoir des enfants. Par contre, il semble que le fait d'avoir un conjoint salarié est un incitatif important pour l'arrivée du premier enfant, mais, pour la deuxième naissance, les courbes pour les salariés, autonome et mixte est assez proche et la différence est négligeable. Ainsi, ces trois catégories qui indiquent une intégration économique du conjoint semblent contribuer presque également à l'arrivée du deuxième enfant.

Finalement, selon les rapports des quartiles de revenus (graphiques 28 et 29), il semble y avoir une relation en forme de « U » ou « J » inversé entre le risque d'avoir des enfants et le revenu familial avant taxes. Les familles plus pauvres (premier quartile ou revenu inconnu) sont moins à risque d'avoir des enfants, les familles qui se trouvent au deuxième et au troisième

quartile présentent des probabilités plus grandes que les autres et les familles plus aisées présentent un risque qui se situe entre les trois autres catégories. Pour le premier enfant, c'est intéressant de remarquer que les familles plus pauvres vont donner naissance plus vite que les autres, peu après leur admission.

Par rapport à la région de provenance (graphiques 30 et 31), les Nord-Africaines présentent un risque plus élevé d'avoir un premier et un deuxième enfant comparativement aux autres. Elles sont suivies de près par celles venant de l'Afrique subsaharienne. Les immigrantes de l'Asie centrale et de l'Est sont celles qui présentent une fréquence et un risque plus petit d'avoir des enfants.

Les graphiques 32 à 49 figurent dans l'annexe I si le lecteur souhaite consulter en détail les résultats de Kaplan-Meier pour toutes les variables de contrôle que nous utilisons dans cette analyse. En bref, on peut dire que le niveau d'éducation à l'admission (graphiques 32 et 33) ne semble pas présenter d'importantes différences entre les niveaux de cette variable. Par rapport à la connaissance des langues officielles à l'admission (graphiques 34 et 35), les femmes qui parlent uniquement français semblent avoir une plus grande rapidité et un risque plus élevé d'avoir un premier et un deuxième enfant que les autres. Les femmes qui déclarent avoir au moins un enfant avant l'admission semblent avoir plus rapidement un premier enfant né sur le sol canadien, mais la différence avec celles qui n'ont pas d'enfants avant l'admission ou ne déclarent pas en avoir eu est négligeable (graphique 36). D'autre part, pour le risque d'avoir un deuxième enfant (graphique 37), les immigrantes qui déclarent avoir au moins un enfant né avant l'admission vont toujours être moins à risque d'en avoir un deuxième après l'établissement (ce qui représenterait la naissance d'au moins un troisième enfant pour ces femmes). L'analyse du statut matrimonial à l'admission (graphique 38 et 39) montre qu'effectivement les femmes qui arrivent mariées ou en union civile vont avoir plus vite un premier ou un deuxième enfant que les autres. Nous observons que le statut matrimonial qui change dans le temps (graphiques 40 et 41) explique énormément la fécondité du premier et du deuxième enfant. Les femmes qui se marient ou entrent en union civile sont toujours plus à risque d'avoir des enfants que toutes les autres. Aussi, il nous semble y avoir un effet de cohorte très prononcé (graphiques 42 et 43) : la dernière cohorte (2010-2014) semble reporter sa fécondité par rapport aux deux autres cohortes. Par rapport à la langue maternelle (graphiques

44 et 45), les anglophones sont celles qui présentent le plus petit risque d'avoir des enfants. Pour le premier, les allophones semblent être plus à risque que les autres. Cependant, pour le deuxième, la probabilité serait plus grande pour les francophones. La première province de déclaration de revenus (graphiques 46 et 47) nous indique que c'est au Québec que nous allons trouver la plus grande probabilité d'avoir des enfants. En analysant les groupes d'âge à l'admission (graphiques 48 et 49), il semble que les femmes admises entre 25 et 34 ans, les âges les plus souvent associés à la fécondité et aussi le groupe d'âge où se trouve la plupart des effectifs d'immigrantes, sont plus à risque d'avoir et vont avoir un premier enfant plus vite que les autres. Par contre, ce sont les femmes admises entre 15 et 24 ans qui sont plus souvent associées à la naissance d'un deuxième enfant. Les plus vieilles (celles qui ont 35 ans ou plus à l'établissement) présentent toujours une probabilité plus petite d'avoir des enfants que les autres.

### **3.3. Résultats des régressions de Cox**

Afin d'examiner plus à fond les déterminants de la naissance d'un premier et d'un deuxième enfant après l'admission de la mère comme résidente permanente du Canada, nous présentons les résultats des modèles non paramétriques de Cox (tableau 7 et 8). Les risques relatifs de déclarer un premier et un deuxième enfant permettent d'identifier les facteurs individuels qui augmentent ou diminuent les chances d'avoir une naissance de rang 1 ou 2 par rapport à une catégorie de référence, en maintenant constant l'effet des autres variables.

Les tableaux 7 et 8 présentent les résultats de nos modèles de régression mesurant le risque d'avoir un premier (tableau 7) et un deuxième enfant (tableau 8) en territoire canadien. Ces régressions tiennent compte des variables suivantes : la catégorie d'immigration, l'âge, l'âge au carré, le groupe d'âge à l'admission, le niveau d'éducation à l'admission, la connaissance des langues officielles à l'admission, le fait de déclarer au moins un enfant né avant l'année d'admission, le statut matrimonial à l'admission, la région de provenance de l'immigrante, la cohorte d'admission, la langue maternelle, la province d'admission, le statut matrimonial l'année d'avant, le statut d'activité professionnelle de la femme, le statut d'activité professionnelle du conjoint, les cas échéants et le quartile de revenu familial avant taxes l'année d'avant.



Nous utilisons cinq modèles pour analyser le risque qu'une immigrante, arrivant entre 15 et 44 ans, déclare un premier et un deuxième enfant après son admission au Canada. Nous considérons que cela correspond au fait qu'elle a une première naissance puis une deuxième au Canada. Pour les modèles 1, 2 et 3a, nous avons 1,031,080 individus dans notre échantillon principal. Les modèles 3b et 4 contiennent 957,940 individus et représentent notre sous-échantillon. Le modèle 1 permet de tester le rôle de la catégorie d'immigration sans variable de contrôle. À travers ce modèle, nous testons notre hypothèse de recherche principale : soit que la catégorie d'admission est associée avec la naissance d'enfants.

Dans le modèle 2, nous ajoutons des variables qui font partie de la grille de sélection des travailleurs qualifiés de la catégorie économique, prise en compte par le gouvernement canadien lors de l'évaluation du dossier des demandeurs de la résidence permanente. Ces variables sont l'âge, le niveau d'éducation à l'admission, la connaissance des langues officielles du Canada, si la femme a ou non au moins un enfant avant l'admission ainsi que le statut matrimonial à l'admission. L'ajout de l'âge au carré permet de modéliser plus précisément l'effet non linéaire de l'âge observé dans plusieurs études sur la fécondité (par exemple, Andersson (2004), Street et Laplante (2014) et Vanasse-Duhamel (1973)). Nous contrôlons pour les mêmes caractéristiques de sélection de la grille des travailleurs qualifiés, dans le modèle 2. Nous souhaitons ainsi tester si les catégories d'immigration continuent à expliquer la fécondité, une fois les critères de sélection pris en compte ; et à mesurer le pouvoir prédictif de la grille de sélection sur la naissance d'enfants en territoire canadien.

Dans le modèle 3, nous ajoutons le restant de nos variables qui ne changent pas dans le temps : la région de provenance, la cohorte d'admission, la langue maternelle et la province d'admission. Ce sont des caractéristiques secondaires qui ne sont pas pris en considération lors de l'évaluation d'une demande de résidence permanente par le gouvernement canadien, mais nous pensons que nous aiderons la compréhension de la fécondité.

Finalement, pour rendre comparables les modèles 3 et 4 et aussi pour vérifier si ce n'est pas le processus d'intégration socioéconomique qui serait le principal facteur explicatif de la fécondité, nous introduisons le modèle 3b. Ceux-ci contiennent les mêmes variables que le modèle 3a et sont produits avec notre sous-échantillon de femmes qui n'ont pas déclaré un premier ou un deuxième enfant dans la première année après l'admission. Ainsi, pour le modèle

3b et pour le modèle 4, nous analysons le risque d'avoir un premier ou un deuxième enfant seulement à partir de la deuxième année de la déclaration de revenus.

Le modèle 4 prend en compte l'effet des variables qui changent dans le temps : le statut matrimonial l'année d'avant, le statut d'activité professionnelle de l'immigrante dans l'année d'avant, le statut d'activité professionnelle du conjoint (si la femme avait un conjoint) dans l'année d'avant et le quartile de revenus familiaux avant taxes dans l'année d'avant. Elles sont codées de sorte que nous mesurons l'existence ou non d'un changement de statut entre l'année d'avant et l'année observée pour l'analyse. Le statut matrimonial de l'année précédente indique si la femme était célibataire, mariée ou en union civile, divorcée, séparée ou veuve. Ainsi, le modèle 4 sert à illustrer comment le processus d'intégration socioéconomique affecte la fécondité des immigrants au Canada. Cependant, en raison du temps discret avec de longs intervalles d'un an pour la collecte des données, nous ne pouvons pas déduire avec précision une causalité entre ces changements de statut et la fécondité. Cependant, nous supposons que les changements de statut dans l'année d'avant peuvent être liés à la décision d'avoir ou non un enfant. Nous analyserons les résultats des régressions selon nos treize hypothèses détaillées au chapitre 2 :

- *Hypothèse 1* : fécondité différentielle par catégorie d'admission. 1.1) les nombres d'enfants nés au Canada des immigrantes du regroupement familial et les immigrantes économiques épouses ou personnes à charge seront semblables et ces deux groupes seront plus à risque d'avoir des enfants ; 1.2) les réfugiées auront moins d'enfants et plus lentement ; 1.3) les immigrantes économiques demandeuses principales auront moins d'enfants et plus tardivement que les immigrantes du regroupement familial et que les immigrantes économiques épouses ou personnes à charge, mais plus d'enfants que les réfugiées.
- *Hypothèse 2* : le processus d'immigration a un effet de perturbation sur la durée jusqu'à l'arrivée d'un premier enfant après l'immigration et d'un éventuel deuxième enfant.
- *Hypothèse 3* : fécondité différentielle selon la région d'origine. 3.1) les Latino-Américaines, les Asiatiques du Sud et de l'Ouest et les Africaines présentent des niveaux

de fécondité supérieurs à ceux des immigrantes de l'Europe, de l'Océanie et des États-Unis ; 3.2) les Asiatiques du Centre et de l'Est vont être moins à risque d'avoir des enfants que les immigrantes de l'Europe, de l'Océanie et des États-Unis.

**Tableau 7. Risques relatifs des immigrantes admises entre 15 et 44 ans d'avoir un premier enfant au Canada**

	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3a	Modèle 3b	Modèle 4
<b>Catégorie d'immigration</b>					
Demandeuse principale	1	1	1	1	1
Épouse ou personne à charge	0.963***	0.863***	0.845***	0.798***	0.756***
Regroupement familial	2.155***	1.455***	1.392***	1.394***	1.221***
Refugiee	1.138***	1.126***	1.036***	0.951***	1.004
<b>Age</b>		2.088***	2.056***	2.072***	1.88***
<b>Age2</b>		0.988***	0.988***	0.988***	0.989***
<b>Groupe d'âge à l'admission</b>					
15 à 24 ans		1	1	1	1
25 à 34 ans		0.858***	0.891***	0.908***	0.888***
35 ans ou plus		0.839***	0.892***	0.884***	0.848***
<b>Niveau d'éducation à l'admission</b>					
Baccalauréat		1	1	1	1
Aucun diplôme postsecondaire		0.919***	0.923***	0.921***	1.014**
Certificat ou diplôme non universitaire		0.965***	1.007	1.004	1.052***
Maîtrise ou doctorat		1.05***	1.063***	1.054***	1.046***
<b>Langues officielles</b>					
Anglais		1	1	1	1
Français		1.403***	1.16***	1.219***	1.194***
Les deux		1.083***	0.992	1.032***	1.018*
Aucune		1.095***	1.114***	1.164***	1.165***
<b>Déclare au moins un enfant avant l'admission</b>					
Non ou inconnu		1	1	1	1
Oui		1.211***	1.172***	1.172***	1.03***
<b>Statut matrimonial à l'admission</b>					
Marié ou en union civile		1	1	1	1
Célibataire		0.515***	0.527***	0.554***	1.124***
Divorcée, séparée ou veuve		0.571***	0.569***	0.582***	1.241***
<b>Région de provenance</b>					
Europe, États-Unis et Océanie			1	1	1
Asie du centre et de l'est			0.955***	0.974***	1.084***
Asie du sud-est, ouest et sud			1.308***	1.363***	1.41***
Afrique du nord			1.808***	1.873***	2.003***
Afrique subsaharienne			1.407***	1.396***	1.664***
Amérique latine et Caraïbes			1.043***	1.036***	1.13***
<b>Cohorte d'admission</b>					
2000-2004			1	1	1
2005-2009			0.989**	0.987**	1.023***
2010-2014			0.707***	0.677***	0.688***
<b>Langue maternelle</b>					
Allophone			1	1	1
Anglophone			0.913***	0.874***	0.881***
Francophone			0.938***	0.902***	0.875***

<b>Province d'admission</b>					
Ontario	1	1	1		
Québec	1.096***	1.096***	1.111***		
Colombie-Britannique	0.981***	0.967***	0.967***		
Autres provinces ou territoires	1.099***	1.083***	1.018**		
Inconnu	0.725***	0.748***	1.125***		
<b>Statut matrimonial l'année d'avant</b>					
Marié ou en union civile			1		
Célibataire			0.133***		
Divorcée, séparée ou veuve			0.274***		
Statut matrimonial inconnu			0.239***		
<b>Activité professionnelle l'année d'avant</b>					
Salariée			1		
Autonome			0.833***		
Mixte			0.866***		
Statut professionnel inconnu			0.975***		
<b>Activité professionnelle du conjoint l'année d'avant</b>					
Salarié			1		
Autonome			0.979		
Mixte			1.086***		
Statut professionnel inconnu ou conjoint inconnu			0.816***		
<b>Quartile de revenu familial l'année d'avant</b>					
Premier ou inconnu			1		
Deuxième			1.053***		
Troisième			1.128***		
Quatrième			1.263***		
<b>Nombre d'individus</b>	1031080	1031080	1031080	957940	957940

Où \*\*\* p<0.001, \*\* p<0.01, \* p<0.05

Source : Banque de données administratives longitudinales

**Tableau 8. Risques relatifs des immigrantes admises entre 15 et 44 ans d'avoir un deuxième enfant au Canada**

	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3a	Modèle 3b	Modèle 4
<b>Catégorie d'immigration</b>					
Demandeuse principale	1	1	1	1	1
Épouse ou personne à charge	0.844***	0.81***	0.779***	0.775***	0.704***
Regroupement familial	3.115***	1.724***	1.562***	1.562***	1.312***
Refugiee	1.364***	1.322***	1.138***	1.133***	1.147***
<b>Age</b>		2.298***	2.22***	2.211***	1.851***
<b>Age2</b>		0.987***	0.987***	0.987***	0.99***
<b>Groupe d'âge à l'admission</b>					
15 à 24 ans		1	1	1	1
25 à 34 ans		0.891***	0.937***	0.941***	0.971**
35 ans ou plus		0.708***	0.756***	0.754***	0.761***
<b>Niveau d'éducation à l'admission</b>					
Baccalauréat		1	1	1	1
Aucun diplôme postsecondaire		0.994	0.993	0.992	1.079***
Certificat ou diplôme non universitaire		0.969***	1.039***	1.04***	1.077***
Maitrise ou doctorat		1.112***	1.106***	1.103***	1.104***
<b>Langues officielles</b>					
Anglais		1	1	1	1
Français		1.69***	1.242***	1.246***	1.175***
Les deux		1.18***	1.002	1.004	0.987
Aucune		1.163***	1.21***	1.214***	1.157***
<b>Déclare au moins un enfant avant l'admission</b>					
Non ou inconnu		1	1	1	1
Oui		0.6***	0.57***	0.569	0.461***
<b>Statut matrimonial à l'admission</b>					
Marié ou en union civile		1	1	1	1
Célibataire		0.505***	0.514***	0.514	0.885***
Divorcée, séparée ou veuve		0.552***	0.542***	0.543**	0.992
<b>Région de provenance</b>					
Europe, États-Unis et Océanie			1	1	1
Asie du centre et de l'est			0.786***	0.786***	0.877***
Asie du sud-est, ouest et sud			1.348***	1.352***	1.279***
Afrique du nord			2.233***	2.242***	2.167***
Afrique subsaharienne			1.58***	1.582***	1.987***
Amérique latine et Caraïbes			0.911***	0.911***	1.03*
<b>Cohorte d'admission</b>					
2000-2004			1	1	1
2005-2009			0.883***	0.883***	0.908***
2010-2014			0.464***	0.452***	0.465***
<b>Langue maternelle</b>					
Allophone			1	1	1
Anglophone			1.03*	1.031**	1.11***
Francophone			1.046*	1.048**	1.127***

<b>Province d'admission</b>					
Ontario			1	1	1
Québec			1.067***	1.066***	1.037***
Colombie-Britannique			0.942***	0.941***	0.947***
Autres provinces ou territoires			1.158***	1.151***	1.114***
Inconnu			0.684***	0.683***	0.899***
<b>Statut matrimonial l'année d'avant</b>					
Marié ou en union civile					1
Célibataire					0.108***
Divorcée, séparée ou veuve					0.261***
Statut matrimonial inconnu					0.055***
<b>Activité professionnelle l'année d'avant</b>					
Salariée					1
Autonome					1.131***
Mixte					0.817***
Statut professionnel inconnu					1.751***
<b>Activité professionnelle du conjoint l'année d'avant</b>					
Salarié					1
Autonome					1.145***
Mixte					1.201***
Statut professionnel inconnu ou conjoint inconnu					0.853***
<b>Quartile de revenu familial l'année d'avant</b>					
Premier ou inconnu					1
Deuxième					1.417***
Troisième					1.494***
Quatrième					1.565***
<b>Nombre d'individus</b>	1031080	1031080	1031080	957940	957940

Où \*\*\* p<0.001, \*\* p<0.01, \* p<0.05

Source : Banque de données administratives longitudinales

### 3.3.1. Résultats pour la naissance du premier enfant en sol canadien

En ce qui concerne notre *hypothèse 1*, nous la confirmons complètement. La catégorie d'admission est un très bon prédictif de la fécondité. Les résultats du tableau 7 montrent qu'il semble y avoir un effet de sélection qui associe le risque d'avoir un premier enfant avec le parcours administratif choisi pour le dépôt du dossier de demande de résidence permanente et l'acceptation selon les critères établis par le gouvernement. Par contre, nos *sous-hypothèses 1.1*, *1.2* et *1.3* ne se confirment pas : dans tous les modèles, les risques relatifs d'avoir un premier enfant sont sensiblement différents entre les immigrantes du regroupement familial et les immigrantes économiques épouses ou personnes à charge, il n'y a pas de différence statistique entre les réfugiées et les demandeuses principales et ces dernières semblent former le groupe moins à risque d'avoir un premier enfant en sol canadien. Par rapport aux immigrantes

économiques demandeuses principales (la catégorie de référence), les immigrantes économiques épouses ou personnes à charge sont moins à risque de déclarer un premier enfant dans tous les modèles. Par exemple, dans le modèle 4, les épouses ou personnes à charge présentent un risque relatif de 0,756 ( $p < 0,001$ ). En revanche, les immigrantes du regroupement familial sont plus à risque d'avoir un premier enfant que la catégorie de référence, dans tous les modèles. Par exemple, dans le modèle 4, les immigrantes du regroupement familial présentent un risque relatif de 1,221 ( $p < 0,001$ ). Pour les réfugiées, dans le modèle 1 sans variable de contrôle, le risque de déclarer un premier enfant paraît plus élevé par rapport aux immigrantes économiques demandeuses principales (risque relatif 1,138 ;  $p < 0,001$ ). Mais lorsque l'ensemble des variables sont incluses dans le modèle 4, la différence entre les réfugiées et les demandeuses principales disparaît, la différence entre ces deux groupes n'est plus significative ( $p > 0,05$ ). Par conséquent, le processus d'intégration socioéconomique explique la disparition de la différence significative entre les réfugiées et les demandeuses principales. Ceci est une autre indication que notre *hypothèse 2* se confirme. Probablement à cause de la plus grande difficulté d'intégration socioéconomique, les réfugiées finissent par être moins à risque d'avoir le premier enfant que celles ayant une intégration socioéconomique similaire à celles des demandeuses principales.

À partir du moment où nous ajoutons l'âge au carré afin de saisir l'effet non linéaire de la fécondité, nous constatons que chaque avancement d'une année d'âge représente une réduction d'environ 1% du risque relatif d'avoir une naissance après l'admission (dans les modèles 2, 3a, 3b et 4, risques relatifs respectifs : 0,988, 0,988, 0,988 et 0,989 ;  $p < 0,001$ ). Par contre, il faut dire que l'effet de la variable d'âge n'est pas linéaire. La densité du risque d'avoir un premier enfant monte jusqu'aux âges de 32 et 33 ans et, ensuite, elle descend. Si on prend en considération le groupe d'âge à l'admission, nous constatons que, par rapport aux femmes admises entre 15 et 24 ans (la catégorie de référence), les immigrantes admises entre 25 et 34 ans et celles de 35 ans ou plus sont toujours moins à risque d'avoir un premier enfant. Par contre, l'ampleur de l'effet pour ces deux groupes de femmes plus vieilles reste relativement similaire, entre 10% et 15% plus petit que la catégorie de référence tout dépendamment du modèle, et significativement plus faible ( $p < 0,001$ ) par rapport aux femmes admises entre 15 et 24 ans. Par conséquent, il semble que plus jeune une immigrante arrive au Canada, plus il est probable qu'elle donnera naissance à un enfant. Il n'y a pas une différence importante entre les deux



groupes de femmes plus vieilles pour l'arrivée du premier enfant en sol canadien, soit celles admises entre 25 et 34 ans (dans le modèle 4, risque relatif 0,888 ;  $p < 0,001$ ) et celles admises avec 35 ou plus (dans le modèle 4, risque relatif 0,848 ;  $p < 0,001$ ).

Les modèles 2, 3a et 3b, soutiennent aussi notre *hypothèse 2*. Ces modèles montrent que le statut matrimonial à l'admission semble avoir un effet majeur pour expliquer l'occurrence de naissances d'enfants. Sans surprise, les immigrantes qui arrivent mariées présentent un risque plus élevé (dans les modèles 2, 3a et 3b, les risques relatifs pour les célibataires à l'admission et divorcées, séparées ou veuves à l'admission, par rapport les mariées à l'admission, sont toujours inférieur à 1 et  $p < 0,001$ ). Cependant, comme nous avons vu dans le graphique 30, les femmes arrivant célibataires tendent à rattraper la fécondité du premier enfant au fil des années. Le fait d'arriver mariée n'est pas le plus important pour expliquer le risque d'avoir le premier enfant parce que la relation entre les membres du couple peut se briser. Dans le modèle 4, nous observons que le fait d'être mariée l'année d'avant (la catégorie de référence) est toujours plus important pour expliquer le risque d'avoir un premier enfant. Cela veut dire que l'introduction des variables qui changent dans le temps a un pouvoir prédictif plus important que la variable de statut matrimonial à l'admission (dans le modèle 4, les risques relatifs pour les célibataires à l'admission et divorcées, séparées ou veuves à l'admission, par rapport les mariées à l'admission, sont toujours supérieurs à 1 et  $p < 0,001$ ). Nous constatons également dans le modèle 4 que les femmes qui sont séparées, divorcées ou veuves à l'admission peuvent retrouver, par le biais de l'immigration, une nouvelle trajectoire matrimoniale qui les amène à avoir un risque plus élevé d'avoir un premier enfant que celles qui sont mariées à l'admission. De cette façon, les parcours d'intégration socioéconomique (le statut matrimonial l'année d'avant, le statut d'activité professionnelle de la femme l'année d'avant, le statut d'activité professionnelle du conjoint l'année d'avant et le quartile de revenu l'année d'avant) semblent toujours avoir un pouvoir explicatif très important. Par exemple, dans le modèle 4, les célibataires l'année d'avant présentent un risque relatif de 0,133 ( $p < 0,001$ ) et les divorcées, séparées ou veuves l'année d'avant ont un risque relatif de 0,274 ( $p < 0,001$ ).

Étonnamment, nous avons découvert que, comparativement aux femmes avec un baccalauréat (la catégorie de référence et le groupe le plus populaire, comme nous l'observons au graphique 11), les immigrantes avec une maîtrise et un doctorat (les plus éduquées) ont un

risque plus élevé d'avoir le premier enfant. Peut-être que ces dernières ont atteint un niveau d'éducation qu'elles jugent approprié avec leurs propres attentes et sont plus susceptibles à se lancer dans la maternité. Pour celles qui n'ont pas de diplôme postsecondaire ou encore qui n'ont qu'un certificat ou diplôme postsecondaire, elles semblent avoir un risque plus petit (dans le modèle 2, risques relatifs inférieurs à 1 et  $p < 0,001$  pour ces deux groupes), mais, quand nous introduisons les variables qui changent dans le temps, elles semblent être plus susceptibles que la catégorie de référence (dans le modèle 4, risques relatifs supérieurs à 1 et, respectivement,  $p < 0,001$  et  $p < 0,01$ ). Ainsi, la voie d'intégration socioéconomique au Canada semble avoir un rôle explicatif plus important pour les femmes avec un certificat ou un diplôme non universitaire et celle avec aucun diplôme postsecondaire parce que nous observons une inversion dans la direction des risques relatifs pour ces deux groupes, par rapport aux femmes qui ont un baccalauréat à l'admission. Cela signifie que l'intégration socioéconomique au Canada est un facteur qui favorise plus la fécondité pour les immigrantes qui n'ont pas de diplôme postsecondaire ou encore qui n'ont qu'un certificat ou diplôme postsecondaire que pour les immigrantes ayant un baccalauréat, une maîtrise ou un doctorat à l'admission.

Avant d'introduire nos variables qui changent dans le temps, nous avons l'impression que les femmes avec un baccalauréat sont plus à risque d'avoir le premier enfant que les deux autres groupes avec un niveau d'éducation inférieur. Par contre, nous remarquons que l'inversion de direction des risques relatifs (dans les modèles 3b et 4, de 0,919 à 1,014 et de 0,965 à 1,052), qui n'arrive pas pour les immigrantes avec une maîtrise ou un doctorat, doit être dû au fait que notre choix d'utiliser le revenu familial et nos autres variables qui changent dans le temps soit promoteur. Ce résultat est une autre indication que l'*hypothèse 2* se confirme. La stabilité financière au sein du ménage semble favoriser la venue d'enfants. Alors que nous contrôlons pour l'intégration socioéconomique avec nos variables qui changent dans le temps, les femmes moins éduquées peuvent se retrouver dans une relation qui favorise l'arrivée d'un premier enfant. Le partenaire doit jouer un rôle comme principale source de revenus et, même si cette femme rencontre des difficultés d'intégration économique, elle peut donner naissance à son enfant parce que son mari ou conjoint de fait sera la plus importante source de revenus. Ainsi, ces femmes avec un plus faible niveau d'éducation semblent apporter plus à la fécondité du premier enfant que les immigrantes admises avec un baccalauréat.

Le quartile de revenus familiaux avant taxes durant l'année d'avant semble avoir une relation directe avec le risque d'avoir un premier enfant. Les familles les plus riches (quatrième quartile) sont 26% plus à risque (modèle 4, risque relatif 1,263,  $p < 0,001$ ) comparativement aux familles qui se trouvent dans le premier quartile ou qui ne déclarent aucune source de revenus dans l'année précédente. Ensuite celles qui se trouvent au troisième quartile sont environ 13% plus à risque (risque relatif 1,128,  $p < 0,001$ ) par rapport aux familles plus pauvres ou qui ne déclarent aucune source de revenus dans l'année précédente. Enfin, celles au deuxième quartile sont seulement 5% plus à risque (risque relatif 1,053,  $p < 0,001$ ) d'avoir un premier enfant comparativement aux familles au premier quartile ou qui ne déclarent aucune source de revenus dans l'année précédente.

Ensuite, les résultats concernant l'activité professionnelle de la femme montrent que les travailleuses autonomes, travailleuses mixtes et celles qui ne présentent aucune déclaration de revenus l'année précédente ont moins de chance d'avoir un enfant que les immigrantes salariées au cours de l'année précédente. Les femmes qui ont un conjoint travailleur autonome n'ont pas une probabilité significativement différente de celles dont le conjoint est salarié. Par contre, avoir un conjoint travailleur mixte augmente significativement la probabilité de donner naissance à un premier enfant (risque relatif 1,086,  $p < 0,001$ ). Ces conjoints ont peut-être une plus grande souplesse dans leurs horaires et sont peut-être plus disponibles pour l'arrivée du premier enfant. Cependant, nous ne pouvons pas assumer totalement cette interprétation parce qu'aucune mesure du nombre d'heures travaillées par semaine n'est disponible dans la DAL. Probablement que cela est une variable souhaitable à considérer lors d'une nouvelle analyse. Par contre, et sans surprise, les femmes qui ont des conjoints qui ne produisent pas de déclaration de revenus ou dont le conjoint est inconnu dans l'année précédente semblent moins inclinées à avoir un enfant (risque relatif 0,816 et  $p < 0,001$ ) comparativement aux femmes dont le conjoint est salarié. Cela peut signifier qu'une certaine stabilité professionnelle du conjoint pourrait être associée à la naissance d'un enfant.

Dans le modèle 2, la connaissance des langues officielles à l'admission nous amène à penser que les femmes qui ne parlent que le français ou aucune des langues ont toujours une probabilité plus grande d'avoir un premier enfant par rapport à celles qui parlent seulement l'anglais (la catégorie de référence). À partir de l'ajout de la région de provenance, de la cohorte

d'admission, de la langue maternelle et de la province d'admission dans le modèle 3a (le restant de nos variables fixes dans le temps), nous voyons aussi que la différence entre celles qui parlent les deux langues et celles qui parlent seulement anglais disparaît. L'effet redevient significatif au modèle 3b, mais reste faible dans le modèle 4 (risque relatif de 1,018,  $p < 0,5$ ).

Les anglophones et les francophones présentent dans tous les modèles des risques relatifs aux allophones inférieurs à 1 ( $p < 0,001$ ). Ainsi, en ce qui concerne la dynamique de la naissance du premier enfant après l'admission au Canada, les allophones sont plus à risque d'avoir un premier enfant que les autres immigrantes.

En ce qui concerne la région de provenance, notre *hypothèse 3*, on trouve des résultats similaires à ceux déjà observés par d'autres chercheurs au Québec (Street, 2009; Street et Laplante, 2014) et on renforce l'idée qu'étudier n'importe quel phénomène associé à l'immigration au Canada par pays ou région de provenance est un incontournable. Par rapport aux femmes de l'Europe, des États-Unis et de l'Océanie (notre catégorie de référence), les immigrantes de l'Afrique du Nord présentent toujours un risque plus élevé d'avoir un premier enfant (au modèle 4, risque relatif 2,003,  $p < 0,001$ ) et sont suivies par celles de l'Afrique Subsaharienne (aussi au modèle 4, risque relatif 1,664,  $p < 0,001$ ) et aussi par celles de l'Asie du Sud-Est, de l'Ouest et du Sud (toujours modèle 4, risque relatif 1,410,  $p < 0,001$ ). Les Latino-Américaines et Caribéennes semblent aussi être plus à risque de déclarer un premier enfant (modèle 4, risque relatif 1,130,  $p < 0,001$ ). Pour les femmes de l'Asie centrale et orientale, nous observons un changement dans la direction de la relation lorsque nous introduisons les variables qui changent dans le temps. Cela veut dire qu'elles passent d'être moins à risque et deviennent plus à risque que celles de la catégorie de référence à partir du moment où nous ajoutons les variables de l'intégration socioéconomique. Encore une fois, ce résultat renforce notre *hypothèse 2* que l'immigration a un effet de perturbation et une bonne intégration socioéconomique favorise la fécondité, mais à différents niveaux. En observant les changements des rapports de risque entre les modèles 3a et 4, nous constatons que l'ajout de nos variables qui changent dans le temps augmente l'écart de probabilité d'avoir un premier enfant pour les immigrantes de toutes les régions par rapport aux femmes de l'Europe, des États-Unis et de l'Océanie. Encore une fois, c'est l'intégration socioéconomique qui explique ces résultats.

Le fait de déclarer au moins un enfant né avant l'admission semble amener l'immigrante à être plus à risque d'avoir un premier enfant après l'admission. Malgré la diminution de l'intensité de l'effet lorsqu'on ajoute d'autres variables, le fait d'avoir déclaré au moins un enfant né avant l'admission reste toujours très significatif ( $p < 0,001$  dans tous les modèles). Il semble que les femmes qui ont déjà un enfant vont continuer leur parcours fécond et avoir leur premier enfant en sol canadien.

Nous remarquons un effet de cohorte prononcé. Les immigrantes plus récentes (2010-2014) sont toujours moins à risque d'avoir un premier enfant que celles qui se trouvent depuis plus longtemps sur le territoire canadien. Cela pourrait être dû au fait que les premières n'ont pas encore eu un séjour au pays assez long pour avoir leurs enfants, mais vont les avoir quelques années plus tard. Par contre, dans le tableau 9, nous avons testé ces résultats en analysant les cohortes avec la même durée de séjour de cinq ans ou moins. Remarquons les différences : dans le tableau 9, au modèle 4, la cohorte 2010-2014 présente un risque relatif à la cohorte 2000-2004 (notre catégorie de référence) de 0,720 ( $p < 0,001$ ) ; par contre, avec la même durée de séjour, la cohorte 2005-2009 a un risque relatif à la catégorie de référence de 1,108 ( $p < 0,001$ ). Ceux-ci révèlent qu'un effet de cohorte semble exister, car chaque cohorte présente un comportement nettement différent de l'autre. C'est-à-dire que les femmes arrivées entre 2005 et 2009 semblent être plus à risque d'avoir un premier enfant que la cohorte des immigrantes admises en 2000-2004. Nous remarquons que ce résultat est vraiment impressionnant puisque nous contrôlons par les mêmes variables toutes nos variables à l'étude. Soulignons que, dans le modèle 4, nous contrôlons par toutes nos variables d'intégration socioéconomique (le statut matrimonial l'année d'avant, le statut d'activité de professionnelle de l'immigrante l'année d'avant, le statut d'activité professionnelle du conjoint l'année d'avant et le quartile de revenu familial l'année d'avant). Ainsi, en contrôlant pour ces variables, les femmes de la cohorte d'admission de 2005-2009 se trouvent plus à risque d'avoir un premier enfant que celles de la cohorte admise en 2000-2004. La cohorte 2010-2014 est toujours moins à risque d'avoir un premier enfant que la cohorte 2000-2004.

La province d'admission paraît avoir un petit pouvoir prédictif qui peut être lié aux situations économiques et sociales spécifiques dans chacune des provinces, mais que malheureusement nous ne mesurons pas. Les valeurs des propriétés immobilières par rapport

aux salaires, l'accès aux garderies et aux écoles ainsi que les différents programmes d'aide sociale par le biais de la contribution parentale entre autres, sont des caractéristiques sociétales qu'il aurait été intéressant de mesurer, mais auquel nous n'avons pas accès dans le cadre du présent mémoire. Dans les modèles 3a, 3b et 4, par rapport à l'Ontario (la catégorie de référence), le Québec et les autres provinces ou territoires (Alberta, Île-du-Prince-Édouard, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, Nunavut, Territoires du Nord-Ouest et Yukon) présentent toujours des risques relatifs significatifs et supérieurs à 1. Donc, c'est au Québec et aux autres provinces et territoires où les immigrantes se trouvent le plus à risque de déclarer un premier enfant. En Colombie-Britannique, les femmes sont toujours moins à risque d'avoir un premier enfant qu'en Ontario (modèles 3a, 3b et 4, risque relatifs inférieurs à 1,  $p < 0,001$ ). Les femmes qui ne soumettent aucune déclaration de revenus dans leurs premières années de séjour (par conséquent, nous ne savons pas dans quelle province elles se sont installées en premier lieu) présentent une inversion de la direction du risque : dans le modèle 3b, par rapport Ontario, risque relatif de 0,748 ( $p < 0,001$ ) ; dans le modèle 4, risque relatif de 1,125 ( $p < 0,001$ ). Probablement que ces femmes ne savaient pas que le Canada incite la déclaration de revenus par le biais de politiques de restitution de l'impôt pour ceux qui n'ont pas de source de revenus ou qui se trouvent à faible revenu. Au fur et à mesure que plusieurs parmi ces femmes s'intègrent au marché d'emploi, elles passent à présenter des déclarations et, étant donné que l'intégration socioéconomique favorise la fécondité, la même chose se passe pour ce niveau de la variable après l'ajout des variables qui changent dans le temps (un autre indice qui confirme notre *hypothèse 2*). Nos variables qui changent dans le temps ont également un niveau « inconnu » pour les femmes qui ne font pas une déclaration de revenus dans l'année d'avant. Mais, éventuellement, elles présenteront une déclaration. Dans la construction de la variable de la province d'établissement, nous avons pris en considération seulement la déclaration dans l'année même d'admission. Il y a probablement donc quelques immigrantes qui vont soumettre plus tard (quelques ans après l'admission) des déclarations de revenus et, de cette façon, on est donc capable d'observer l'inversion de direction pour les rapports de risque.

**Tableau 9. Risques relatifs des immigrantes admises entre 15 et 44 ans d'avoir un premier enfant au Canada, test évaluant toutes les cohortes dont la durée de séjour est au maximum de 5 ans**

	Modèle 4		Modèle 4 (suite)
<b>Catégorie d'immigration</b>		<b>Cohorte d'admission</b>	
Demandeuse principale	1	2000-2004	1
Épouse ou personne à charge	0.766***	2005-2009	1.108***
Regroupement familial	1.275***	2010-2014	0.720***
Refugiée	0.989	<b>Langue maternelle</b>	
<b>Age</b>	1.908***	Allophone	1
<b>Age2</b>	0.989***	Anglophone	0.893***
<b>Groupe d'âge à l'admission</b>		Francophone	0.902***
15 à 24 ans	1	<b>Province d'admission</b>	
25 à 34 ans	0.852***	Ontario	1
35 ans ou plus	0.870***	Québec	1.110***
<b>Niveau d'éducation à l'admission</b>		Colombie-Britannique	0.972***
Baccalauréat	1	Autres provinces ou territoires	1.050***
Aucun diplôme postsecondaire	1.039***	Inconnu	1.139***
Certificat ou diplôme non universitaire	1.072***	<b>Statut matrimonial l'année d'avant</b>	
Maîtrise ou doctorat	1.061***	Marié ou en union civile	1
<b>Langues officielles</b>		Célibataire	0.142***
Anglais	1	Divorcée, séparée ou veuve	0.261***
Français	1.175***	Statut matrimonial inconnu	0.292***
Les deux	1.000	<b>Activité professionnelle l'année d'avant</b>	
Aucune	1.133***	Salariée	1
<b>Déclare au moins un enfant avant l'admission</b>		Autonome	0.864***
Non ou inconnu	1	Mixte	0.845***
Oui	1.049***	Statut professionnel inconnu	1.041***
<b>Statut matrimonial à l'admission</b>		<b>Activité professionnelle du conjoint l'année d'avant</b>	
Marié ou en union civile	1	Salarié	1
Célibataire	0.980**	Autonome	1.016
Divorcée, séparée ou veuve	1.166***	Mixte	1.089***
<b>Région de provenance</b>		Statut professionnel inconnu ou conjoint inconnu	0.869***
Europe, États-Unis et Océanie	1	<b>Quartile de revenu familial l'année d'avant</b>	
Asie du centre et de l'est	1.056***	Premier ou inconnu	1
Asie du sud-est, ouest et sud	1.492***	Deuxième	1.051***
Afrique du nord	2.093***	Troisième	1.100***
Afrique subsaharienne	1.742***	Quatrième	1.167***
Amérique latine et Caraïbes	1.115***	<b>Nombre d'individus</b>	957940

Où \*\*\* p<0.001, \*\* p<0.01, \* p<0.05

Source : Banque de données administratives longitudinales

### **3.3.2. Résultats pour la naissance du deuxième enfant en sol canadien**

Dans cette section, nous avons l'intention de souligner les résultats plus importants du tableau 8 et surtout remarquer les différentes dynamiques trouvées sur la naissance du deuxième enfant par rapport à celle du premier enfant. D'abord, nous devons soulever le fait que l'arrivée d'un premier enfant est déjà un événement relativement rare et que, par conséquent, l'arrivée d'un deuxième enfant l'est encore plus parce que, logiquement, pour déclarer un deuxième enfant l'immigrante doit d'abord avoir déclaré un premier.

Rappelons que, pour le risque d'avoir le premier enfant présenté dans le tableau 7, l'ajout de nos variables d'intégration socioéconomique, celles qui changent dans le temps, est toujours la cause des inversions de direction observées pour les immigrantes qui :

1. N'ont aucun diplôme postsecondaire ;
2. Ont un certificat ou diplôme non universitaire à l'admission ;
3. Sont célibataires à l'admission ;
4. Sont divorcées, séparées ou veuves à l'admission ;
5. Sont originaires de l'Asie du centre et de l'Est ;
6. Et dont on ne connaît pas la province d'admission parce qu'elles n'ont pas présenté une déclaration de revenus dans l'année même d'admission.

Par contre, pour le deuxième enfant, on a seulement deux inversions qui se produisent dans deux moments différents :

1. Pour les immigrantes admises avec un certificat ou diplôme non universitaire, lorsque nous transitons entre les modèles 2 et 3a, c'est-à-dire, quand nous ajoutons les variables de région de provenance, cohorte d'admission, langue maternelle et province d'admission ;
2. Pour les femmes d'Amérique Latine et Caraïbe, c'est l'ajout de nos variables d'intégration socioéconomique (entre les modèles 3b et 4) qui renverse la direction, c'est-à-dire, quand nous tenons compte des variables qui changent dans le temps, les Latino-Américaines vont sembler être plus à risque d'avoir un deuxième enfant que les



femmes de l'Europe, des États-Unis et de l'Océanie. Cependant, le risque relatif est seulement 3% plus important et légèrement significatif ( $p < 0,05$ ).

Selon nos résultats présentés au tableau 8 (modèles 1, 2, 3a, 3b et 4) pour les catégories d'immigration, notre *hypothèse 1* se confirme aussi pour le deuxième enfant. Nous trouvons une grande variabilité des risques de déclarer un deuxième enfant par catégorie d'admission. Par contre, encore une fois, aucune de nos *sous-hypothèses* ne se vérifie. Les candidates à la réunification familiale sont toujours plus à risque d'avoir un deuxième enfant que les demandeuses principales (la catégorie de référence). Les épouses ou personnes à charge sont aussi toujours moins à risque. Mais, contrairement à ce qui a été trouvé pour le premier enfant, il semble que les réfugiées qui ont déclaré un premier enfant sont plus à risque de déclarer un deuxième enfant que les demandeuses principales.

Nous trouvons aussi, dans tous les modèles, que les immigrantes admises entre 15 et 24 ans (la catégorie de référence) sont toujours plus à risque d'avoir un deuxième enfant que les autres. Ainsi, nous pouvons dire que plus jeune une femme arrive au Canada, plus grand sera sa probabilité d'avoir un deuxième enfant. Ceci est une autre nuance importante que nous exposons dans notre recherche : plus jeune une femme arrive au Canada, plus large est sa fenêtre d'opportunité d'avoir des enfants. La densité du risque d'avoir un deuxième enfant monte jusqu'aux âges de 33 et 34 ans et, ensuite, elle descend. Ainsi, le temps passé sur le territoire canadien nous semble être un facteur prépondérant pour expliquer la fécondité.

Contrairement à ce que nous observions pour la dynamique du premier enfant après avoir contrôlé par nos variables d'intégration socioéconomique (tableau 7, modèle 4), les femmes admises célibataires sont moins à risque d'avoir un deuxième enfant (tableau 8, modèle 4, risque relatif de 0,885,  $p < 0,001$ ) que les femmes mariées (aucune inversion ne se produit entre les modèles 3b et 4 dans le tableau 8). Cela pourrait s'expliquer par le fait que lorsqu'une immigrante arrive célibataire dans la société, l'adaptation et l'insertion sociale font partie de la construction d'un réseau jusqu'à ce qu'elle trouve un conjoint potentiel avec lequel elle est prête à fonder une famille. Cela prend du temps et plus le temps passe, plus la probabilité d'avoir des enfants diminue. Une autre explication possible est que ces femmes sont plus indépendantes sur le plan

professionnel. Un premier enfant satisfait la volonté d'être mère et un deuxième bébé peut être perçu comme un concurrent avec une carrière professionnelle compétitive. Pour les femmes admises divorcées, séparées ou veuves, elles semblent être moins à risque d'avoir un deuxième enfant que les femmes mariées ou en union civile, mais la différence cesse d'être significative lorsque nous ajoutons les variables qui changent dans le temps (tableau 8, modèle 4).

Il n'y a pas de différence significative entre les femmes avec un baccalauréat et celles n'ayant aucun diplôme postsecondaire avant le modèle 4. Comme on avait déjà vu au tableau 6, les femmes les plus éduquées à l'admission sont aussi plus à risque d'avoir le deuxième enfant.

En ce qui concerne les quartiles de revenu familial avant taxes, les résultats vont dans la même direction et avec des marques d'intensité similaires à ce que nous avons trouvé déjà pour le premier enfant : plus la famille est riche plus les chances d'avoir des enfants sont grandes ; plus elle est pauvre, plus la probabilité diminue.

Un autre résultat diffère de celui observé pour la naissance d'un premier enfant : les travailleuses autonomes l'année précédente sont plus à risque d'avoir un deuxième enfant que les salariées (risque relatif de 1,131,  $p < 0,001$ ). De plus, celles avec un statut professionnel inconnu l'année précédente ont un risque plus élevé d'avoir un deuxième bébé (risque relatif de 1,751,  $p < 0,001$ ). En outre, le fait qu'une immigrante ait un conjoint travailleur autonome (risque relatif de 1,145,  $p < 0,001$ ) ou mixte (risque relatif de 1,201,  $p < 0,001$ ) l'année d'avant augmente considérablement le risque par rapport à celles dont les conjoints sont des salariés. Peut-être que l'arrivée d'un deuxième enfant demande un changement dans la répartition des tâches familiales et, en ce sens, un conjoint avec plus de flexibilité dans la journée de travail semble être un inducteur important du deuxième enfant.

En ce qui concerne la connaissance des langues officielles du Canada, la seule différence entre la dynamique du premier et du deuxième enfant est le fait que, après l'ajout de nos variables qui changent dans le temps, il n'y a aucune différence significative qui reste entre les immigrantes qui parlent anglais et celles qui parlent les deux langues (modèle 4, risque relatif 0,987,  $p > 0,05$ ). Les immigrantes qui ne parlent aucune des deux langues officielles ont toujours une probabilité plus grande d'avoir le deuxième enfant que celles qui parlent seulement l'anglais (risques relatifs inférieurs à 1 dans modèle 3a, 3b et 4,  $p < 0,001$ ).

Contrairement à ce que nous avons vu dans le tableau 7, les résultats du tableau 8 montrent que les allophones sont moins à risque d'avoir un deuxième enfant que les francophones et les anglophones. Ce résultat est surprenant parce que nous faisions l'hypothèse que les allophones seraient plus à risque d'avoir un premier et un deuxième enfant que les autres. Cependant, il semble qu'elles sont seulement plus à risque d'avoir un premier enfant, mais moins à risque d'avoir un deuxième que les anglophones et les francophones.

La région de provenance présente aussi différents comportements qui sont intéressants à soulever. Par exemple, les Latino-Américaines et Caribéennes semblent être moins à risque d'avoir un deuxième enfant que le groupe des immigrantes originaires d'Europe, des États-Unis et de l'Océanie, la catégorie de référence (modèles 3a et 3b, 0,911,  $p < 0,001$ ). Cependant, on observe une inversion de la relation qui demeure légèrement significative au modèle 4 (risque relatif de 1,03,  $p < 0,05$ ). Les immigrantes de l'Asie centrale et orientale, qui semblaient plus à risque d'avoir un premier enfant dans le modèle 4 du tableau 7, présentent un risque toujours plus petit de déclarer un deuxième enfant par rapport à la catégorie de référence (modèles 3a, 3b et 4 dans le tableau 8). Pour les autres immigrantes d'Afrique du Nord, d'Afrique Subsaharienne et d'Asie du Sud-Est, de l'Ouest et du Sud, le risque d'avoir un deuxième enfant est toujours plus élevé que le groupe des immigrantes originaires d'Europe, des États-Unis et de l'Océanie. L'hypothèse 3 est attestée une autre fois.

Nous remarquons aussi un changement de direction entre les tableaux 7 et 8 chez les femmes qui déclarent au moins un enfant avant leur arrivée par rapport à celles qui n'en ont pas ou ne l'ont pas déclaré. Quand nous analysons les femmes qui déclarent au moins un enfant né avant l'admission, elles vont être toujours plus à risque d'avoir un premier enfant au Canada. Cependant, pour le deuxième enfant né au Canada, les immigrantes qui déclarent avoir des enfants nés avant l'admission sont moins à risque d'avoir un deuxième enfant né au Canada que les femmes qui n'ont pas déclaré avoir d'enfant né avant l'admission (tableau 8, modèles 2, 3a, 3b et 4,  $p < 0,005$ ). Comme la fécondité est un événement rare, une immigrante qui a déjà un enfant a encore moins de risques d'en avoir un deuxième après son admission (ce qui serait au moins un troisième enfant pour elle).

Nous remarquons également qu'il semble y avoir un effet de cohorte non négligeable, à savoir que les personnes admises entre 2005 et 2009 présentent un risque plus élevé d'avoir un

deuxième bébé par rapport à celles admises entre 2000 et 2004. Celles devenues résidentes permanentes entre 2010 et 2014 vont toujours avoir un risque plus petit. Dans le tableau 10, nous avons testé ces résultats en analysant toutes les cohortes avec la même durée de séjour de cinq ans ou moins. Remarquons les différences : dans le tableau 10, la cohorte 2010-2014 présente un risque relatif à la cohorte 2000-2004 (notre catégorie de référence) de 0,512 ( $p < 0,001$ ) ; la cohorte 2005-2009 a un risque relatif à la catégorie de référence de 1,109 ( $p < 0,001$ ). Ainsi, les femmes admises plus récemment au Canada semblent avoir une propension plus petite à contribuer à la croissance naturelle du pays que les immigrantes admises antérieurement. On peut donc supposer que les immigrantes plus récentes n'auront probablement jamais autant d'enfants que les cohortes plus anciennes, mais elles peuvent nous contredire et rattraper encore leur fécondité.

Dans le tableau 8 (modèles 3a, 3b et 4), la province d'admission montre que, par rapport à l'Ontario (la catégorie de référence), le Québec et les autres provinces ou territoires (Alberta, Île-du-Prince-Édouard, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, Nunavut, Territoires du Nord-Ouest et Yukon) présentent toujours des risques relatifs très significatifs ( $p < 0,001$ ) et supérieurs à 1. Donc, c'est au Québec et aux autres provinces et territoires où les immigrantes se trouvent le plus à risque de déclarer un deuxième enfant. En Colombie-Britannique, les femmes sont toujours moins à risque d'avoir un deuxième enfant qu'en Ontario (modèles 3a, 3b et 4, risque relatifs inférieurs à 1,  $p < 0,001$ ). Encore une fois, les valeurs des propriétés immobilières par rapport aux salaires, l'accès aux garderies et aux écoles ainsi que les différents programmes d'aide sociale par le biais de la contribution parentale entre autres, sont des caractéristiques sociétales qu'il aurait été intéressant de mesurer, mais auquel nous n'avons pas accès dans le cadre du présent mémoire.

Les femmes qui ne soumettent aucune déclaration de revenus dans leurs premières années de séjour (par conséquent, nous ne savons pas dans quelle province elles se sont installées en premier lieu) ne présentent plus une inversion de la direction du risque comme on avait trouvé dans la transition entre le modèle 3b et 4 pour la probabilité de déclarer un premier enfant. Dans la construction de la variable de la province d'établissement, nous avons pris en considération seulement la déclaration dans l'année même d'admission. Donc, au fur et à mesure que plusieurs parmi ces femmes s'intègrent au marché d'emploi et passent à faire leurs rapports d'impôts, il

semble qu'elles vont être toujours moins à risque d'avoir un deuxième enfant (tableau 8, modèles 3a, 3b et 4, risques relatifs toujours inférieurs à 1,  $p < 0,001$ ). Donc, ce résultat est surprenant et contredit notre *hypothèse 2* qu'une fois bien installées au Canada, les immigrantes vont être plus susceptibles d'avoir des enfants. Il semble que l'intégration économique favorise l'arrivée du premier enfant, mais pas du deuxième.

**Tableau 10. Risques relatifs des immigrantes admises entre 15 et 44 ans d'avoir un deuxième enfant au Canada, test évaluant toutes les cohortes dont la durée de séjour est au maximum de 5 ans**

	Modèle 4		Modèle 4 (suite)
<b>Catégorie d'immigration</b>		<b>Cohorte d'admission</b>	
Demandeuse principale	1	2000-2004	1
Épouse ou personne à charge	0.731***	2005-2009	1.109***
Regroupement familial	1.460***	2010-2014	0.512***
Refugiée	1.766***	<b>Langue maternelle</b>	
<b>Age</b>	1.766***	Allophone	1
<b>Age2</b>	0.990***	Anglophone	1.193***
<b>Groupe d'âge à l'admission</b>		Francophone	1.254***
15 à 24 ans	1	<b>Province d'admission</b>	
25 à 34 ans	0.907***	Ontario	1
35 ans ou plus	0.792***	Québec	1.028*
<b>Niveau d'éducation à l'admission</b>		Colombie-Britannique	0.981
Baccalauréat	1	Autres provinces ou territoires	1.255***
Aucun diplôme postsecondaire	1.142***	Inconnu	0.846***
Certificat ou diplôme non universitaire	1.114***	<b>Statut matrimonial l'année d'avant</b>	
Maîtrise ou doctorat	1.043**	Marié ou en union civile	1
<b>Langues officielles</b>		Célibataire	0.108***
Anglais	1	Divorcée, séparée ou veuve	0.233***
Français	1.076***	Statut matrimonial inconnu	0.104***
Les deux	0.934***	<b>Activité professionnelle l'année d'avant</b>	
Aucune	1.158***	Salariée	1
<b>Déclare au moins un enfant avant l'admission</b>		Autonome	1.394***
Non ou inconnu	1	Mixte	0.763***
Oui	0.526***	Statut professionnel inconnu	2.189***
<b>Statut matrimonial à l'admission</b>		<b>Activité professionnelle du conjoint l'année d'avant</b>	
Marié ou en union civile	1	Salarié	1
Célibataire	0.754***	Autonome	1.173***
Divorcée, séparée ou veuve	0.844***	Mixte	1.221***
<b>Région de provenance</b>		Statut professionnel inconnu ou conjoint inconnu	0.957**
Europe, États-Unis et Océanie	1	<b>Quartile de revenu familial l'année d'avant</b>	
Asie du centre et de l'est	0.783***	Premier ou inconnu	1
Asie du sud-est, ouest et sud	1.293***	Deuxième	1.320***
Afrique du nord	2.171***	Troisième	1.299***
Afrique subsaharienne	2.257***	Quatrième	1.234***
Amérique latine et Caraïbes	0.966	<b>Nombre d'individus</b>	957940

Où \*\*\* p<0.001, \*\* p<0.01, \* p<0.05

Source : Banque de données administratives longitudinales

## Discussion et conclusion

Les chercheurs qui étudient la vie féconde des immigrantes font face à deux défis méthodologiques importants. Premièrement, l'échantillon d'immigrantes observé dans le pays de destination constitue un groupe sélectionné et probablement pas représentatif du pays d'origine. Deuxièmement, les chercheurs font face à un manque de données de qualité et dont les effectifs sont assez élevés pour avoir un nombre d'observations suffisant permettant de répondre de manière appropriée à certaines des questions de recherche courantes sur le terrain (Alicia Adsera et Ferrer, 2014). Dans cette étude, nous avons essayé de montrer qu'avec la mise à disposition de bases de données administratives comme la DAL, nous pouvons surmonter ces défis méthodologiques et pousser le débat un peu plus loin, sur la sélection et l'intégration des immigrants au Canada.

Dans cette recherche, nous avons testé comment la fécondité des immigrantes varie en fonction d'un système de sélection. À travers l'analyse des comportements féconds des immigrantes par catégorie d'admission, nous avons observé l'impact de l'effet de sélection d'immigrants sur les trajectoires fécondes. L'objectif du présent mémoire était d'identifier les déterminants du risque de déclarer un premier ou un deuxième enfant après l'admission d'une immigrante comme résidente permanente au Canada. De manière générale, nous avons évalué le virage vers une immigration économique faite à partir des années 2000. En particulier nous avons analysé l'effet de l'âge, de l'âge d'admission, de la durée du séjour, de la période d'admission, de la région de naissance, du niveau de scolarité, de la langue maternelle, de la connaissance des langues officielles du pays au moment de l'admission, de la province d'admission, du type d'union, de la profession et de celle du conjoint et du revenu familial avant taxes.

Nous voulions mettre en parallèle les deux objectifs de la politique d'immigration du pays qui consiste, d'une part, à favoriser l'intégration des immigrants et immigrantes au marché du travail et, d'autre part, à contribuer au maintien de la croissance de la population au Canada par l'immigration et par les naissances issues de ces migrantes. Rappelons que l'indice synthétique de fécondité du pays est très bas, de 1,54 enfants par femme au Canada en 2016 (Statistique Canada, 2018a).

Notre principale hypothèse de départ était que la catégorie d'immigration serait un bon prédicteur de la fécondité. Selon cette hypothèse, le fait de devenir une immigrante reçue par le Canada, dans une catégorie donnée, influencerait la fécondité des femmes mesurée ici par l'occurrence d'une ou de deux naissances. Nos résultats confirment cette hypothèse. Cependant, nous sommes surpris de constater que les épouses ou personnes à charge semblent avoir moins d'enfants que les femmes de toutes les autres catégories d'immigration. Peut-être qu'elles se trouvent dans une situation ayant moins de pouvoir décisionnel au sein de la famille; cette instabilité générerait une certaine insécurité qui les amènerait à avoir moins d'enfants. Une autre explication pourrait être qu'elles décident d'avoir moins d'enfants parce qu'elles ne comptent pas sur un réseau familial solide au Canada qui pourrait faciliter la garde et l'éducation de l'enfant; alors que c'est plus souvent le cas pour les demandeuses de la catégorie du regroupement familial qui bénéficient de la durée de séjour du parrain (un autre immigrant déjà sur le territoire ou un Canadien de naissance).

Il est également intéressant de noter que les immigrantes venues par regroupement familial ont un risque plus élevé d'avoir des enfants et contribuent ainsi plus aux naissances que les femmes des autres groupes d'immigration. En ce qui concerne la naissance d'un premier enfant, il n'est pas surprenant d'observer peu de différence entre les réfugiées et les demandeuses principales. Plusieurs recherches montrent que les réfugiés, comparativement aux natifs et aux autres catégories d'immigrants, connaissent des taux de chômage plus élevés (Bonikowska et Hou, 2017; Stein, 1981; Xue, 2008; Yssaad et Fields, 2018). Cette plus grande précarité de l'emploi et le risque accru de pauvreté vécu par les réfugiées les rendent moins enclines à donner naissance à des enfants.

De plus, au cours des dernières années le profil des immigrantes a changé. Nous remarquons que plus de femmes arrivent en tant qu'immigrantes économiques et qu'elles sont de plus instruites et plus âgées. Ce changement en vue d'une immigration pour répondre aux besoins économiques n'est pas sans conséquence sur les chances que les femmes aient des enfants.

Comme on a pu le voir, les deux groupes qui composent la catégorie économique dans notre analyse sont les immigrantes demandeuses principales et les épouses ou personnes à charge. Celles-ci semblent être toujours moins à risque de déclarer le premier ou le deuxième



enfant après l'admission que les immigrantes du regroupement familial ou les réfugiées. Ces deux derniers groupes sont constitués de femmes qui n'ont pas été admises au Canada par le biais d'une évaluation d'un potentiel d'intégration économique.

Les résultats pour les cohortes d'admission, dans les régressions de Cox, sont un autre indicateur de cette tendance. Les immigrantes admises plus récemment, entre 2010 et 2014, présentent un risque largement plus petit d'avoir un premier et un deuxième enfant que celles admises entre 2000 et 2009. Les changements majeurs apportés à la politique d'immigration du Canada se produisent dans les années 2000 avec l'adoption de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Ministère de la Justice, 2001). Celle-ci met l'accent sur la catégorie économique, les transformations s'accroissent surtout à partir des années 2010 avec le gouvernement conservateur de Stephen Harper (Corrigan, 2014; Elliott, 2012; Ibbitson, 2014; Mas, 2014). « The effort now, said Mr. Harper, is to shift the immigration system away from a "passive" operation that merely accepted people on a first-come, first-serve basis to one where newcomers are chosen according to how they can benefit Canada » (Chase, 2012, paragr. 13). Le Canada a fait des choix délibérés en sélectionnant des personnes dont le profil est censé être plus adaptable au marché du travail. Précisons qu'une partie de celles-ci représente la population étudiée dans le présent mémoire, soit les immigrantes admises au Canada ayant des âges entre 15 et 44 ans). Le pays est devenu de plus en plus exigeant dans le choix de ses immigrants en même temps que le gouvernement fédéral accorde aux provinces une plus grande répartition des responsabilités et de pouvoir de sélection des immigrants (Seidle, 2013). Cependant, même si nos résultats confirment que la cohorte la plus récente a tendance à avoir moins d'enfants (le résultat que nous attendions), nous ne pouvons pas attribuer une relation directement connectée aux modifications de la politique d'immigration pour trois raisons. Premièrement, les immigrantes les plus récentes ont moins de temps sur le territoire et pourraient rattraper leur fécondité à l'avenir ; deuxièmement, les effets de l'immigration ont tendance à être retardés (Freeman, 1995) et nous ne devrions pouvoir observer une consolidation des transformations que dans quelques années. Troisièmement, la crise économique de 2008 aurait pu provoquer des instabilités financières dans les familles et toucher principalement les immigrantes, notamment celles qui ont été admises comme résidentes permanentes il y a cinq ans ou moins. Le taux de

chômage de ces dernières pourrait être plus élevé par rapport aux natives (Yssaad et Fields, 2018).

Nos résultats montrent que les femmes plus éduquées ont une plus grande propension à avoir des enfants que les autres, même en tenant compte des autres variables (modèles 4 dans les tableaux 7 et 8). Cependant, les risques relatifs des niveaux d'éducation ne présentent jamais une différence supérieure à 10% par rapport à la catégorie de référence (baccalauréat). En d'autre mot, les différents niveaux d'éducation donnent au maximum une différence de 10% entre les risques relatifs, toutes choses étant égales par ailleurs et ceci pour le premier ou pour le deuxième enfant. L'âge reste toujours un facteur important vu qu'à chaque avancement d'une année les risques se réduisent d'environ 1%. Les femmes titulaires d'une maîtrise ou d'un doctorat semblent avoir un risque plus élevé d'avoir des enfants que les autres. Toutefois, la force prédictive du niveau d'éducation à l'admission ne se compare pas, par exemple, à celle de la cohorte. Aux mêmes âges, avec les mêmes niveaux d'instruction, les mêmes régions d'origine, les mêmes statuts matrimoniaux et langues maternelles, ayant ou non déclaré avoir eu des enfants avant l'admission, la cohorte 2010-2014 est beaucoup moins à risque d'avoir une ou deux naissances que les anciennes cohortes. Il se pourrait que les femmes de cette cohorte n'aient pas encore passé assez de temps dans le pays pour avoir eu la chance de vivre la naissance d'un enfant. Cependant, les tests présentés dans les tableaux 9 et 10 montrent que la cohorte 2010-2014 présenterait un risque nettement plus petit d'avoir un premier et un deuxième enfant que les autres cohortes. Notre conclusion avec ces résultats est que la cohorte 2010-2014 ne rattrapera probablement pas les niveaux de fécondité, déjà relativement peu élevés, observés chez les plus anciennes cohortes que nous avons étudiées.

Au Canada, l'attention accordée par les politiciens aux résultats économiques les a amenés à choisir des immigrants parmi ceux qui représentent un plus grand potentiel d'intégration sur le marché du travail. Les immigrantes et immigrants sélectionnés peuvent être attirés par le Canada, pays prospère et du respect des droits humains, offrant un potentiel au niveau de l'emploi, du logement, de la santé, de la culture et de la cohabitation d'immigrants d'origines variées. Une condition importante à une intégration est de participer à la vie économique du pays, ainsi les immigrantes et immigrants œuvrent comme ils le peuvent à leur réussite professionnelle et à celle de leurs enfants. Cependant, nous avons constaté que ce retournement

économique de la politique d'immigration du Canada attire un profil de femmes de plus en plus âgées qui, ayant passé plus de temps aux études, finissent par avoir une fenêtre d'opportunité pour avoir des enfants qui est plus réduite. Ainsi, ces immigrantes font face à des contraintes pouvant retarder l'arrivée des naissances après leur admission, d'autant plus si elles sont plus âgées.

La contradiction de cette constatation est qu'en fait, une bonne intégration sur le marché du travail semble souhaitable, car elle incite les familles à avoir des enfants. Nous avons mesuré cette intégration socioéconomique à partir des variables de statut matrimonial l'année précédente, le statut d'activité professionnelle de l'immigrante l'année d'avant, le statut d'activité professionnelle du conjoint l'année d'avant et le quartile de revenu familial l'année d'avant.

A partir des modèles explicatifs des comportements féconds des immigrantes, présentés dans le chapitre 1 (Alicia Adsera et Ferrer, 2014; Alicia Adsera et Ferrer, 2010, 2013; Street et Laplante, 2014), il nous semble que, au Canada, les modèles d'assimilation et de perturbation soient tous les deux en jeu. Pour rappel, selon le modèle d'assimilation, les personnes qui migrent en quittant un pays où le taux de fécondité est élevé auront, pendant une période après l'arrivée, plus d'enfants dans le pays d'accueil que les natifs de ce pays. Selon le modèle de perturbation, la fécondité diminue pendant les premières années et augmente par la suite dans la société d'accueil. Nous confirmons que les immigrantes du regroupement familial et les admises déjà mariées semblent attendre leur arrivée au Canada pour avoir des enfants. Cependant, la forme d'intégration au marché du travail joue un rôle déterminant dans le niveau de fécondité observé. Il apparaît qu'une bonne intégration économique de la famille dans son ensemble est un des facteurs prédictifs les plus importants pour la dynamique de la fécondité. Nous confirmons cela avec les résultats de la variable du niveau des revenus du ménage avant taxes l'année précédant la naissance de chaque enfant. Les ménages qui se trouvent dans une meilleure condition économique sont plus susceptibles d'intégrer un enfant dans leur parcours de vie. Par contre, lorsque la source de revenus est inconnue ou la ménage se trouve dans le premier quartile, nous observons que ces immigrantes sont moins portées à déclarer des enfants.

Néanmoins, des conditions spécifiques sont nécessaires pour que cela se réalise. La plus importante semble être de vivre en couple un an avant la naissance. De plus, la relation à

l'intérieur du couple peut aussi favoriser ou entraver les naissances. Par exemple, une femme plus orientée vers sa propre carrière professionnelle peut choisir d'avoir des enfants si elle trouve un conjoint avec une plus grande flexibilité dans les horaires de travail. Pour, par exemple, s'occuper d'aller chercher les enfants à la garderie, à un rendez-vous médical ou de s'occuper des repas. Cela s'avère être une interprétation sociologique possible des résultats pour la variable d'activité professionnelle du conjoint l'année d'avant la naissance. Lorsque les femmes poursuivent leur carrière, il semble que les coûts de la maternité augmentent parce que le temps consacré par les femmes à la maternité et à la garde des enfants entre en concurrence avec le temps consacré au travail (Bongaarts, 2002).

Par conséquent, il apparaît que le processus d'adaptation des immigrantes au marché du travail et les dynamiques sociales du pays d'accueil influencent le fait d'avoir ou non un ou plusieurs enfants après l'arrivée, ou la durée plus ou moins courte jusqu'à la naissance d'un enfant. Au fil du temps, elles peuvent modifier leurs intentions de fécondité afin d'optimiser le succès de l'intégration socioéconomique et d'adopter plus facilement les pratiques, les rôles et les types de relations dans la société d'accueil. Si le but principal d'une politique d'immigration est une intégration économique dans une société capitaliste occidentale qui recrute majoritairement des personnes ayant un profil d'indépendance économique et un niveau élevé d'adaptabilité, le Canada aura tendance à attirer des personnes qui répondent à cette logique.

Cependant, les prix et les coûts d'opportunité sont des facteurs qui peuvent influencer les intentions de fécondité d'une femme, immigrante ou native. Si une femme qui a un profil plus axé sur la progression dans sa propre carrière avec des revenus propres, ne trouve pas dans la dynamique du couple, ou dans la société, l'aide dont elle a besoin, elle n'aura probablement pas d'enfant ou limitera sa fécondité à la première naissance. Cela pourrait être interprété comme un moyen d'adaptation au contexte de la société d'accueil et donc correspondrait au modèle d'assimilation. Nos résultats vont dans le sens de cette affirmation : l'intégration économique de la femme semble favoriser l'arrivée du premier enfant, mais pas du deuxième. Nous pensons donc que d'autres recherches sont nécessaires pour mieux nuancer la différence de dynamique entre la naissance d'un premier et d'un deuxième enfant. Il nous semble que les immigrantes qui s'intègrent au marché du travail du Canada limitent leur fécondité à un enfant. Est-ce parce

qu'elle l'ont choisi ou parce qu'elles ont été « contraintes » par la réalité économique du pays ? Malheureusement, notre recherche n'a pas été en mesure de répondre à cette question.

Pour notre part de contribution critique à la politique de disponibilité des données pour l'analyse, il serait utile aux chercheurs que Statistique Canada réalise le jumelage de données administratives de déclarations de revenus avec les données de recensement et aussi d'état civil. Cela rendrait possible des comparaisons entre les immigrantes et les natives. Aussi, il serait utile pour mieux répondre aux questions de recherche sur les enjeux sociaux, démographiques et économiques que Statistique Canada rende disponible, dans les laboratoires pour l'analyse des données confidentielles du RCCDR, la totalité des informations qu'elle possède déjà et non pas une partie seulement des variables existantes. Par exemple, la date exacte de naissance des enfants et pas seulement l'année de naissance, aurait rendu notre analyse beaucoup plus précise. Nous serions en mesure de savoir si les naissances analysées dans ce mémoire se produisent, avec certitude, avant ou après l'arrivée des femmes sur le territoire canadien et aussi nous aurions été en mesure d'inférer des causalités directes.

De toute manière, les changements vers une immigration économique au Canada ont pour conséquence un vieillissement de l'âge à l'admission et une augmentation du niveau d'études des immigrantes plus récentes. Cela montre que l'augmentation des naissances, notamment par les immigrantes n'est pas une priorité du pays. Mais il semble que ce qui compte soit plutôt le fait d'avoir des personnes éduquées, qui pourront contribuer au bon fonctionnement de la société, notamment par l'intégration au marché d'emploi.

De plus, la faible croissance naturelle observée au Canada ces dernières années ne sera pas résolue par la fécondité des immigrantes simplement parce qu'elles n'auront pas assez d'enfants. Les facteurs susceptibles d'encourager les femmes, immigrantes ou non, à vouloir des enfants semblent liés à la dynamique d'intégration socioéconomique et du marché d'emploi du pays. Aussi, les caractéristiques intrinsèques des immigrantes sont importantes pour prédire une fécondité plus ou moins basse. La région d'origine reste une variable fondamentale de l'analyse de la fécondité. Mais il faut ajouter que la catégorie d'immigration a non seulement un symbolisme, mais représente également un projet pour ces immigrantes au Canada. Immigrer en tant que réfugiée signifie souvent survivre à une guerre. Arriver en tant qu'immigrante familiale permet une insertion plus rapide sur le marché matrimonial. Les immigrantes

économiques chercheront probablement d'abord la stabilité à un niveau économique qu'elles trouvent convenable pour ensuite penser aux enfants.

La question du temps disponible pour avoir des enfants demeure. Pour cette raison, une politique d'immigration visant à amener des personnes éduquées, en santé, parlant le français ou l'anglais, qui sont prêtes à se consacrer à leur emploi cinq jours par semaine, avec deux semaines de vacances par an, nous semble être en conflit avec sa deuxième vocation qui est de favoriser la croissance populationnelle du Canada à travers la fécondité des immigrantes.

En conclusion, nous devons dire que la politique d'immigration est telle une épée à double tranchant : à la fois, elle sélectionne les immigrantes en fonction de leur potentiel d'intégration économique, ce qui nous semble tout à fait souhaitable, mais ce sont justement les femmes admises par les biais de la catégorie économique (les demandeuses principales et les épouses ou personnes à charge) qui présentent une probabilité plus faible d'avoir des enfants. Bien que nous n'analysions que la fécondité des immigrantes, il nous semble que les mêmes enjeux socioéconomiques de la société canadienne que nous abordons dans cette recherche concernent également les natives. Peut-être, le Canada devrait essayer d'accorder une plus grande flexibilité aux heures de travail et de congé sans compromettre le revenu des ménages. Une telle mesure favoriserait probablement la fécondité sans compromettre les intérêts économiques du pays de profiter d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et prête à s'adapter aux changements du marché du travail et à la compétition internationale auquel le pays est confronté.

## Bibliographie

- Adsera, Alicia et Ferrer, A. (2010). Differences in fertility decisions of Canadian immigrant households. Dans T. McDonald, E. Ruddick, A. Sweetman et C. Worswich (dir.), *Canadian immigration: economic evidence for a dynamic policy environment* (p. 283-310). Montreal : McGill-Queen's University Press. Repéré à [http://www.mqup.ca/canadian-immigration-products-9781553392811.php?page\\_id=46](http://www.mqup.ca/canadian-immigration-products-9781553392811.php?page_id=46)
- Adsera, Alicia et Ferrer, A. (2013). The Fertility of Recent Immigrants to Canada. *Institute for the Study of Labor (IZA)*, 7289, 1-21.
- Adsera, Alicia et Ferrer, A. (2014). Immigrants and Demography: Marriage, Divorce, and Fertility, (7982), 1-69.
- Adsera, Alicia et Ferrer, A. (2016). The fertility of married immigrant women to Canada. *International Migration Review*, 50(2), 475-505.
- Allison, P. (2010). *Survival Analysis Using SAS: A Practical Guide* (Second). SAS Institute. Repéré à [https://www.sas.com/store/books/categories/usage-and-reference/survival-analysis-using-sas-a-practical-guide-second-edition/prodBK\\_61339\\_en.html](https://www.sas.com/store/books/categories/usage-and-reference/survival-analysis-using-sas-a-practical-guide-second-edition/prodBK_61339_en.html)
- Andersson, G. (2004). Childbearing after Migration: Fertility Patterns of Foreign-Born Women in Sweden. *International Migration Review*, 38(2), 747-774.
- Aydemir, A. et Robinson, C. (2006). *Return and onward migration among working age men*. Ottawa, Ontario.
- Aydemir, A. et Skuterud, M. (2004). Explication de la deterioration des gains au niveau d'entree des cohortes d'immigrants au Canada. *Statistique Canada*, 11F0019(225), 1-37.

- Barbi, E. (2008). How long do we live? Demographic models and reflections on tempo effects: An introduction. Dans E. Barbi, J. W. Vaupel et J. Bongaarts (dir.), *How Long Do We Live?* (p. 1-8). Berlin, Heidelberg : Springer Berlin Heidelberg. doi:10.1007/978-3-540-78520-0\_1
- Beaudoin, D. (2017, 4 août). Cette entente qui incite à traverser irrégulièrement la frontière | Les demandeurs d’asile. *ICI.Radio-Canada.ca*. Repéré 4 septembre 2018, à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1018824/entente-tiers-pays-surs-explication-debat-suspension>
- Becker, G. S. (1960). An Economic Analysis of Fertility. Dans U.-N. Bureau (dir.), . New York : Columbia University Press. Repéré à <http://www.nber.org/chapters/c2387>
- Bélanger, A. et Gilbert, S. (2003). *La fécondité des immigrantes et de leurs filles nées au Canada* (Rapport sur l’état de la population du Canada 2002) (p. 135-161). Ottawa, Canada : Statistique Canada. Repéré à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/91-209-X20020009227>
- Bibliothèque et Archives Canada. Loi concernant l’immigration au Canada (1976). Repéré à <https://quai21.ca/recherche/histoire-d-immigration/loi-sur-l-immigration-de-1976>
- Bibliothèque et Archives Canada. (2019, 22 février). Recensements. Repéré 22 février 2019, à <https://www.bac-lac.gc.ca/fra/recensements/Pages/recensements.aspx>
- Biles, J., Burstein, M. et Frideres, J. (dir.). (2008a). *Immigration and integration in Canada: in the twenty-first century*. Montreal et Kingston : McGill-Queen’s University Press.
- Biles, J., Burstein, M. et Frideres, J. (2008b). Introduction. Dans *Immigration and integration in Canada: in the twenty-first century*. (p. 3-18). Kingston : School of Policy Studies Queens’ University.



- Bloemraad, I. (2011, 22 septembre). The Debate Over Multiculturalism: Philosophy, Politics, and Policy. *migrationpolicy.org*. Repéré 15 février 2019, à <https://www.migrationpolicy.org/article/debate-over-multiculturalism-philosophy-politics-and-policy>
- Bloemraad, I. (2012). *Understanding « Canadian exceptionalism » in Immigration and Pluralism Policy* (p. 1-18). Washington, DC : Migration Policy Institute. Repéré à <https://www.migrationpolicy.org/research/TCM-canadian-exceptionalism>
- Bongaarts, J. (1999). The Fertility Impact of Changes in the Timing of Childbearing in the Developing World. *Population Studies*, 53(3), 277-289.
- Bongaarts, J. (2002). The End of the Fertility Transition in the Developed World. *Population and Development Review*, 28(3), 419-443. doi:10.1111/j.1728-4457.2002.00419.x
- Bongaarts, J. (2015). Modeling the fertility impact of the proximate determinants: Time for a tune-up. *Demographic Research*, 33(19), 535-560. doi:10.4054/DemRes.2015.33.19
- Bongaarts, J. et Feeney, G. (1998). On the Quantum and Tempo of Fertility. *Population and Development Review*, 24(2), 271-291. doi:10.2307/2807974
- Bongaarts, J. et Sobotka, T. (2012). A Demographic Explanation for the Recent Rise in European Fertility. *Population and Development Review*, 38(1), 83-120. doi:10.1111/j.1728-4457.2012.00473.x
- Bonikowska, A. et Hou, F. (2017). *Résultats sur le marché du travail des femmes ayant immigré au Canada à titre de personne à charge d'un demandeur principal de la catégorie de l'immigration économique* (p. 1-37). Ottawa, Canada : Statistique Canada. Repéré à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11f0019m/11f0019m2017390-fra.htm>

- Boubtane, E. et Dumont, J.-C. (2013). Immigration and economic growth in the OECD countries 1986-2006: A panel data analysis. *Documents de travail du Centre d'Economie de la Sorbonne*, 2013(13), 1-29.
- Boucher, A. (2008). Skill, Migration and Gender in Australia and Canada: The Case of Gender-based Analysis. *Australian Journal of Political Science*, 42(3), 383-401.
- Boucher, A. (2013). Bureaucratic control and policy change: a comparative venue shopping approach to skilled immigration in Australia and Canada. *Journal of Comparative Policy Analysis*, 15(4), 349-367.
- Bourbeau, R. (2002). L'effet de la « sélection d'immigrants en bonne santé » sur la mortalité canadienne aux grands âges. *Cahiers québécois de démographie*, 31(2), 249. doi:10.7202/000667ar
- Boyd, M. et Cao, X. (2009a). Immigrant Language Proficiency, Earnings, and Language Policies. *Canadian Studies in Population*, 36(1-2), 63-86. doi:10.25336/P6NP62
- Boyd, M. et Cao, X. (2009b). Immigrant Language Proficiency, Earnings, and Language Policies. *Canadian Studies in Population*, 36(1-2), 63-86. doi:10.25336/P6NP62
- Caarls, K. et Mazzucato, V. (2015). La migration internationale est-elle un facteur de divorce ? Les couples ghanéens au Ghana et à l'étranger. *Population*, 70(1), 135-161.
- Caldwell, J. C. (1980). Mass Education as a Determinant of the Timing of Fertility Decline. *Population and Development Review*, 6(2), 225-255. doi:10.2307/1972729
- Cameron, E. (2004). *Multiculturalism and Immigration in Canada*. Toronto : Canadian Scholar's Press. Repéré à <https://www.canadianscholars.ca/books/multiculturalism-and-immigration-in-canada>

- Challinor, A. E. C. A. E. (2011, 15 septembre). Canada's Immigration Policy: a Focus on Human Capital. *migrationpolicy.org*. Repéré 4 février 2019, à <https://www.migrationpolicy.org/article/canadas-immigration-policy-focus-human-capital>
- Chase, S. (2012, 10 novembre). Canada needs to get competitive to attract skilled immigrants: Harper -. *The Globe and Mail*. Journalism. Repéré 25 avril 2019, à <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/canada-needs-to-get-competitive-to-attract-skilled-immigrants-harper/article5179369/>
- Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada. (2018, 21 février). Statistiques sur les demandes d'asile. Repéré 22 février 2019, à <https://irb-cisr.gc.ca:443/fr/statistiques/asile/Pages/index.aspx>
- Conseil Canadien pour les Réfugiés. (2017). *L'âge des enfants à charge : informations pratiques* (p. 1-7). Repéré à <https://ccrweb.ca/sites/ccrweb.ca/files/age-enfants-a-charge-pratique.pdf>
- Cooke, L. P. (2004). The Gendered Division of Labor and Family Outcomes in Germany. *Journal of Marriage and Family*, 66(5), 1246-1259.
- Corrigan, E. C. (2014, 7 janvier). Harper government plans to make it harder to become a Canadian citizen |. *rabble.ca*. Journalism. Repéré 25 avril 2019, à <http://rabble.ca/news/2014/01/harper-government-plans-to-make-it-harder-to-become-canadian-citizen>
- Craig, L. et Siminski, P. (2011). If Men Do More Housework, Do Their Wives Have More Babies? *Social Indicators Research*, 101(2), 255-258. doi:10.1007/s11205-010-9644-1

- De Santis, G. (2003). The own-children method of fertility estimation in historical demography: a glance backward and a step forward. Dans *The own-children method of fertility estimation: applications in historical demography* (p. 11-26). Udine : Editrice Universitaria Udinese Srl.
- Elliott, L. (2012, 14 septembre). Kenney marks 20,000 immigrants under « experience » class. *CBC. Journalism*. Repéré 25 avril 2019, à <https://www.cbc.ca/news/politics/kenney-marks-20-000-immigrants-under-experience-class-1.1227746>
- Esping-Andersen, G. et Billari, F. C. (2015). Re-theorizing Family Demographics. *Population and Development Review*, 41(1), 1-31. doi:10.1111/j.1728-4457.2015.00024.x
- Freeman, G. P. (1995). Modes of Immigration Politics in Liberal Democratic States. *The International Migration Review*, 29(4), 881-902. doi:10.2307/2547729
- Frenette, M. et Morissette, R. (2003). Will they ever converge? Earnings of immigrant and Canadian-born workers over the last two decades. *Statistique Canada*, 11F0019MIE(215), 1-20.
- Girard, A. et Sercia, P. (2014). Les transformations des pratiques alimentaires d'immigrants allophones de la région de Montréal. *Diversité urbaine*, 14(1), 25-47. doi:<https://doi.org/10.7202/1027813ar>
- Goldscheider, F., Bernhardt, E. et Lappegård, T. (2015). The Gender Revolution: A Framework for Understanding Changing Family and Demographic Behavior. *Population and Development Review*, 41(2), 207-239. doi:10.1111/j.1728-4457.2015.00045.x
- Gouvernement du Canada. (2013, 15 février). Lois et règlements. Repéré 17 avril 2017, à <http://www.cic.gc.ca/francais/ministere/lois-reglements/index.asp>

- Gouvernement du Canada. (2019, 8 mars). Allocation canadienne pour enfants – Aperçu. Repéré 8 mars 2019, à <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/prestations-enfants-familles/allocation-canadienne-enfants-apercu.html>
- Government of Canada. (2016, 1 mars). Annual Report on the Operation of the Canadian Multiculturalism Act 2015-2016. Repéré 4 avril 2017, à <https://www.canada.ca/en/canadian-heritage/corporate/publications/plans-reports/annual-report-canadian-multiculturalism-act-2015-2016.html>
- Gregory, R. G. (2014). The Two-Step Australian Immigration Policy and its Impact on Immigrant Employment Outcomes. *IZA Discussion Paper*, (8061), 26.
- Hango, D. et Le Bourdais, C. (2009). The Effect of Education on Early Parenthood among Young Canadian Adults. *Canadian Studies in Population*, 36(3-4), 237-265. doi:10.25336/P67G9D
- Hango, D. W. et Le Bourdais, C. (2007). Early Union Formation in Canada: Links with Education. *European Journal of Population / Revue Européenne de Démographie*, 23(3-4), 339-368. doi:10.1007/s10680-007-9129-3
- Hill, L. E. (2004). Connections between U.S. Female Migration and Family Formation and Dissolution. *Migraciones Internacionales*, 2(3), 23.
- Hill, L. E. et Johnson, H. P. (2002). *Understanding the future of Californians' fertility: the role of immigrants*. San Francisco : Public Policy Institute of California.
- Hinkson, K. et Laframboise, K. (2017, 13 mars). Canadians divided when it comes to immigration, poll suggests. *CBC*. Repéré 4 septembre 2018, à <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/canadian-immigration-poll-quebec-1.4022664>

- Ibbitson, J. (2014, 16 décembre). Conservatives changed the nature of Canadian immigration. *The Globe and Mail*. Journalism. Repéré 25 avril 2019, à <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/how-conservatives-changed-the-nature-of-canadian-immigration/article22101709/>
- Immigration, Diversité et Inclusion Québec. (2019, 17 février). Connaître les conditions du Programme régulier des travailleurs qualifiés. Repéré 17 février 2019, à <https://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/travailleurs-permanents/conditions-requises/index.html>
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2007a, 31 mars). Admissibilité au Programme des travailleurs qualifiés (fédéral) (Entrée express). non disponible. Repéré 28 janvier 2019, à <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/immigrer-canada/entree-express/admissibilite/travailleurs-qualifies-federal.html>
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2007b, 31 mars). Parrainer les membres de votre famille pour qu'ils immigrerent au Canada. non disponible. Repéré 17 février 2019, à <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/immigrer-canada/parrainer-membre-famille.html>
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2008a, 19 juin). Fonctionnement du système canadien de protection des réfugiés. descriptions de services. Repéré 17 février 2019, à <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/refugies/role-canada.html>
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2008b, 17 septembre). Admissibilité à la catégorie de l'expérience canadienne (Entrée express). non disponible. Repéré 28 janvier

2019, à <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/immigrer-canada/entree-express/admissibilite/categorie-experience-canadienne.html>

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2012, 7 novembre). Est-ce que mon époux ou conjoint de fait et mes enfants à charge peuvent m’accompagner au Canada? Repéré 17 février 2019, à <http://www.cic.gc.ca/francais/centre-aide/reponse.asp?qnum=196&top=17>

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2017, 7 décembre). Immigrer au Canada. Repéré 17 février 2019, à <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/immigrer-canada.html>

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2018a, 12 mars). Évaluations de programmes — Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. *aem*. Repéré 28 février 2019, à <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/rapports-statistiques/evaluations.html>

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2018b, 29 août). Comparer tous les programmes Entrée express. Repéré 28 janvier 2019, à <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/immigrer-canada/entree-express/admissibilite/comparaison.html>

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2018c, 29 août). Les six critères de sélection — Programme des travailleurs qualifiés (fédéral) (Entrée express). non disponible. Repéré 26 avril 2019, à <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/immigrer-canada/entree-express/admissibilite/travailleurs-qualifies-federal/six-criteres-selection-travailleurs-qualifies-federal.html>

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2018d, 23 octobre). Immigrer en tant que candidat d'une province. *aem*. Repéré 28 janvier 2019, à <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/immigrer-canada/candidats-provinces.html>

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2019a). Demandes d'asile par année. descriptions de services. Repéré 18 février 2019, à <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/refugies/demandes-asile.html>

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2019b, 11 janvier). Fonctionnement du nouveau processus de parrainage des parents et des grands-parents. documents d'information. Repéré 22 février 2019, à <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2019/01/fonctionnement-du-nouveau-processus-de-parrainage-des-parents-et-des-grands-parents.html>

Ined. (2019a). Croissance démographique. *Ined - Institut national d'études démographiques*. Repéré 28 janvier 2019, à <https://www.ined.fr/fr/lexique/croissance-demographique/>

Ined. (2019b). Descendance finale. *Institut national d'études démographiques*. Repéré 26 avril 2019, à <https://www.ined.fr/fr/lexique/descendance-finale/>

Jedwab, J. (2008). Receiving and giving: how does the Canadian public feel about immigration and integration? Dans *Immigration and integration in Canada: in the twenty-first century* (p. 211-230). Montréal : McGill-Queen's University Press. Repéré à <http://www.mqup.ca/immigration-and-integration-in-canada-in-the-twenty-first-century-products-9781553392170.php>



- Kennedy, S., McDonald, J. T. et Biddle, N. (2006). *The Healthy Immigrant Effect and Immigrant Selection: Evidence from Four Countries*. McMaster University. Repéré à <https://ideas.repec.org/p/mcm/sedapp/164.html>
- Lacroix, J. (2014). *Le parcours en emploi des immigrantes sélectionnées au Québec : quelles différences avec leurs homologues masculins ?* (Maîtrise, Université de Montréal, Montreal). Repéré à [http://atrium.umontreal.ca/primos-explore/fulldisplay?docid=dspace\\_marxml1866%2F11135&context=L&vid=UM&lang=fr\\_FR&search\\_scope=Tout\\_sauf\\_articles&adaptor=Local%20Search%20Engine&tab=default\\_tab&query=any,contains,Julie%20Lacroix&sortby=rank&mode=Basic](http://atrium.umontreal.ca/primos-explore/fulldisplay?docid=dspace_marxml1866%2F11135&context=L&vid=UM&lang=fr_FR&search_scope=Tout_sauf_articles&adaptor=Local%20Search%20Engine&tab=default_tab&query=any,contains,Julie%20Lacroix&sortby=rank&mode=Basic)
- LaRochelle-Côté, S., Picot, G. et Myles, J. (2010). Remplacement du revenu pendant les années de retraite. *Statistique Canada*, 11(8), 13.
- Lesthaeghe, R. (2010). The unfolding story of the second demographic transition. *Population and Development Review*, 36(2), 211-251.
- Ley, D. et Heibert, D. (2001). Immigration policy as population policy. *The Canadian Geographer*, 45(1), 1-6.
- Macklin, A. (2013). *A Safe Country to Emulate? Canada and the European Refugee* (SSRN Scholarly Paper). Rochester, NY : Social Science Research Network. Repéré à <https://papers.ssrn.com/abstract=2355727>
- Mas, S. (2014, 21 novembre). Express entry immigration plan has plenty of unknowns for employers. *CBC. Journalism*. Repéré 25 avril 2019, à <https://www.cbc.ca/news/politics/express-entry-immigration-system-starts-jan-1-leaving-employers-uncertain-1.2842009>

- McDonald, P. (2000). Gender Equity in Theories of Fertility Transition. *Population and Development Review*, 26(3), 427-439. doi:10.1111/j.1728-4457.2000.00427.x
- McDonald, P. (2006). Low Fertility and the State: The Efficacy of Policy. *Population and Development Review*, 32(3), 485-510.
- Ministère de la Justice. Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (2001). Repéré à <https://laws.justice.gc.ca/fra/lois/I-2.5/TexteCompleet.html>
- Morency, J.-D. et Malenfant, É. C. (2014). *Variations de la fécondité au Canada selon diverses caractéristiques au recensement*. Communication présentée au CIQSS, Montreal. Repéré à [/presentation/variations-de-la-fecondite-au-canada-selon-diverses-caracteristiques-au-recensement](#)
- Osaze, E. D. (2017, 24 juillet). *The Non-Recognition or Devaluation of Foreign Professional Immigrants Credentials in Canada: The Impact on the Receiving Country (Canada) and the Immigrants* (York University, Toronto, Canada). Repéré à <https://yorkspace.library.yorku.ca/xmlui/handle/10315/34314>
- Pailhé, A. (2017). The convergence of second-generation immigrants' fertility patterns in France: The role of sociocultural distance between parents' and host country. *Demographic Research*, 36(45), 1361-1398. doi:10.4054/DemRes.2017.36.45
- Parrado, E. A. (2011). How High is Hispanic/Mexican Fertility in the United States? Immigration and Tempo Considerations. *Demography*, 48(3), 1059-1080.
- Phythian, K., Walters, D. et Anisef, P. (2009). Entry Class and the Early Employment Experience of Immigrants in Canada. *Canadian Studies in Population*, 36(3-4), 363-382.

- Picot, G. et Hou, F. (2015). *Immigration, faible revenu et inégalité des revenus au Canada: Quoi de neuf durant les années 2000?* Repéré à <http://www.deslibris.ca/ID/246291>
- Picot, G. et Lu, Y. (2017). Faible revenu chronique chez les immigrants au Canada et dans ses collectivités. *Ministre de l'Industrie*, 11F0019M(397), 47.
- Picot, G. et Swetman, A. (2011). Canadian Immigration Policy and Immigrant Economic Outcomes: Why the Differences in Outcomes between Sweden and Canada? *IZA Policy Paper*, 25, 1-27.
- Pouliot, G. et Julien, M. (2017, 13 mars). Une majorité de Canadiens exprime des craintes face à l'immigration. *ICI Radio-Canada.ca*. Repéré 4 septembre 2018, à <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/special/2017/03/sondage-crop/canadiens-tolerance-religion-immigrants-identite-culture/index.html>
- Reitz, J. G. (2011). Taxi Driver Syndrome. *Literary Review of Canada*, 19(02). Repéré à <https://reviewcanada.ca/magazine/2011/03/taxi-driver-syndrome/>
- Reitz, J. G. (2012). The Distinctiveness of Canadian Immigration Experience. *Patterns of Prejudice*, 46(5), 518-538.
- Reitz, J. G., Banerjee, R., Phan, M. et Thompson, J. (2009). Race, Religion, and the Social Integration of New Immigrant Minorities in Canada. *International Migration Review*, 43(4), 695-726.
- Renaud, J., Piché, V. et Godin, J.-F. (2003). L'origine nationale et l'insertion économique des immigrants au cours de leurs dix premières années au Québec. *Sociologie et sociétés*, 35(1), 165-184. doi:10.7202/008515ar
- Renzaho, A. et Dhingra, N. (2016). *Assessing the impact of post-migration lifestyle changes on migrant settlement trajectories* (rapport technique). Sydney : Western Sydney

University.

Repéré

à

[https://www.researchgate.net/publication/305154504\\_Assessing\\_the\\_impact\\_of\\_post-migration\\_lifestyle\\_changes\\_on\\_migrant\\_settlement\\_trajectories](https://www.researchgate.net/publication/305154504_Assessing_the_impact_of_post-migration_lifestyle_changes_on_migrant_settlement_trajectories)

Rollin, A. (2011). *Le revenu des immigrants qui entreprennent des études postsecondaires au Canada* (p. 15). Statistique Canada. Repéré à <https://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/2011003/article/11505-fra.htm>

Sardon, J.-P. (1990). Le remplacement des générations en Europe depuis le début du siècle. *Population*, 45(6), 947-967. doi:10.2307/1533559

Scalone, F. et Dribe, M. (2017). Testing child-woman ratios and the own-children method on Sweden census: Examples of indirect fertility estimates by socioeconomic status in a historical population. *Historical Methods*, 50(1), 16-29.

Seidle, F. L. (2013). *Canada's provincial nominee immigration programs: securing greater policy alignment*. Repéré à <http://www.deslibris.ca/ID/240647>

Sobotka, T. (2008). Overview Chapter 7: The rising importance of migrants for childbearing in Europe. *Demographic Research*, 19, 225-248. doi:10.4054/DemRes.2008.19.9

Statistics Canada. (2017, 25 octobre). The Daily — Immigration and ethnocultural diversity: Key results from the 2016 Census. Repéré 22 novembre 2018, à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/171025/dq171025b-eng.htm>

Statistics Canada. (2018, 17 août). Study: Immigrants who leave Canada. Repéré 17 août 2018, à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/060301/dq060301b-eng.htm>

Statistique Canada. (2011). Région de naissance des immigrants selon la période d'immigration, Canada, 2011. Repéré 13 décembre 2018, à <https://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-010-x/2011001/c-g/c-g02-fra.cfm>

Statistique Canada. (2014a, 17 septembre). Projections démographiques pour le Canada (2013 à 2063), les provinces et les territoires (2013 à 2038) : rapport technique sur la méthodologie et les hypothèses. Repéré 13 juin 2018, à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/91-620-x/2014001/chap05-fra.htm>

Statistique Canada. (2014b, 13 novembre). Fécondité : moins d'enfants, mères plus âgées. Repéré 13 décembre 2018, à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-630-x/11-630-x2014002-fra.htm>

Statistique Canada. (2016, 16 novembre). Programme du Recensement de 2016. Repéré 22 février 2019, à [https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/ref/dict/app-ann/a2\\_0-fra.cfm](https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/ref/dict/app-ann/a2_0-fra.cfm)

Statistique Canada. (2017a, 8 février). Guide du Recensement de la population, 2016 - Chapitre 2 – Historique du recensement. Repéré 22 février 2019, à <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/ref/98-304/chap2-fra.cfm>

Statistique Canada. (2017b, 14 juin). L'incidence du vieillissement de la population sur les taux d'activité du marché du travail. Repéré 13 août 2018, à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2017001/article/14826-fra.htm>

Statistique Canada. (2017c, 2 novembre). Banque de données administratives longitudinales (DAL). Repéré 13 août 2018, à [http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV\\_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=4107](http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=4107)

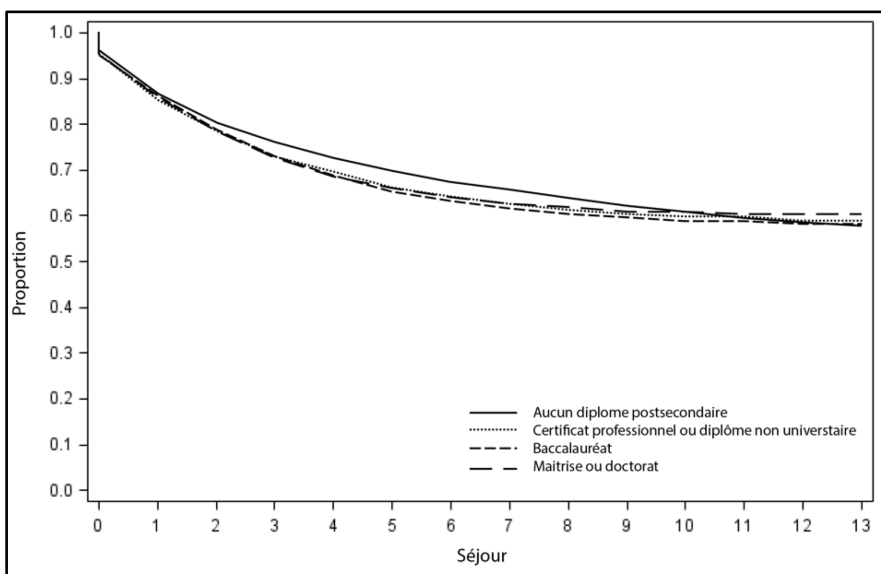
Statistique Canada. (2018a, 5 juin). Fécondité : aperçu, 2012 à 2016. Repéré 25 avril 2019, à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/91-209-x/2018001/article/54956-fra.htm>

- Statistique Canada. (2018b, 1 août). Statistique de l'état civil - Base de données sur les naissances. Repéré 26 avril 2019, à [http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV\\_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=3231](http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=3231)
- Statistique Canada. (2019, 22 février). Recensements du Canada 1665 à 1871 : Les Autochtones. Repéré 22 février 2019, à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/98-187-x/4151278-fra.htm>
- Stein, B. N. (1981). The Refugee Experience: Defining the Parameters of a Field of Study. *The International Migration Review*, 15(1/2), 320-330. doi:10.2307/2545346
- Street, M. C. (2009). *La fécondité des femmes immigrantes (1980-2006): une comparaison entre le Québec et le Canada*. Montréal, Qué. : Institut national de la recherche scientifique (INRS) - Urbanisation, Culture Société. Repéré à <http://www.deslibris.ca/ID/217764>
- Street, M. C. et Laplante, B. (2014). Pas plus élevée, mais après la migration ! Fécondité, immigration et calendrier de constitution de la famille. *Cahiers Québécois de Démographie*, 43(1), 35-68. doi:10.7202/1025490ar
- Torr, B. M. et Short, S. E. (2004). Second Births and the Second Shift: A Research Note on Gender Equity and Fertility. *Population and Development Review*, 30(1), 109-130. doi:10.1111/j.1728-4457.2004.00005.x
- Toulemon, L. (2004). Fertility among immigrant women: new data, a new approach. *Population & Societies*, (400), 4.
- Vanasse-Duhamel, D. (1973). Le processus de translation comme méthode d'analyse et de projection de la fécondité au Canada. *Bulletin de l'Association des démographes du Québec*, 2(1), 82-98. doi:<https://doi.org/10.7202/305731ar>

- Vang, Z. M., Sigouin, J., Flenon, A. et Gagnon, A. (2016). Are immigrants healthier than native-born Canadians? A systematic review of the healthy immigrant effect in Canada. *Ethnicity & Health*, 22(3), 1-33.
- Woldemicael, G. et Beaujot, R. (2012). Fertility Behavior of Immigrants in Canada: Converging Trends. *Journal of International Migration and Integration*, 13(3), 325-341. doi:10.1007/s12134-011-0199-z
- Wright, T. (2018, 20 août). Immigration: fini la loterie pour le regroupement familial. *Le Soleil*. Journalism. Repéré 25 avril 2019, à <https://www.lesoleil.com/actualite/politique/immigration-fini-la-loterie-pour-le-regroupement-familial-293be29627cfb3b3a826352903a48c0a>
- Xue, R. and C. C. (2008). *Initial Labour Market Outcomes: A Comprehensive Look at the Employment Experience of Recent Immigrants during the First Four Years in Canada* (Citizenship and Immigration Canada) (p. 1-34). Ottawa, Ontario. Repéré à <https://www.canada.ca/en/immigration-refugees-citizenship/corporate/reports-statistics/research/initial-labour-market-outcomes-comprehensive-look-employment-experience-recent-immigrants-first-four-years-canada.html>
- Yssaad, L. et Fields, A. (2018). *Les immigrants sur le marché du travail canadien : tendances récentes entre 2006 et 2017* (p. 1-25). Ottawa, Canada : Statistique Canada. Repéré à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-606-x/71-606-x2018001-fra.htm>

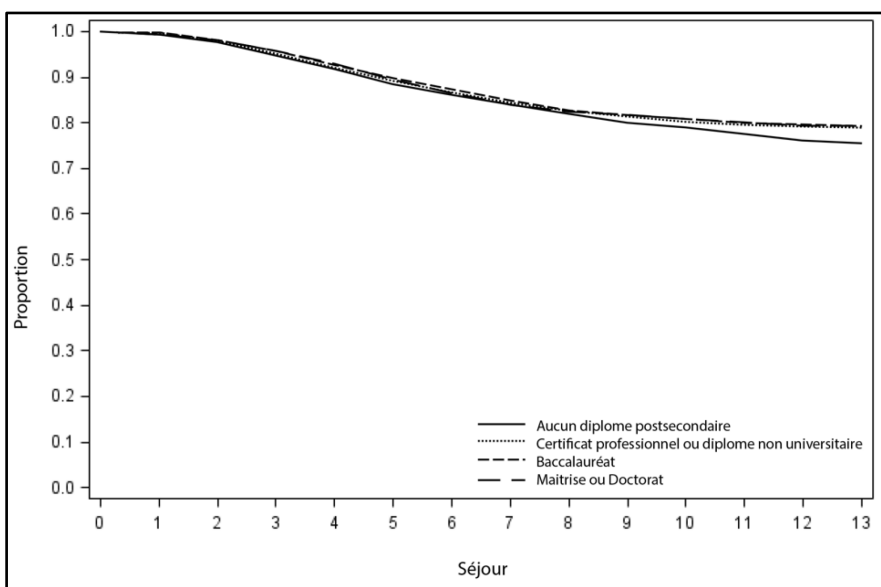
## Annexe I

**Graphique 32. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon le niveau d'éducation à l'établissement**



Source : Banque de données administratives longitudinales

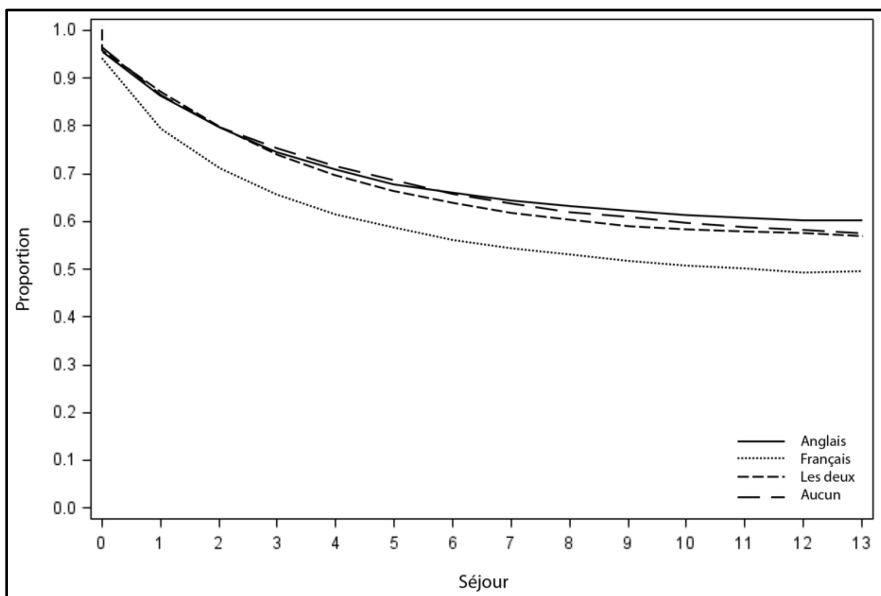
**Graphique 33. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon le niveau d'éducation à l'établissement**



Source : Banque de données administratives longitudinales

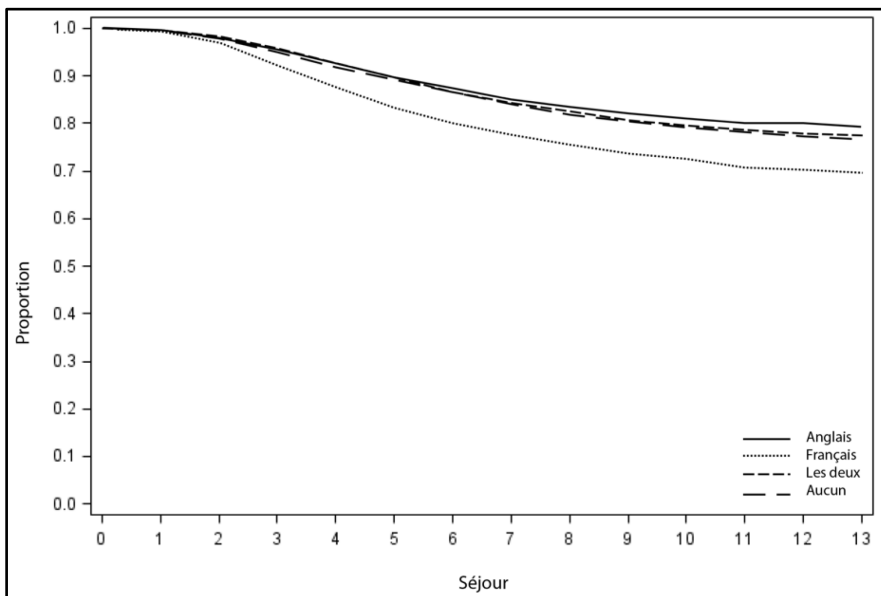


**Graphique 34. Proportion d'immigrants n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon la connaissance des langues officielles du Canada**



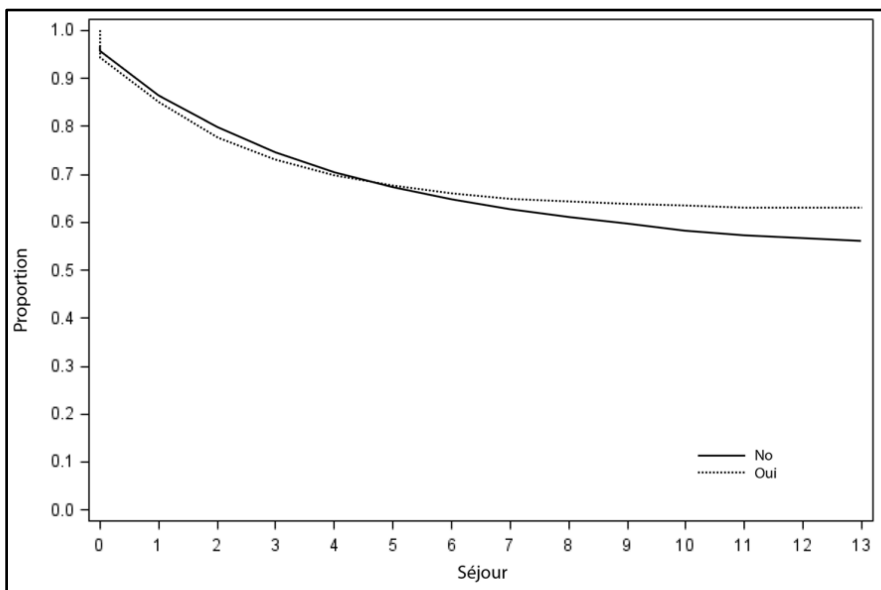
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 35. Proportion d'immigrants n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon la connaissance des langues officielles du Canada**



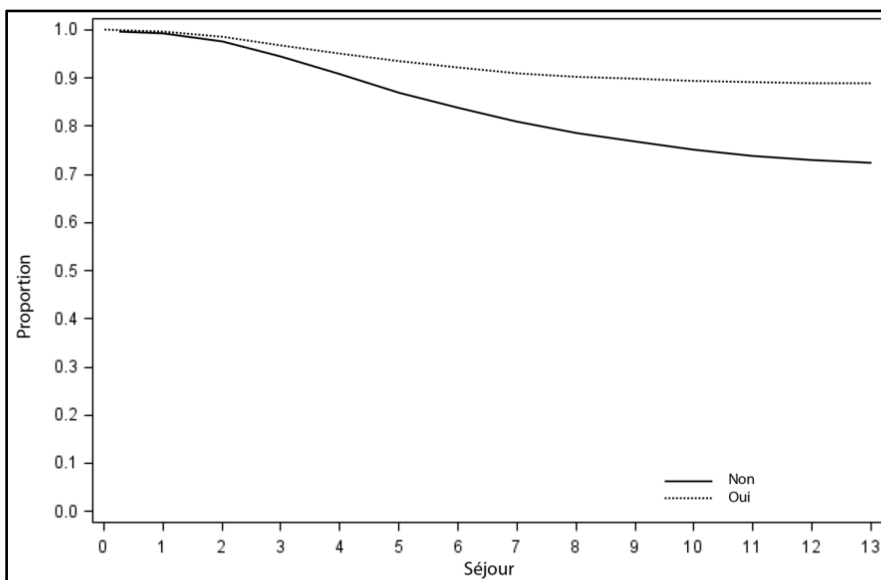
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 36. Proportion d'immigrants n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon le fait d'avoir déclaré avoir au moins un enfant avant l'établissement**



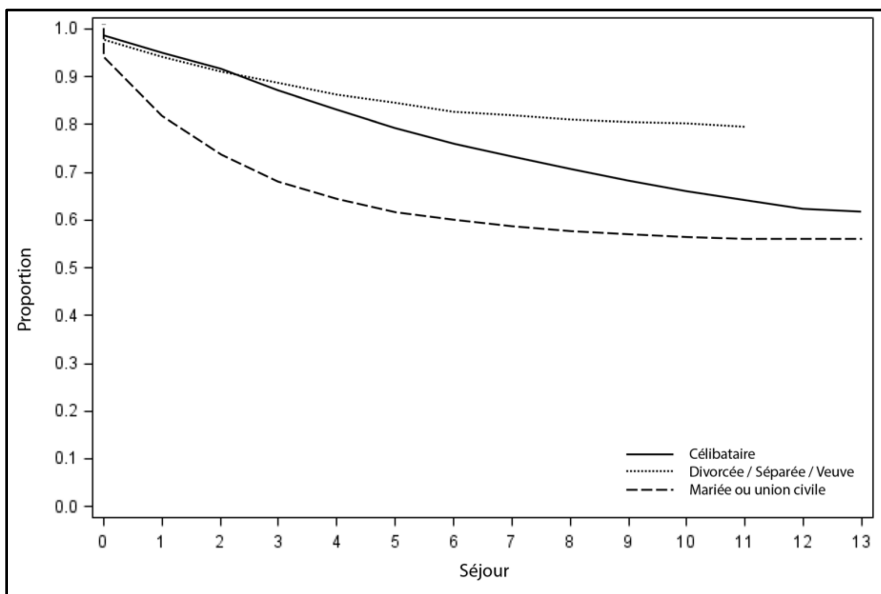
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 37. Proportion d'immigrants n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon le fait d'avoir déclaré avoir au moins un enfant avant l'établissement**



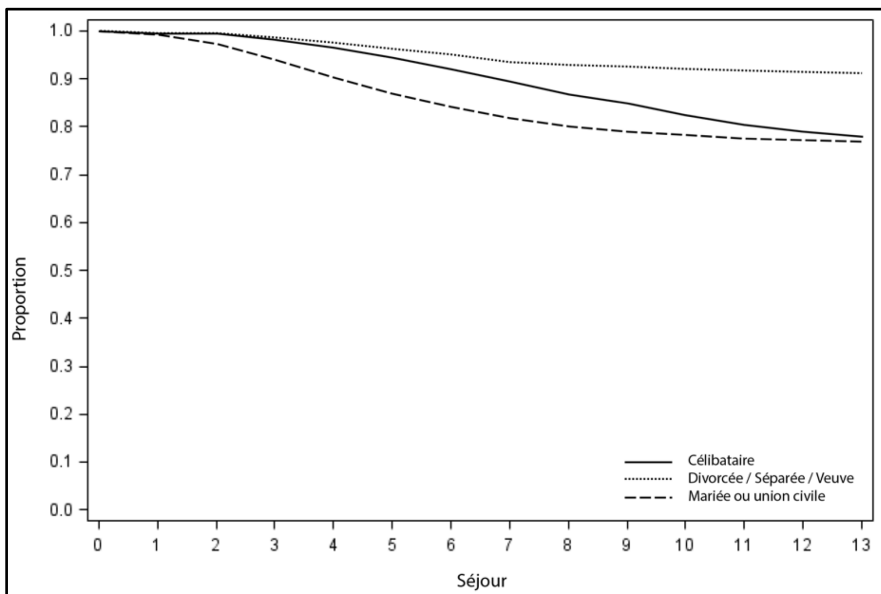
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 38. Proportion d'immigrants n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon le statut matrimonial à l'admission**



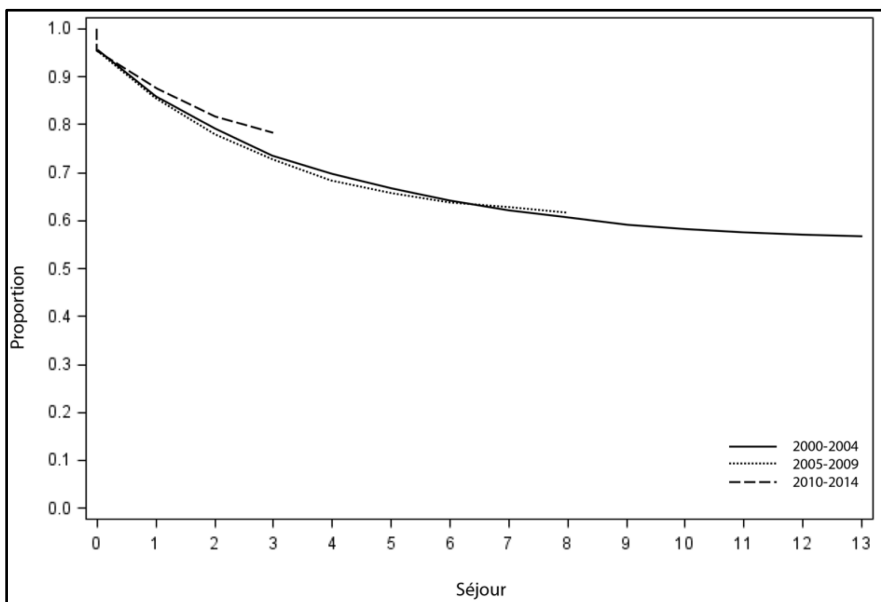
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 39. Proportion d'immigrants n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon le statut matrimonial à l'admission**



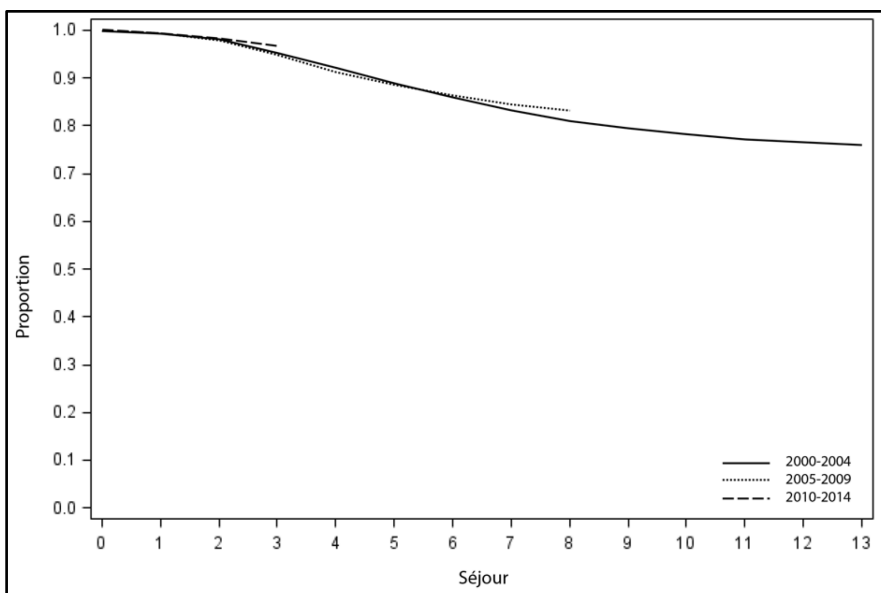
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 40. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon la cohorte**



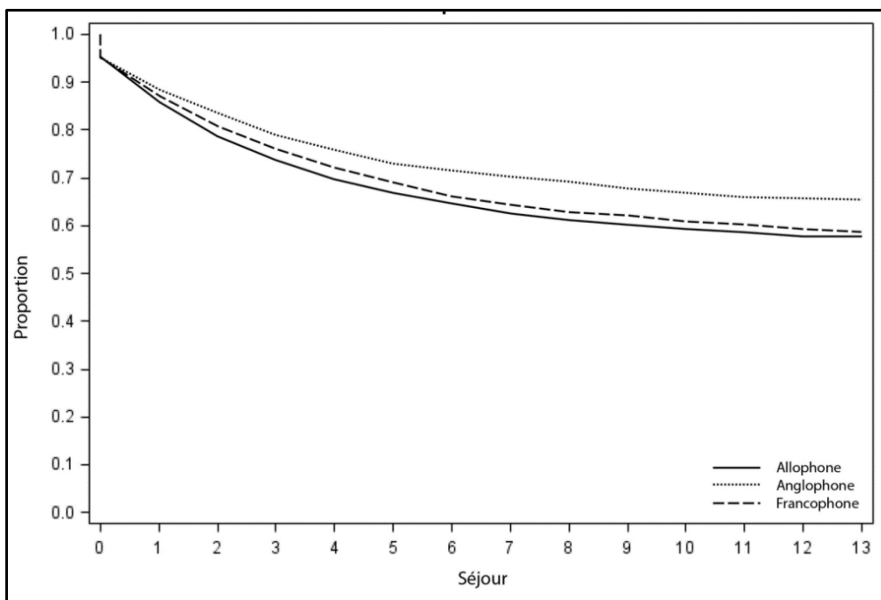
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 41. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon la cohorte**



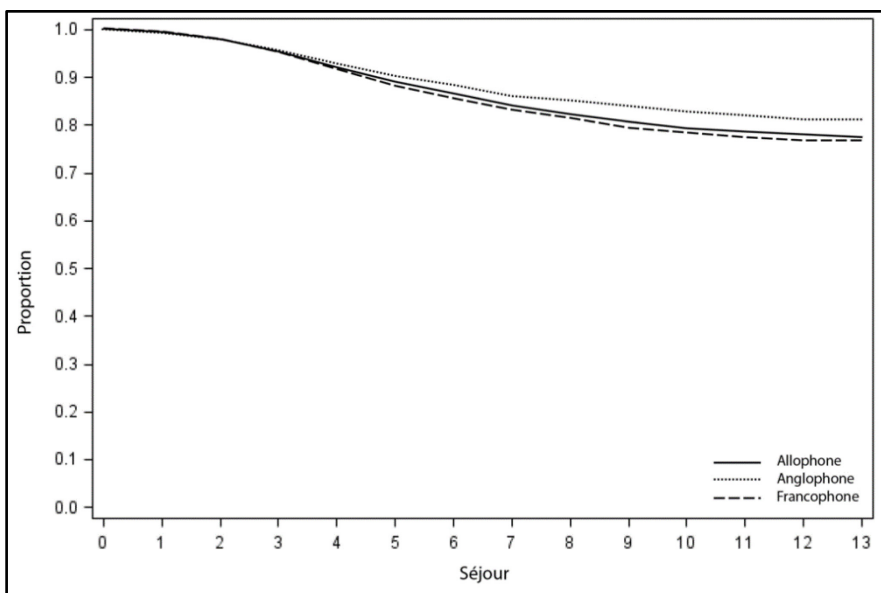
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 42. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon la langue maternelle**



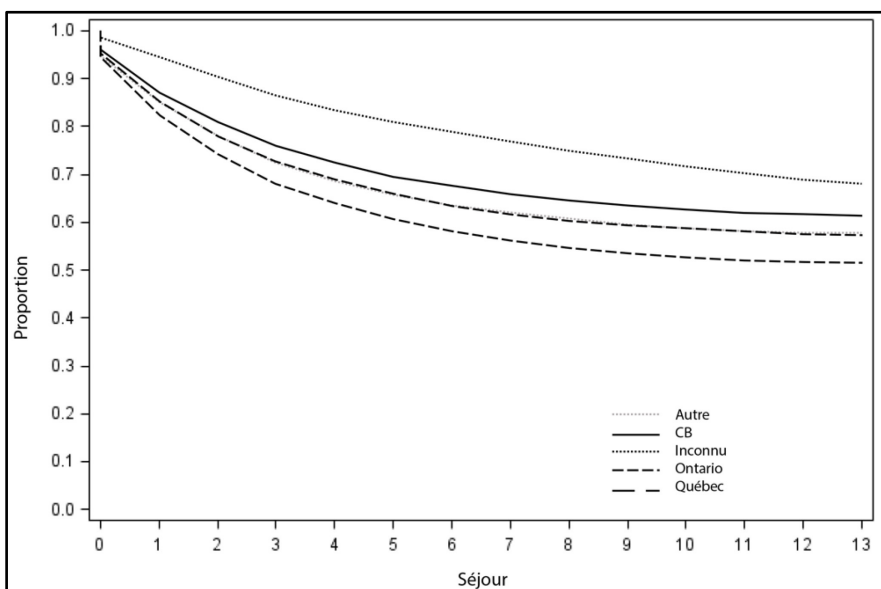
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 43. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon la langue maternelle**



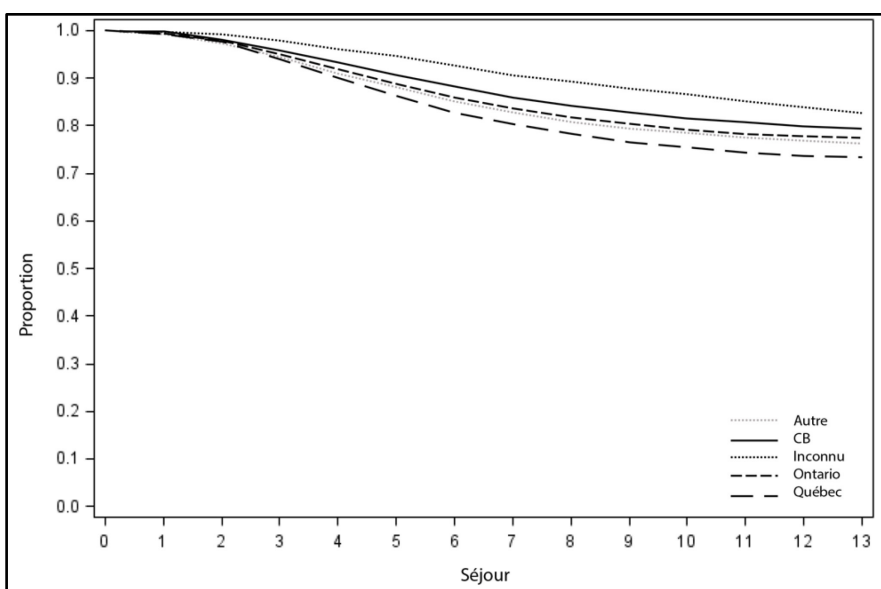
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 44. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon la province d'établissement**



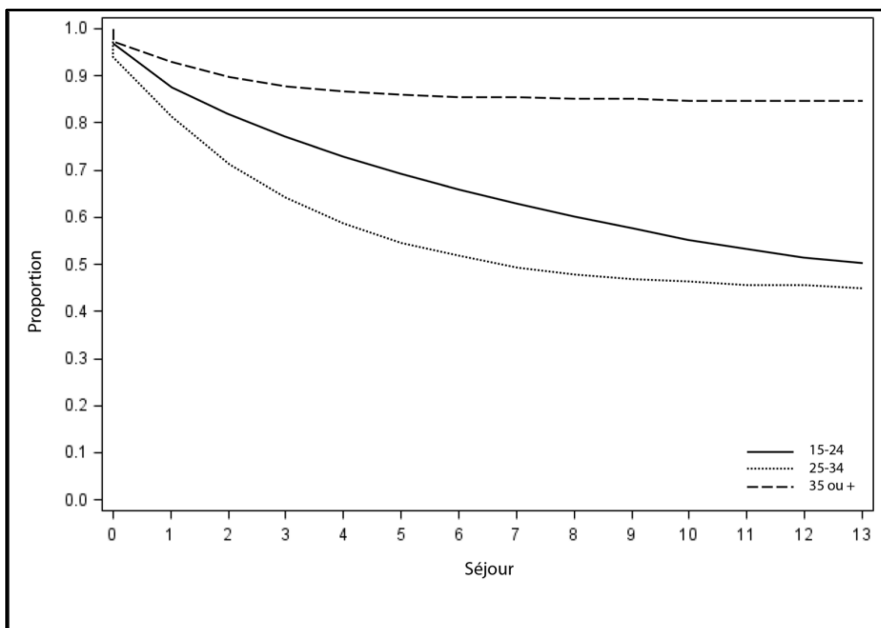
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 45. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon la province d'établissement**



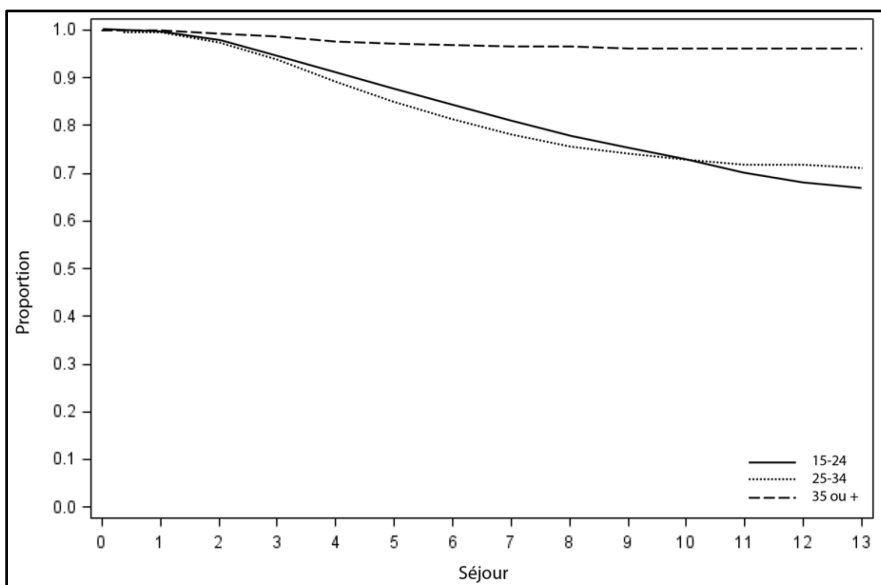
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 46. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon le groupe d'âge à l'établissement**



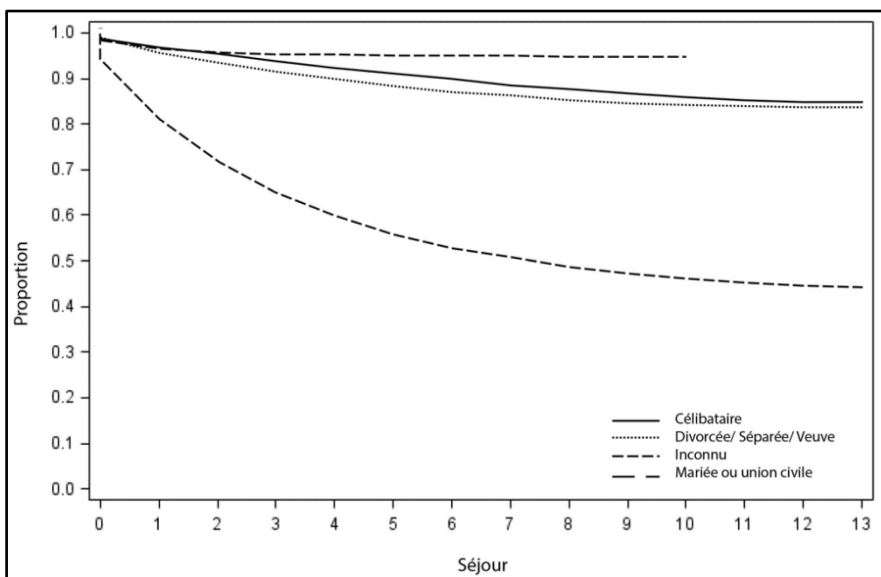
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 47. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon le groupe d'âge à l'établissement**



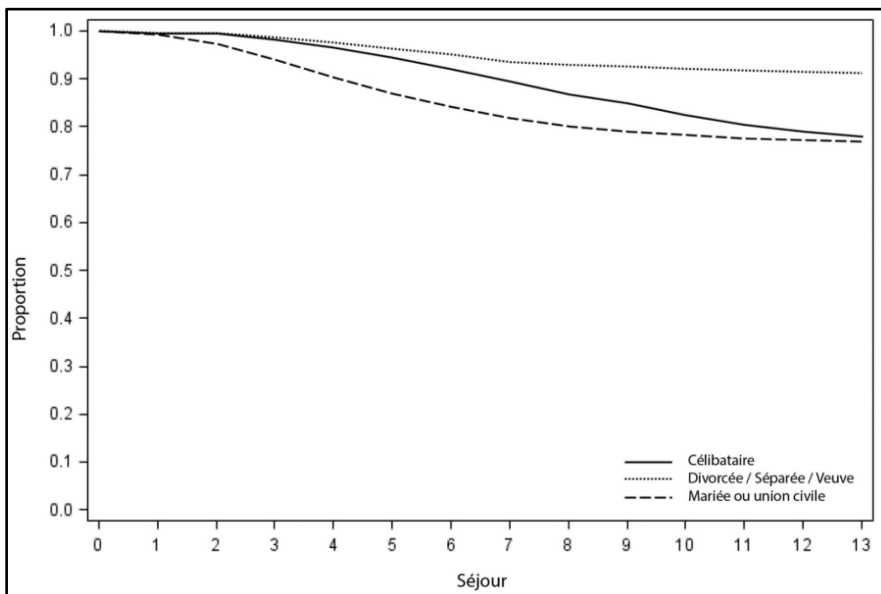
Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 48. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un premier enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, selon le statut matrimonial**



Source : Banque de données administratives longitudinales

**Graphique 49. Proportion d'immigrantes n'ayant pas encore déclaré un deuxième enfant au Canada en fonction de la durée depuis l'admission, parmi celles qui en ont eu un premier au Canada, selon le statut matrimonial**



Source : Banque de données administratives longitudinales